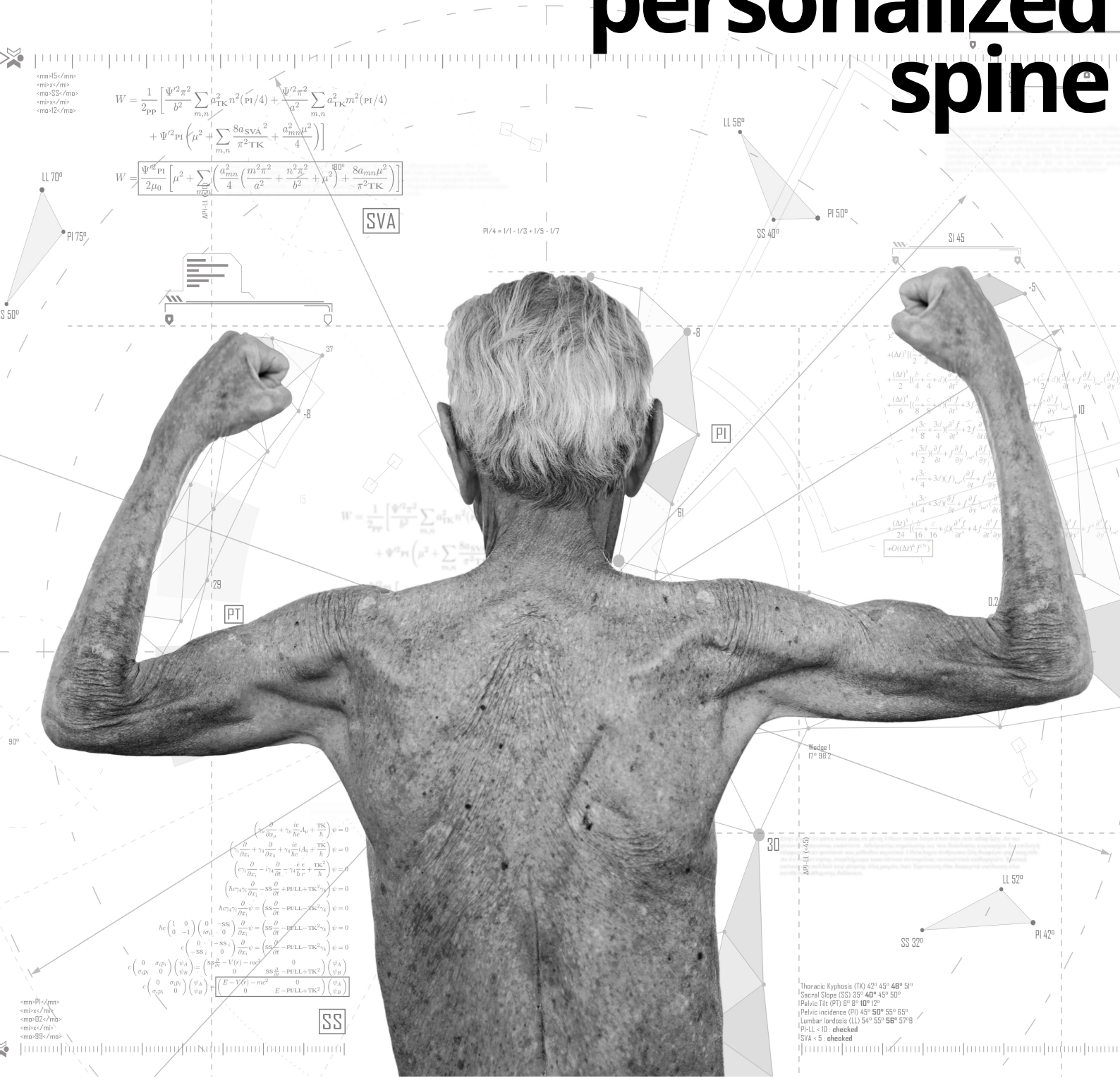


# leading personalized spine



**rapport  
semestriel 2019**



MEDICREA est spécialisé dans le développement de services d'analyses et la fabrication d'implants personnalisés pour le traitement chirurgical des pathologies complexes de la colonne vertébrale reposant sur la technologie UNiD® ASI (Adaptive Spine Intelligence).

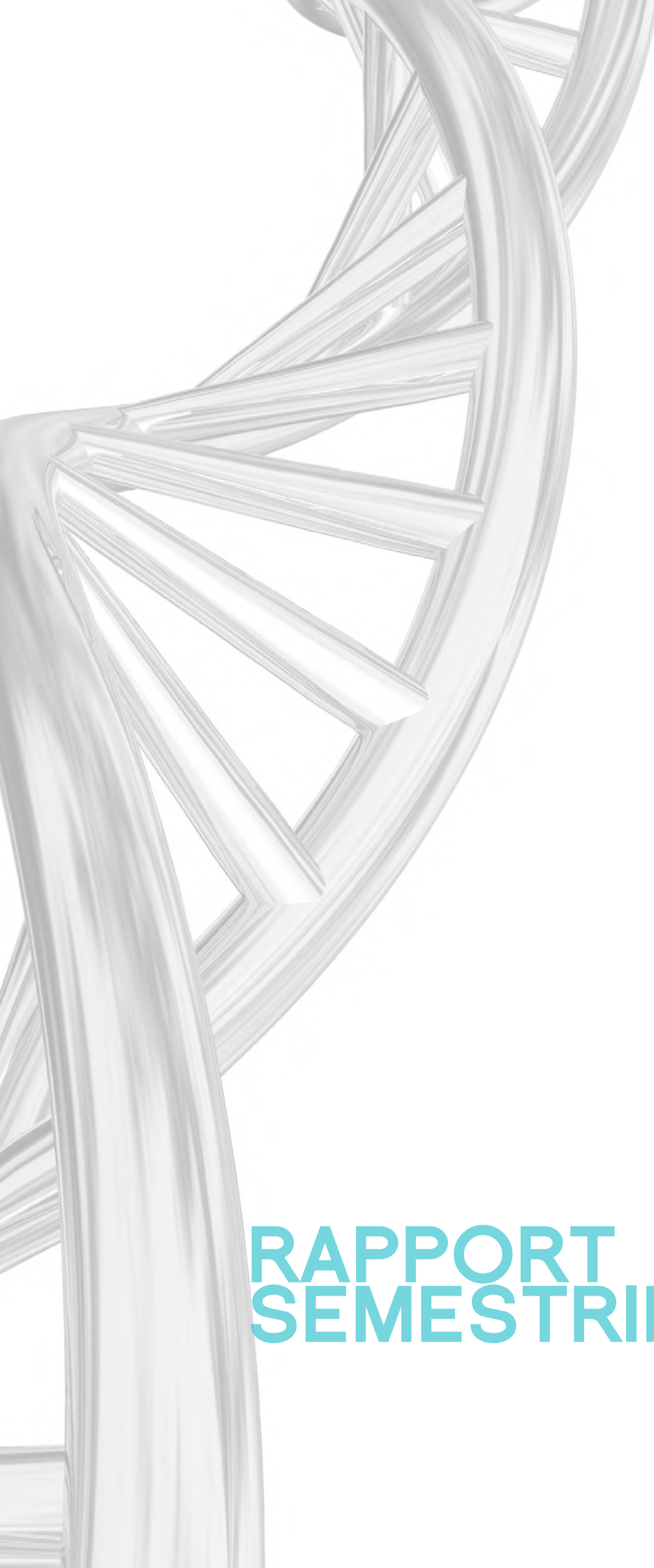
MEDICREA assure la conception, la fabrication intégrée et la distribution de plus de 30 familles de dispositifs implantables homologués par la FDA, qui ont été utilisés à ce jour dans plus de 150 000 interventions chirurgicales à travers le monde. Evoluant sur un marché de 10 milliards de dollars, MEDICREA est une PME lyonnaise de 200 personnes, dont 50 au sein de sa filiale MEDICREA USA Corp. basée à New York.

MEDICREA est une société proposant des technologies avant-gardistes pour le traitement des pathologies de la colonne vertébrale. Elle fait figure de véritable pionnière sur ce marché en assurant la convergence entre les technologies informatiques de santé et la conception et fabrication de dispositifs médicaux de dernière génération, privilégiant les résultats cliniques dans une perspective unique : améliorer les bénéfices de la chirurgie pour les patients, tout en générant des réductions de coûts à tous les niveaux. Cette nouvelle approche s'appuie sur la compilation et l'analyse de données cliniques grâce à des algorithmes d'apprentissage élaborés (deep learning) et des outils d'interprétation prédictifs avec pour résultat les premières prises en charge de pathologies de la colonne vertébrale associant précision scientifique et pose d'implants personnalisés et modulables.

Le Groupe est installé à Rillieux-la-Pape en région lyonnaise où il possède sa propre unité de fabrication d'implants et d'instruments chirurgicaux, une unité de production ultra-moderne consacrée à l'usinage et au développement d'implants sur-mesure et par impression 3D, ainsi que des filiales de distribution aux Etats-Unis, en France, en Belgique, en Pologne et en Australie.

# SOMMAIRE

- 1. DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE**
- 2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ**
- 3. COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019**
- 4. VIE BOURSIÈRE**



# RAPPORT SEMESTRIEL <sup>2019</sup>



# 1

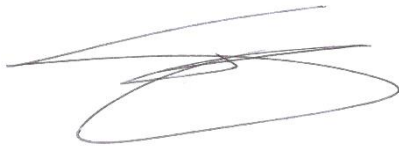
## DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE



## **1 DECLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

Rillieux-la-Pape-Vancia, le 25 octobre 2019,

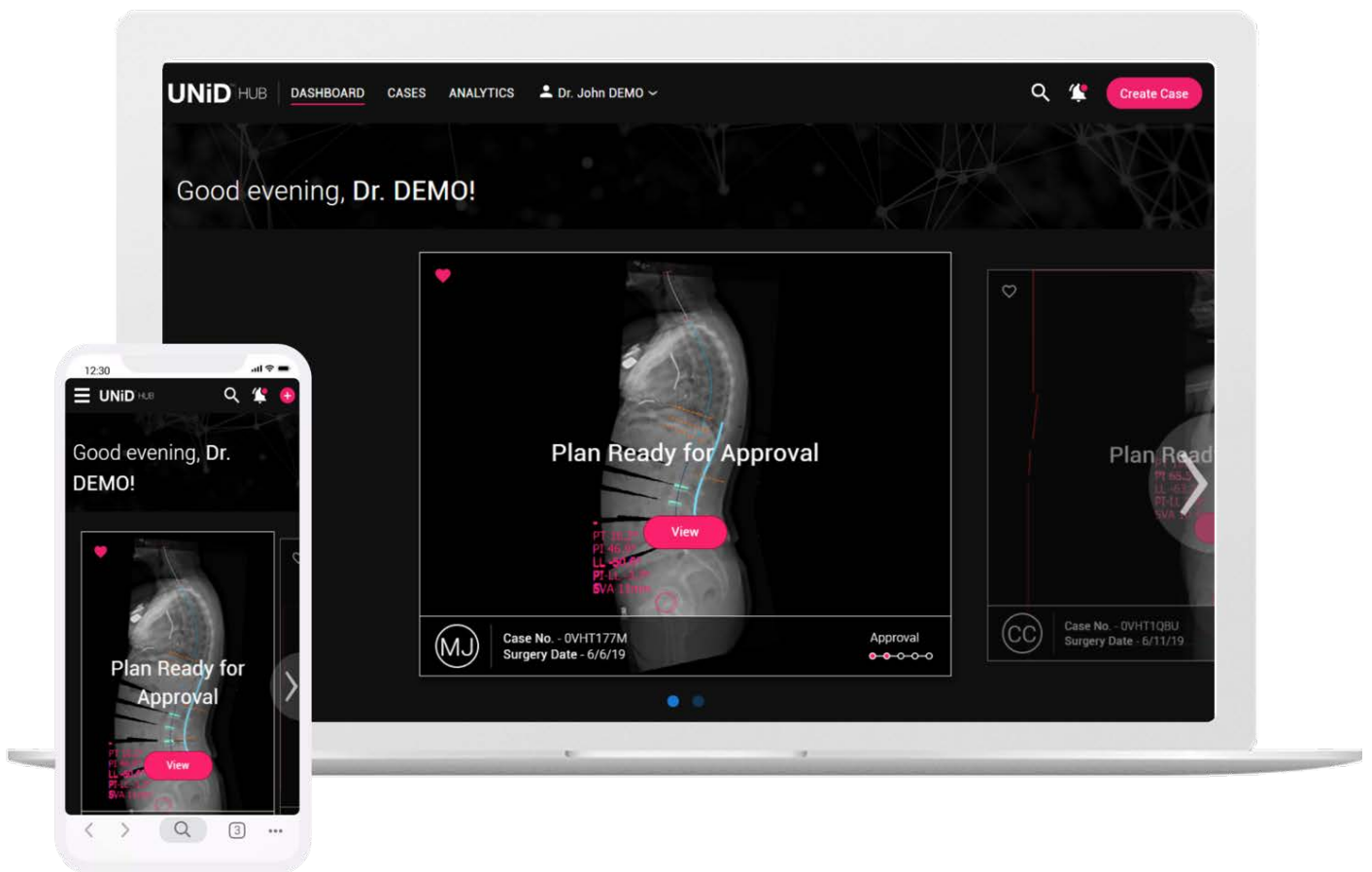
J'atteste, à ma connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables IFRS applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.



Denys SOURNAC  
Président et Directeur Général de MEDICREA

# 2

## RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ



## 2 RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE

### 2.1 CHIFFRES CLES AU 30 JUIN 2019

| En milliers d'euros  | 30.06.2019 | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|------------|----------------------------|
| Chiffre d'affaires   | 16 067     | 16 919                     |
| Marge brute  | 12 380     | 11 552                     |
| % Marge brute  | 77%        | 68%                        |
| Résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels | (3 432)    | (4 456)                    |
| Autres produits et charges opérationnels                             | (477)      | (447)                      |
| Résultat opérationnel avant paiement en actions                      | (3 909)    | (4 903)                    |
| Résultat opérationnel  | (4 912)    | (5 310)                    |
| Résultat courant avant impôts  | (6 871)    | (6 677)                    |
| <b>EBITDA</b>  | 557        | (469)                      |
| <b>Résultat net part du groupe</b>                                   | (7 031)    | (6 616)                    |
| Résultat net par action (en euros)                                   | (0,43)     | (0,44)                     |
| Résultat net dilué par action (en euros)                             | (0,43)     | (0,44)                     |
| -----  | -----      | -----                      |
| Capitaux propres   | 7 547      | 15 666                     |
| Trésorerie et équivalents  | 3 244      | 5 157                      |
| Endettement financier net  | 24 273     | 32 850                     |
| Effectif   | 180        | 194                        |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location

### 2.2 FAITS MARQUANTS DU 1<sup>er</sup> SEMESTRE 2019

Le 1<sup>er</sup> semestre 2019 a été marqué par plusieurs évènements.

A/ Concernant l'activité du Groupe :

- En mai, le Groupe obtient l'homologation par la FDA de son système de vis thoracolumbaires « top-loading » TULIP GENESIS™. Ce système qui répond particulièrement bien aux spécificités de pose du marché américain, est conçu à la fois pour les déformations complexes de la colonne vertébrale et les chirurgies dégénératives ;
- Sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2019, Medicea a entamé le déploiement de sa nouvelle gamme de cages cervicales « stand-alone » C-Curve® qui inclut une version en PEEK ainsi qu'une version en Titane lordosante ;
- Le chiffre d'affaires a été impacté sur la 1<sup>ère</sup> partie de l'année 2019 par l'arrêt depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2018 d'activités non stratégiques de distribution de produits tiers et de réparation de moteurs chirurgicaux, générant un manque à gagner en facturation de 2,3 millions d'euros sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019.

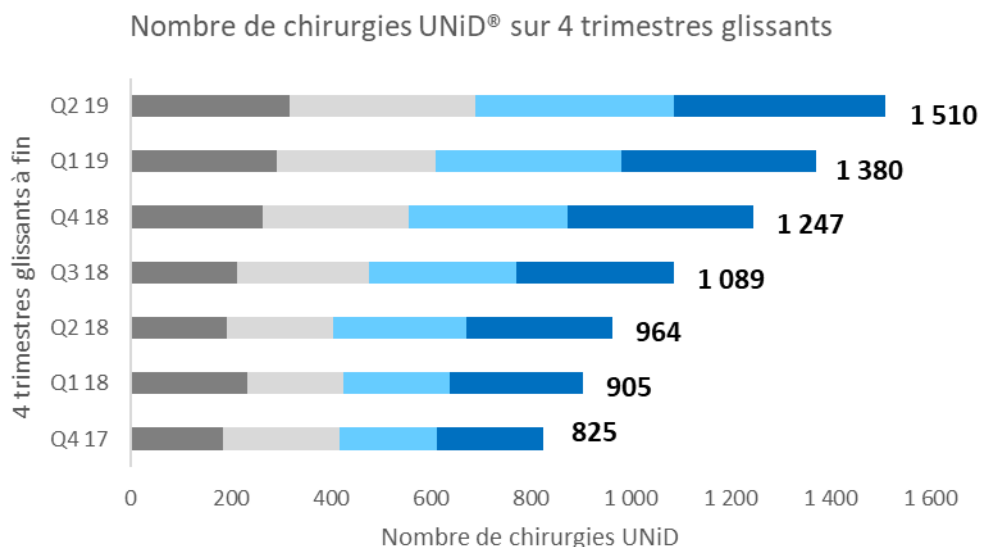
- Trimestres après trimestres, la marge brute se renforce et se rapproche du niveau normatif de 80% visé par le Groupe.

B/ Plus spécifiquement concernant l'activité de planification chirurgicale préopératoire et de conception d'implants sur mesure UNiD ASI™ :

- En avril, Medicea obtient l'homologation par la FDA de nouvelles fonctionnalités offertes par sa plateforme UNiD ASI™. L'ensemble de son portefeuille de vis d'ostéosynthèse et de cages intervertébrales est ainsi intégré au logiciel de planification chirurgicale ;
- En juin, la Société obtient la délivrance de 3 nouveaux brevets aux Etats-Unis qui viennent renforcer la propriété intellectuelle de sa plateforme technologique UNiD ASI™. Ces brevets permettent à Medicea de conserver un avantage concurrentiel en créant de fortes barrières à l'entrée pour les concurrents ;
- Au 30 juin 2019, ce sont plus de 4 000 chirurgies personnalisées UNiD® qui ont été réalisées depuis le lancement commercial.

Déjà plébiscitée par un nombre de chirurgiens utilisateurs de plus en plus nombreux au cours de l'exercice 2018, ces différentes homologations et obtention de brevets viennent renforcer la crédibilité et la puissance de la technologie UNiD ASI™ qui regroupe des services d'analyse et de planning pré opératoire ainsi que des implants conçus sur mesure pour chaque patient. Le développement régulier de nouveaux services UNiD ASI™ favorisera l'adhésion de nouveaux chirurgiens à cette technologie en 2019.

L'adoption de la technologie UNiD ASI™ pour une chirurgie totalement personnalisée de la colonne vertébrale de chaque patient s'accélère de trimestre en trimestre. Le graphique suivant montre ainsi l'évolution du nombre de chirurgies UNiD® sur 4 trimestres glissants. Sur les 18 derniers mois d'activité, la hausse dépasse les 80% (825 chirurgies réalisées sur les 4 derniers trimestres à fin T4 2017 contre 1 510 à fin T2 2019) :





## 2.3 EVOLUTION DE L'ACTIVITE

| En millions d'euros                                    | S1 2018     | S1 2019     | Variation   | Variation à taux de change constant |
|--|-------------|-------------|-------------|-------------------------------------|
| États-Unis   | 7,6         | 8,7         | +15%        | +7%                                 |
| Reste du monde   | 7,0         | 7,4         | +6%         | +6%                                 |
| <b>Total chiffre d'affaires - Périmètre comparable</b> | <b>14,6</b> | <b>16,1</b> | <b>+10%</b> | <b>+6%</b>                          |
| Activités arrêtées                                     | 2,3         | -           | -           | -                                   |
| <b>Total chiffre d'affaires</b>                        | <b>16,9</b> | <b>16,1</b> | <b>(5)%</b> | <b>(9)%</b>                         |

Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2019 s'établit à 16,1 millions d'euros soit une progression de +10% (+6% à taux de change constant) par rapport à 2018, à périmètre comparable. La croissance aux États-Unis, marché prioritaire du Groupe, se poursuit et affiche une progression de 15% contre 6% pour le reste du monde (respectivement +7% et +6% à taux de change constant). Medicrea a cessé le 1er juillet 2018 des activités non stratégiques, qui ont représenté 2,3 millions d'euros de ventes sur le 1er semestre 2018, faisant apparaître une décroissance globale du chiffre d'affaires de 5% sur la période, mais qui n'aura plus d'impact sur la 2ème partie de l'année 2019.

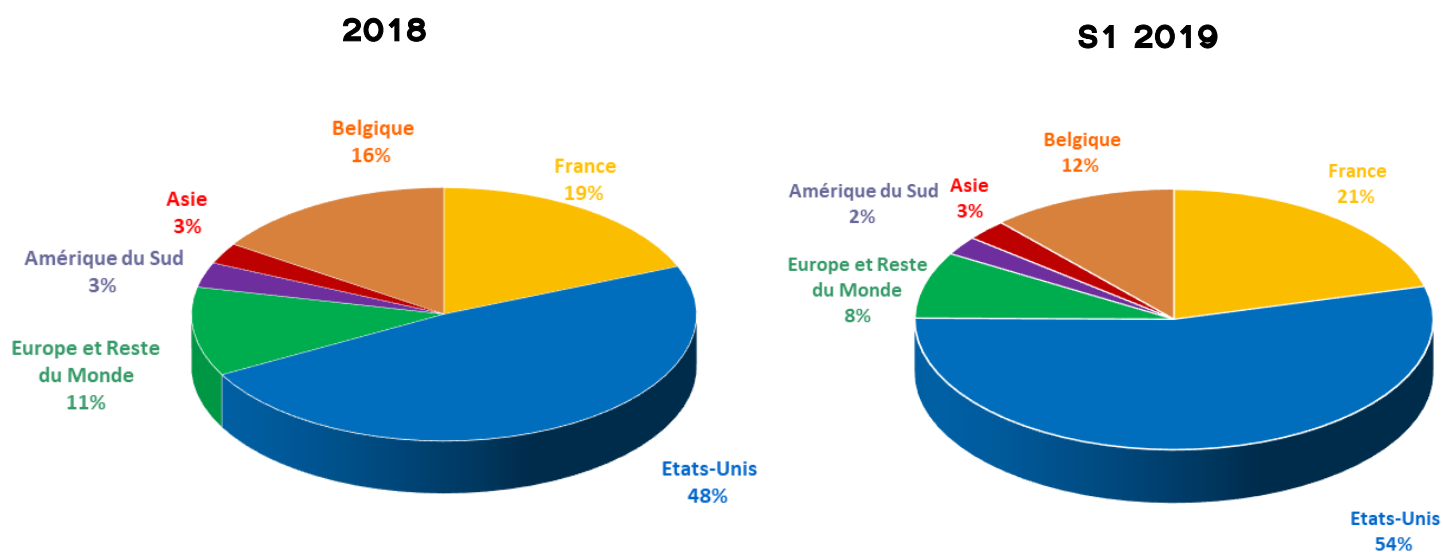
Le 1er semestre 2019 affiche une activité record pour l'utilisation des tiges sur mesure UNiD®. Un nouveau cap majeur a ainsi été franchi et le seuil des 4 000 chirurgies réalisées a été dépassé, avec notamment 423 chirurgies sur le 2ème trimestre 2019. Sur le seul mois de juin 2019, 171 chirurgies sur mesure UNiD® ont été réalisées.

Au 30 juin 2019, la contribution des filiales de commercialisation au chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 89 %, en augmentation de 4 points par rapport à l'année 2018.

Au niveau Groupe à fin juin 2019, 44% du chiffre d'affaires provient des chirurgies UNiD®, contre 36% pour l'année 2018. Pour les États-Unis uniquement, ce chiffre s'élève à 66% pour le 1<sup>er</sup> semestre 2019 à comparer à 60% pour l'année 2018.

Le chiffre d'affaires généré par les chirurgies sur mesure UNiD® est composé de la facturation des tiges sur mesure ainsi que de tous les implants fabriqués par Medicrea et posés au cours de ces chirurgies.

La répartition de l'activité par zones géographiques évolue comme suit :



La **marge brute** s'améliore très significativement par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018 pour atteindre 77% (+9 points) et se rapprocher du taux normatif de 80% visé par le Groupe. Cette performance se base sur deux éléments majeurs maîtrisés et durables : un mix des ventes favorable avec le poids croissant des Etats-Unis ainsi qu'une meilleure efficacité industrielle et un moindre recours à la sous-traitance.

Les **charges opérationnelles** représentent 15,8 millions d'euros. Elles sont en baisse de 0,9 million d'euros à taux de change constant par rapport à la même période de l'exercice précédent grâce à la maîtrise des dépenses de commercialisation et des dépenses administratives. Les investissements en Recherche et Développement restent stables.

Le **résultat opérationnel avant amortissements et provisions (EBITDA)** redevient positif à 0,6 million d'euros, en nette amélioration par rapport à S1 2018 (-0,5 million d'euros).

La **perte opérationnelle** du 1<sup>er</sup> semestre s'élève à -3,4 millions d'euros et s'améliore ainsi de 1,1 million d'euros par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

L'attribution d'actions gratuites et de stock-options fin 2018 entraîne la comptabilisation d'une charge de 1 million d'euros sur la période, sans impact sur la trésorerie.

Le coût de l'endettement financier net augmente de 0,9 million d'euros, ce qui s'explique par la charge d'intérêts relative à l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars mis en place en décembre 2018 et la comptabilisation de 0,2 million d'euros d'intérêts suite à l'entrée en vigueur de la norme IFRS16 sur les contrats de location.

Le **résultat courant avant impôt**, après prise en compte du coût de l'endettement financier, s'établit à -6,9 millions d'euros et le **résultat net** à -7 millions d'euros.

## 2.4 EVOLUTION DE LA STRUCTURE FINANCIERE

Les changements dans l'évolution de la structure bilancielle s'analysent comme suit :

| En milliers d'Euros                           | 30.06.2019    | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---|---------------|----------------------------|----------------------------|
| Actifs non courants                           | 45 544        | 46 754                     | 44 052                     |
| Dont actifs IFRS 16                           | 14 580        | 15 520                     | 16 230                     |
| Impôts différés                               | 1 769         | 1 633                      | 1 866                      |
| Besoin en fonds de roulement opérationnel     | 10 472        | 10 220                     | 11 096                     |
| Besoin en fonds de roulement non opérationnel | (2 010)       | (2 198)                    | (9 287)                    |
| <b>TOTAL</b>                                  | <b>55 775</b> | <b>56 409</b>              | <b>47 727</b>              |
| Capitaux propres                              | 7 547         | 14 022                     | 14 877                     |
| Endettement financier net                     | 48 228        | 42 387                     | 32 850                     |
| Dont dettes IFRS 16                           | 15 766        | 16 605                     | 17 185                     |
| <b>CAPITAUX ENGAGES</b>                       | <b>55 775</b> | <b>56 409</b>              | <b>47 727</b>              |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location

Les actifs non courants sont constitués de la valeur nette des écarts d'acquisition, des immobilisations incorporelles (frais de recherche et développement, brevets et marques), des immobilisations corporelles et des immobilisations financières. L'application de la norme IFRS 16 conduit à comptabiliser un montant d'actifs de 14,6 millions d'euros en valeur nette au 30 juin 2019 correspondant principalement aux droits d'utilisation des bâtiments de Lyon (usine et siège social) et des bureaux de New York.

La variation des actifs non courants par rapport au 31 décembre 2018 s'explique principalement par les éléments suivants :

- L'activation des frais de recherche et de développement sur la période, des dépenses de brevets ainsi que des travaux continus d'amélioration et de développement du UNiD Hub™, logiciel de planification chirurgicale ;
- La mise à disposition auprès des hôpitaux de nouveaux kits d'instruments ;
- L'amortissement des locaux et des installations techniques de Lyon et New-York.

Une analyse détaillée des mouvements intervenus sur le semestre sur les différents postes d'immobilisations en valeurs brutes et nettes est présentée en note 6, paragraphe 6.6 des états financiers consolidés.

Les impôts différés sont présentés nets des soldes d'actifs et passifs. Ils sont essentiellement constitués des retraitements de consolidation et des pertes reportables de la filiale américaine que le Groupe estime pouvoir récupérer dans un horizon rapide. L'analyse du taux d'imposition est présentée en note 9, paragraphe 9.1 des états financiers consolidés.

Le besoin en fonds de roulement opérationnel est constitué des créances clients, augmenté des stocks et diminué des dettes fournisseurs. Il est stable par rapport au 31 décembre 2018.

Le Groupe attache une importance particulière à la maîtrise du besoin en fonds de roulement particulièrement pour les stocks, compte tenu des caractéristiques propres à son activité qui nécessitent la mise à disposition auprès des établissements de santé de nombreux implants dans différentes tailles. De multiples actions sont en cours pour optimiser le niveau de stocks qui se stabilisent dans un contexte d'augmentation du chiffre d'affaires à périmètre comparable.

Le besoin en fonds de roulement non-opérationnel varie significativement par rapport au 30 juin 2018 compte-tenu du reclassement de l'engagement de rachat des titres minoritaires de MEDICREA Belgique d'autres passifs courants à dettes financières.

L'évolution des capitaux propres s'explique principalement par la perte nette du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

L'endettement financier net est en hausse de 5,8 millions d'euros sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019 du fait de l'évolution du niveau de trésorerie du Groupe.

Au 30 juin 2019, le Groupe dispose d'une trésorerie de 3,2 millions d'euros.

## **2.5 EVENEMENTS RECENTS ET PERSPECTIVES POUR LE SECOND SEMESTRE**

Le chiffre d'affaires du 3<sup>ème</sup> trimestre 2019 s'élève à 8,2 millions d'euros soit une hausse de +20% (+17% à taux de change constant) par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, à périmètre comparable. La Société conclut un trimestre très dynamique, le 2<sup>ème</sup> trimestre record de son histoire juste après T2 2019, malgré l'habituel effet de saisonnalité lié à l'été. La croissance aux Etats-Unis s'accélère et atteint +22% à taux de change constant sur la période. Les autres marchés principaux du Groupe sont également en forte progression : En Belgique où le Groupe a lancé une filiale de commercialisation début 2018, les ventes augmentent de +15 % par rapport au même trimestre de l'année précédente. En France, marché historique, mais soumis à de fortes pressions tarifaires, l'activité affiche une hausse de +9%. En Australie, les efforts commerciaux déployés depuis le lancement de la filiale sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2018 commencent à porter leurs fruits avec une nette accélération du nombre de chirurgies réalisées.

En cumul à fin septembre 2019, les ventes s'élèvent à 24,3 millions et progressent de +13% à périmètre comparable par rapport à la même période de l'exercice précédent (+10% à taux de change constant).

L'activité stratégique de planification chirurgicale préopératoire et de conception d'implants sur mesure UNiD ASI™ est en très forte croissance : 500 chirurgies personnalisées ont été réalisées au cours du seul 3<sup>ème</sup> trimestre 2019, +18% par rapport au trimestre précédent et +57% par rapport au 3<sup>ème</sup> trimestre 2018, soit un total de 4 500 chirurgies depuis le lancement. Aux Etats-Unis, la tendance est encore meilleure avec une croissance du nombre de chirurgies de +77% sur les 9 premiers mois de l'année. L'objectif de 5 000 chirurgies réalisées en cumul à la fin de l'année 2019 sera probablement dépassé.

## *Perspectives*

La part du chiffre d'affaires généré par les États-Unis augmente sensiblement au 3ème trimestre 2019 (60% contre 54% sur le 1er semestre 2019) sous l'effet de l'accroissement des ventes de tiges sur mesure UNiD® et du pré-lancement commercial de la nouvelle vis Tulipe homologuée en mai dernier. Par conséquent, la marge brute devrait afficher dès le 3ème trimestre un taux de 80 % et atteindre ainsi l'objectif visé en début d'année.

Le troisième trimestre 2019 est prometteur à la fois pour le chiffre d'affaires et la marge brute du Groupe grâce à la performance aux États-Unis. La croissance des ventes à deux chiffres et le cap des 200 chirurgies sur mesure UNiD® en voie d'être franchi mensuellement offrent de solides perspectives. Grâce à l'enrichissement permanent de son offre de services regroupés au sein de la plateforme UNiD ASI™ et la puissance des outils d'analyse de données et d'intelligence artificielle développés, Medicea améliore constamment le succès des interventions chirurgicales et les résultats pour les patients. De nombreux chirurgiens font confiance à ces avancées technologiques et s'ouvrent de plus en plus aux autres systèmes de fixation thoraco-lombaires d'avant-garde proposés par la Société. En accélérant cette conversion à l'ensemble de ses produits, le Groupe devrait connaître une phase de croissance forte dans les trimestres à venir.

## *Evènements récents*

Medicea a émis en septembre 2019 des obligations pour un montant de 6 millions de dollars au profit de Perceptive Advisors, portant intérêt au taux de 8,5% augmenté du taux le plus élevé entre le LIBOR 3 mois et 2,5%. Cette opération fait suite aux obligations souscrites en novembre 2018 pour un montant de 30 millions de dollars par le même investisseur, dans les mêmes conditions et garanties accordées.

## **2.6 FACTEURS DE RISQUES**

Les facteurs de risque sont de même nature que ceux qui sont exposés au chapitre 1.5 du Document de référence 2018 et en note 8.5 aux États financiers consolidés au 30 juin 2019. Il n'y a pas eu de changement significatif dans l'appréciation des risques tels que présentés dans le Document de référence 2018.

Les principaux facteurs de risques concernent :

- le financement de la continuité d'exploitation, qui est désormais assuré suite à l'opération obligataire réalisée en septembre 2019 avec Perceptive Advisors ;
- les résultats de l'investigation civile menée par le Department of Justice Américaine (DOJ). Les réponses apportées par Medicea sont en cours d'examen par les autorités américaines. A ce stade de l'investigation, il n'est toujours pas possible de déterminer quels seront les résultats de l'enquête en cours à laquelle la Société collabore pleinement.



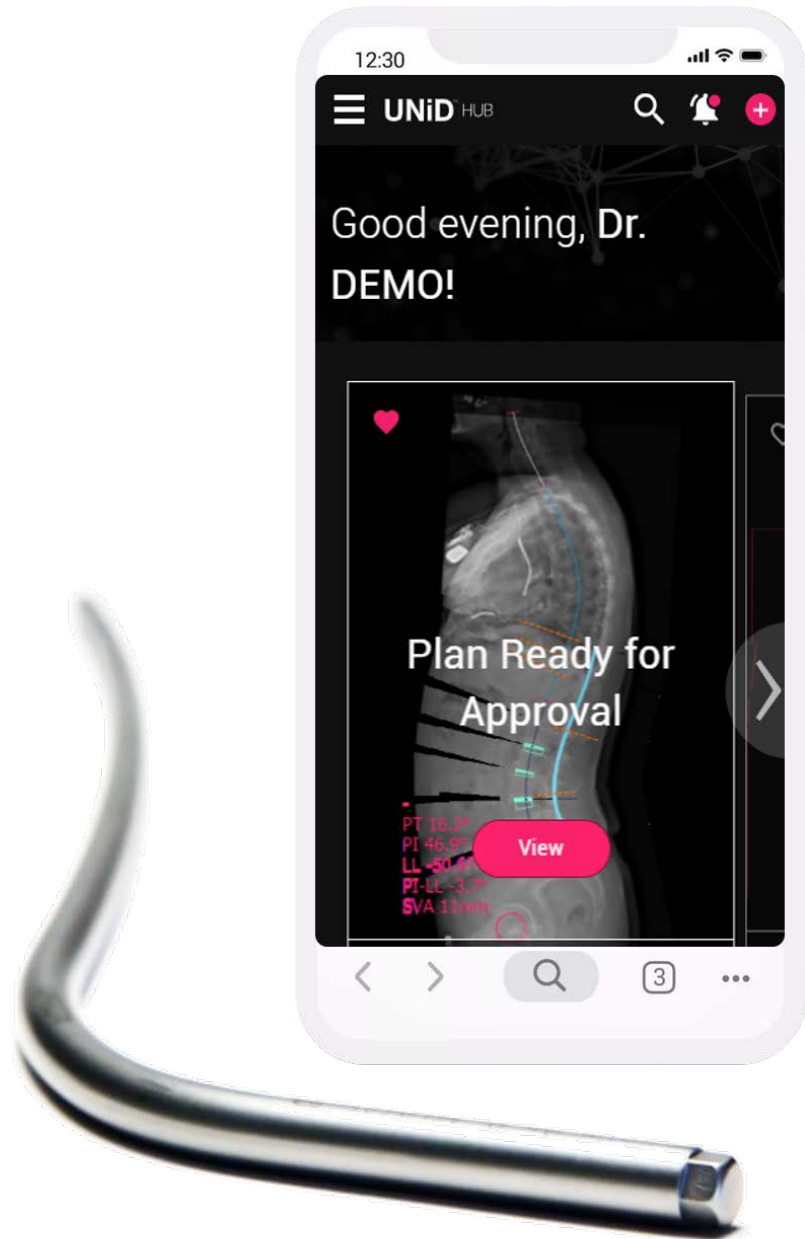
## **2.7 TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES**

Les transactions entre parties liées sont de même nature que celles présentées en note 5.8. aux Etats financiers consolidés inclus dans le Rapport annuel 2018.

Aucune nouvelle convention n'a été conclue avec un dirigeant ou un membre du Conseil d'Administration sur le 1er semestre 2019.

# 3

## COMPTES CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2019



## 1. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS AU 30 JUIN 2019

### 1.1. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

| En euros  | Notes      | 30.06.2019         | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---|------------|--------------------|----------------------------|
| Chiffre d'affaires                                      | 3.1 et 4.5 | 16 066 898         | 16 919 174                 |
| Coût des ventes   |            | (3 687 239)        | (5 367 519)                |
| <b>Marge brute</b>                                      |            | <b>12 379 659</b>  | <b>11 551 655</b>          |
| <i>en % du chiffre d'affaires</i>                       |            | <i>77,1 %</i>      | <i>68,3 %</i>              |
| Frais de recherche et développement                     | 4.6        | (1 469 998)        | (1 451 932)                |
| Frais de commercialisation                              | 4 et 5     | (8 198 826)        | (8 800 376)                |
| Commissions sur ventes                                  |            | (2 528 128)        | (1 799 752)                |
| Frais administratifs                                    | 4 et 5     | (3 614 832)        | (3 955 819)                |
| Autres produits et charges opérationnels                | 4.9.2      | (476 930)          | (447 105)                  |
| <b>Résultat opérationnel avant paiements en actions</b> |            | <b>(3 909 055)</b> | <b>(4 903 329)</b>         |
| Charges de personnel liées aux paiements en actions     | 5.5.4      | (1 003 000)        | (407 000)                  |
| <b>Résultat opérationnel après paiements en actions</b> | 4.9.1      | <b>(4 912 055)</b> | <b>(5 310 329)</b>         |
| Coût de l'endettement financier net                     | 8.3.1      | (1 919 418)        | (1 368 443)                |
| Autres (charges) / produits financiers                  | 8.3.2      | (40 801)           | 2 200                      |
| (Charges) / produits d'impôts                           | 9.1        | (158 604)          | 61 034                     |
| <b>Résultat net consolidé</b>                           |            | <b>(7 030 878)</b> | <b>(6 615 538)</b>         |
| <b>Résultat net par action</b>                          | 10.2       | <b>(0,43)</b>      | <b>(0,44)</b>              |
| <b>Résultat net dilué par action</b>                    | 10.2       | <b>(0,43)</b>      | <b>(0,44)</b>              |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

### 1.2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

| En euros                      | 30.06.2019         | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|-------------------------------|--------------------|----------------------------|
| <b>Résultat net consolidé</b> | <b>(7 030 878)</b> | <b>(6 615 538)</b>         |
| Ecarts de conversion          | 6 358              | 65 049                     |
| <b>Résultat global total</b>  | <b>(7 024 520)</b> | <b>(6 550 489)</b>         |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

### 1.3. BILAN CONSOLIDE

| En euros                                | Notes | 30.06.2019        | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---|-------|-------------------|----------------------------|----------------------------|
| Ecart d'acquisition                     | 6.1   | 12 354 470        | 12 131 603                 | 8 420 350                  |
| Immobilisations incorporelles           | 6.6   | 8 212 576         | 8 098 712                  | 8 084 846                  |
| Immobilisations corporelles             | 6.6   | 24 550 068        | 25 873 322                 | 26 867 519                 |
| Immobilisations financières             | 6.6   | 650 572           | 650 629                    | 679 552                    |
| Impôts différés                         | 9.3   | 2 836 450         | 2 302 820                  | 2 601 090                  |
| <b>Total actifs non courants</b>        |       | <b>48 604 136</b> | <b>49 057 086</b>          | <b>46 653 357</b>          |
| Stocks et en-cours                      | 4.2   | 9 784 893         | 9 662 145                  | 10 326 993                 |
| Clients et comptes rattachés            | 4.3   | 6 182 241         | 5 361 252                  | 7 169 581                  |
| Autres actifs courants                  | 4.3   | 2 288 469         | 2 480 928                  | 1 764 715                  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 8.1.5 | 3 244 236         | 10 802 725                 | 5 157 376                  |
| <b>Total actifs courants</b>            |       | <b>21 499 839</b> | <b>28 307 050</b>          | <b>24 418 665</b>          |
| <b>Total actif</b>                      |       | <b>70 103 975</b> | <b>77 364 136</b>          | <b>71 072 022</b>          |

| En euros                                 | Notes | 30.06.2019        | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|-------|-------------------|----------------------------|----------------------------|
| Capital                                  | 10.1  | 2 595 176         | 2 595 176                  | 2 413 266                  |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport   | 10.1  | 20 206 582        | 26 450 274                 | 60 454 729                 |
| Réserves consolidées                     | 10.1  | (8 224 292)       | (2 992 794)                | (41 375 475)               |
| Résultat de l'exercice                   | 10.1  | (7 030 878)       | (12 030 725)               | (6 615 538)                |
| <b>Total capitaux propres</b>            |       | <b>7 546 588</b>  | <b>14 021 931</b>          | <b>14 876 982</b>          |
| Avances conditionnées                    | 8.2   | 50 000            | 100 000                    | 140 000                    |
| Provisions non courantes                 | 7.1   | 680 368           | 621 868                    | 630 057                    |
| Impôts différés                          | 9.3   | 1 067 236         | 669 701                    | 734 731                    |
| Dettes financières long terme            | 8.1   | 43 936 796        | 46 552 124                 | 32 756 355                 |
| Autres passifs non courants              | 4.4   | 175 746           | 174 672                    | 6 157 834                  |
| <b>Total passifs non courants</b>        |       | <b>45 910 146</b> | <b>48 118 365</b>          | <b>40 418 977</b>          |
| Provisions courantes                     | 7.1   | 241 926           | 122 299                    | 516 412                    |
| Dettes financières court terme           | 8.1   | 7 759 503         | 6 637 856                  | 5 250 830                  |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 4.4   | 5 495 578         | 4 803 155                  | 6 400 666                  |
| Autres passifs courants                  | 4.4   | 3 150 234         | 3 660 530                  | 3 608 155                  |
| <b>Total passifs courants</b>            |       | <b>16 647 241</b> | <b>15 223 840</b>          | <b>15 776 063</b>          |
| <b>Total passif</b>                      |       | <b>70 103 975</b> | <b>77 364 136</b>          | <b>71 072 022</b>          |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

**1.4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE**

| En euros  | Notes | 30.06.2019         | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---|-------|--------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>Résultat net consolidé</b>                                       |       | <b>(7 030 878)</b> | <b>(12 030 725)</b>        | <b>(6 615 538)</b>         |
| Amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles     |       | 3 901 913          | 8 007 516                  | 3 942 733                  |
| Dotations / (Reprises) aux provisions                               |       | 283 583            | 153 896                    | 518 367                    |
| Résultat des cessions d'actifs immobilisés                          |       | 40 484             | 226 581                    | 78 043                     |
| Charges de personnel liées aux actions                              |       | 1 003 000          | 728 078                    | 407 000                    |
| Variation d'impôts différés   |       | (136 095)          | (302 981)                  | (536 221)                  |
| Impôts sur le résultat  |       | (228 289)          | (274 309)                  | (125 991)                  |
| Coût de l'endettement financier net                                 |       | 1 919 418          | 2 935 606                  | 1 368 443                  |
| <b>Capacité d'autofinancement</b>                                   |       | <b>(246 864)</b>   | <b>(556 338)</b>           | <b>(963 164)</b>           |
| Variation des stocks et en cours                                    |       | (234 414)          | 14 161                     | (590 451)                  |
| Variation des créances clients                                      |       | (814 779)          | (1 461 694)                | (3 292 429)                |
| Variation des dettes fournisseurs                                   |       | 692 424            | 130 300                    | 1 727 812                  |
| Variation des autres créances et autres dettes                      |       | 9 772              | 1 562 230                  | 7 810 446                  |
| <b>Trésorerie provenant du BFR</b>                                  |       | <b>(346 997)</b>   | <b>244 997</b>             | <b>5 655 378</b>           |
| Impôts versés / remboursements d'impôts                             |       | (98 248)           | (267 424)                  | (16 958)                   |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>   |       | <b>(692 109)</b>   | <b>(578 765)</b>           | <b>4 675 256</b>           |
| Acquisitions d'immobilisations                                      |       | (2 668 594)        | (5 604 295)                | (3 198 496)                |
| Cessions d'immobilisations  |       | 26 891             | 220 097                    | 190 018                    |
| Incidences des variations de périmètre                              |       | -                  | 106 836                    | (5 793 664)                |
| Subventions reçues / (reversées)                                    |       | (50 000)           | (96 250)                   | (56 250)                   |
| Autres variations   |       | 2 001              | 77 009                     | 30 662                     |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b> |       | <b>(2 689 702)</b> | <b>(5 296 603)</b>         | <b>(8 827 730)</b>         |
| Distribution de dividendes des filiales aux minoritaires            |       | (468 402)          | -                          | -                          |
| Augmentation de capital   |       | -                  | 3 083 777                  | -                          |
| Emission d'emprunts   |       | -                  | 27 400 800                 | 1 200 000                  |
| Remboursement d'emprunts  |       | (1 574 867)        | (21 907 595)               | (3 276 802)                |
| Intérêts versés   |       | (1 787 541)        | (1 937 107)                | (855 771)                  |
| Autres variations   | 8.1.6 | (1 383 458)        | (1 797 153)                | (109 627)                  |
| <b>Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement</b>   |       | <b>(5 214 268)</b> | <b>4 842 722</b>           | <b>(3 042 200)</b>         |
| Ecart de conversion relatif aux liquidités                          |       | 129 431            | (88 083)                   | (30 727)                   |
| Autres variations   |       | 14 579             | 47 166                     | 707                        |
| <b>Variation de trésorerie</b>                                      |       | <b>(8 452 069)</b> | <b>(1 073 563)</b>         | <b>(7 224 694)</b>         |
| <b>Trésorerie à l'ouverture</b>                                     |       | <b>10 018 668</b>  | <b>11 092 231</b>          | <b>11 092 231</b>          |
| <b>Trésorerie à la clôture</b>                                      |       | <b>1 566 599</b>   | <b>10 018 668</b>          | <b>3 867 537</b>           |
| Trésorerie active à l'ouverture                                     |       | 10 802 725         | 11 980 693                 | 11 980 693                 |
| Trésorerie active à la clôture                                      |       | 3 244 236          | 10 802 725                 | 5 157 376                  |
| <b>Variation de trésorerie active</b>                               |       | <b>(7 558 489)</b> | <b>(1 177 968)</b>         | <b>(6 823 317)</b>         |
| Trésorerie passive à l'ouverture                                    |       | (784 057)          | (888 462)                  | (888 462)                  |
| Trésorerie passive à la clôture                                     |       | (1 677 637)        | (784 057)                  | (1 289 839)                |
| <b>Variation de trésorerie passive</b>                              |       | <b>(893 580)</b>   | <b>104 405</b>             | <b>(401 377)</b>           |
| <b>Variation de trésorerie</b>                                      |       | <b>(8 452 069)</b> | <b>(1 073 563)</b>         | <b>(7 224 694)</b>         |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.



## 1.5. VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

| En euros  | Nombre d'actions  | Capital social   | Réserves          | Capitaux propres consolidés |
|---|-------------------|------------------|-------------------|-----------------------------|
| <b>Capitaux propres au 31.12.2017 retraités (1)</b> | <b>15 082 911</b> | <b>2 413 266</b> | <b>18 724 260</b> | <b>21 137 526</b>           |
| Augmentation de capital                             | 1 136 936         | 181 910          | 2 509 894         | 2 691 804                   |
| Résultat global de l'exercice 2018                  | -                 | -                | (11 979 067)      | (11 979 067)                |
| Stock-options et actions gratuites                  | -                 | -                | 728 078           | 728 078                     |
| Autres variations                                   | -                 | -                | 1 443 590         | 1 443 590                   |
| <b>Capitaux propres au 31.12.2018 retraité (1)</b>  | <b>16 219 847</b> | <b>2 595 176</b> | <b>11 426 755</b> | <b>14 021 931</b>           |
| Résultat global du 1 <sup>er</sup> semestre 2019    | -                 | -                | (7 024 520)       | (7 024 520)                 |
| Stocks options et actions gratuites                 | -                 | -                | 1 003 000         | 1 003 000                   |
| Distribution de dividendes                          | -                 | -                | (468 402)         | (468 402)                   |
| Autres variations                                   | -                 | -                | 14 579            | 14 579                      |
| <b>Capitaux propres au 30.06.2019</b>               | <b>16 219 847</b> | <b>2 595 176</b> | <b>4 951 412</b>  | <b>7 546 588</b>            |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés.

## 1.6. NOTES EXPLICATIVES

Les notes sur les états financiers font partie intégrante des comptes établis aux normes IFRS.

MEDICREA est cotée sur le marché Euronext Growth, code ISIN FR004178572, Mnémonique ALMED. Depuis août 2018, les titres de la Société sont également négociables sur le marché américain via la plateforme OTCQX Best Market sous les symboles MRNTF et MRNTY.

Les comptes consolidés non audités du 1er semestre 2019 ont été arrêtés par le conseil d'administration du 16 septembre 2019. Le communiqué de presse relatif aux résultats du 1er semestre a été publié le 18 septembre 2019.

### NOTE 1 : PRINCIPES COMPTABLES

#### 1.1 Référentiel appliqué

Les états financiers du Groupe MEDICREA du 1er semestre 2019 sont établis conformément aux normes comptables internationales IFRS, publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), approuvées par l'Union Européenne en application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 et disponibles sur le site [ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details\\_fr](http://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/law-details_fr)

Ces normes comprennent :

- les IAS (International Accounting Standards) ;
- les IFRS (International Financial Reporting Standards) ;
- les interprétations SIC (Standard Interpretation Committee) ;
- les interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretation Committee).

### 1.1.1 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne suivants :

|   |   |
|---|---|
| <b>Normes, Amendements et interprétations</b> | <b>IFRS 16 – Contrats de location</b><br>Norme applicable au 1 <sup>er</sup> janvier 2019 |
|---|---|

**Présentation et principes généraux**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location ». IFRS 16 remplace IAS 17 ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées. La norme IFRS 16 introduit des changements majeurs dans les principes d'évaluation, de comptabilisation et de présentation des contrats de location pour le preneur. Elle impose désormais à celui-ci de comptabiliser la grande majorité de ses contrats de location selon un modèle unique équivalent à celui appliqué pour comptabiliser les contrats de location financement selon IAS 17.

Le preneur enregistre ainsi :

- un actif non courant représentatif du droit d'utilisation du bien loué à l'actif de l'état de la situation financière consolidée ;
- une dette financière représentative de l'obligation de payer ce droit au passif de l'état de la situation financière consolidée ;
- des dotations aux amortissements des droits d'utilisation et des charges d'intérêts sur les dettes de location au compte de résultat consolidé.

À la date de prise d'effet du contrat de location, la dette de location est comptabilisée pour un montant égal à la valeur actualisée des paiements minimaux non encore versés ainsi que des paiements liés aux options que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer. Ce montant est ensuite évalué au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Il est d'une part augmentée pour prendre en compte les intérêts dus au titre du passif locatif et d'autre part diminué des loyers payés. À cette même date, le droit d'utilisation est évalué à son coût et comprend (i) le montant initial de la dette auquel sont ajoutés, s'il y a lieu, (ii) les paiements d'avance faits au loueur, nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur, (iii) les coûts directs initiaux encourus par le preneur pour la conclusion du contrat ainsi que (iv) l'estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat. Ce montant est ensuite diminué des amortissements et des pertes de valeur constatés.

Les droits d'utilisation sont amortis selon la méthode linéaire. Lorsque le contrat a pour effet de transférer au preneur la propriété du bien ou lorsqu'il comprend une option d'achat, qui sera exercée avec une certitude raisonnable, le droit d'utilisation est amorti sur la durée d'utilité de l'actif sous-jacent selon les mêmes conditions que celles appliquées aux actifs détenus en propre. Dans les autres cas, les droits d'utilisation sont amortis sur la durée d'utilisation raisonnablement certaine des actifs sous-jacents.

Les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et le remboursement du principal du passif locatif et sont reconnus dans les flux sur les opérations de financement, dans le tableau des flux de trésorerie consolidés. La part relative au remboursement du principal du passif locatif est réintégré dans la détermination du cash-flow libre.

Par la suite, la dette et le droit d'utilisation de l'actif sous-jacent doivent être réestimé pour prendre en compte les situations suivantes :

- la révision de la durée de location ;
- toute modification liée à l'évaluation du caractère raisonnablement certain (ou non) de l'exercice d'une option ;
- la réestimation des garanties de valeur résiduelle ;
- la révision des taux ou indices sur lesquels sont basés les loyers ;
- les ajustements des loyers.

Les principales mesures de simplifications prévues par la norme et retenues par le Groupe sont les suivantes :

- exclusion des contrats de courte durée ;
- exclusion des contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les loyers des contrats exclus du périmètre de la norme IFRS 16 ainsi que les paiements variables, non pris en compte lors de l'évaluation initiale de la dette, sont comptabilisés en charges opérationnelles.

|   |   |
|---|---|
| <b>Incidences et modalités d'application de la nouvelle norme à la date de transition</b> | <p>Le Groupe a notamment des contrats de location pour des terrains et bâtiments (centres de production, lieux de stockage et bureaux) précédemment considérés comme des contrats de location simple sous IAS 17 et pour lesquels un droit d'utilisation est désormais reconnu sous IFRS 16.</p> <p>Le Groupe a appliqué IFRS 16 selon la méthode rétrospective complète. Ainsi les états financiers publiés avant la date d'application de la norme ont été retraités.</p> <p>Les principales incidences liées à l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont présentées en note 6.9.</p> |
|---|---|

L'IASB a également publié les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne suivants et d'application obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

|  |  |
|--|--|
| Amendements à IFRS 9                               | Clauses de remboursement anticipé.                                     |
| Amendements à IAS 19                               | Modification, réduction ou liquidation d'un régime.                    |
| Amendements à IAS 28                               | Intérêts à long terme dans les entreprises associées et coentreprises. |
| Interprétation IFRIC 23                            | Positions fiscales incertaines.  |
| Améliorations annuelles des IFRS - cycle 2015-2017 | Diverses dispositions.   |

Ces publications n'ont pas d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

### 1.1.2 Normes, amendements et interprétations publiés par l'IASB et non encore adoptés par l'Union Européenne

L'IASB a publié les normes, amendements et interprétations suivants non encore adoptés par l'Union Européenne :

| Normes, Amendements et interprétations                   |   | Date d'application (1)       |
|--|---|------------------------------|
| Amendements à IAS 1 / IAS 8                              | Définition de la matérialité dans les états financiers.               | 1 <sup>er</sup> janvier 2020 |
| Amendements à IFRS 3                                     | Définition d'une activité.  | 1 <sup>er</sup> janvier 2020 |
| Révision du cadre conceptuel de l'information financière | Modification des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS. | 1 <sup>er</sup> janvier 2020 |

(1) Sous réserve de l'adoption par l'Union Européenne

## 1.2 Bases de préparation

Les états financiers consolidés sont établis en euros selon le respect du principe de continuité d'exploitation qui s'apprécie en fonction de la capacité du Groupe au cours des 12 mois postérieurs à la date d'arrêté des comptes à faire face aux besoins de trésorerie liés à son exploitation, à ses investissements et aux remboursements de ses dettes financières à court terme grâce à une capacité d'autofinancement positive et/ou en générant des ressources financières suffisantes.

Dans le cadre du processus d'établissement des comptes consolidés, l'évaluation de certains soldes du bilan ou du compte de résultat nécessite l'utilisation d'hypothèses, estimations ou appréciations. Il s'agit notamment de la valorisation des actifs incorporels, de la détermination du montant des provisions pour passifs courants et non courants ou des provisions pour dépréciation des stocks, de la valorisation des avantages donnant accès au capital de la société, stock-options et actions gratuites et le cas échéant, des actifs d'impôts différés.

Les changements rapides des contextes économiques accroissent les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait au 30 juin 2019, après prise en compte des événements postérieurs à cette période, conformément à la norme IAS 10. Ces hypothèses, estimations ou appréciations établies sur la base d'informations ou de situations existantes à la date d'établissement des comptes, pourraient se révéler, dans le futur, différentes de la réalité.

Lorsque des événements ou des situations nouvelles indiquent que la valeur comptable de certains actifs corporels ou incorporels est susceptible de ne pas être recouvrable, cette valeur est comparée à la valeur recouvrable estimée à partir de la valeur d'utilité en l'absence de juste valeur nette estimable de manière fiable. Si la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de ces actifs, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable par comptabilisation d'une perte de valeur d'actif en charges d'exploitation.

La valeur d'utilité est calculée comme la somme actualisée des flux de trésorerie futurs estimés attendus de l'utilisation des actifs ou de leur cession éventuelle.

Au 30 juin 2019, le Groupe n'a pas connaissance de changements d'estimation ayant un effet significatif sur la période.

## NOTE 2 : PERIMETRE DE CONSOLIDATION

### 2.1 Méthode de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes statutaires des différentes entités juridiques composant le Groupe arrêtés au 30 juin 2019.

Les filiales dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement le contrôle sont consolidées par intégration globale. Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- détient le pouvoir sur la société ;
- est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- a la capacité d'exercer son pouvoir sur la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Toutes les transactions entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values sur cessions d'actifs, marges en stocks, amortissements et dépréciations d'actifs fabriqués et détenus par le Groupe).

Les résultats des filiales acquises sont consolidés à compter de la date à laquelle le contrôle est exercé.

### 2.2 Méthodes de conversion

#### 2.2.1 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

La devise d'établissement des comptes consolidés du Groupe est l'euro.

Les états financiers de chacune des sociétés consolidées sont préparés en monnaie fonctionnelle, c'est-à-dire dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel chaque filiale opère et qui correspond à la monnaie locale.

Les états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis en euros comme indiqué ci-après :

- aux cours de clôture pour les postes du bilan ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du compte de résultat ;
- aux cours moyens de la période pour les éléments du tableau des flux de trésorerie.

Les différences de change résultant de l'application de ces cours sont inscrites dans les capitaux propres, en « écarts de conversion » et en « écart de conversion relatif aux liquidités » pour le tableau des flux de trésorerie.

#### 2.2.2 Transactions en devises étrangères

Les transactions réalisées par une société dans une devise autre que sa monnaie fonctionnelle sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs

monétaires exprimés en devises sont convertis au cours de clôture. Les actifs et passifs non monétaires libellés en devises étrangères sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de la transaction.

Les différences de change résultant de la conversion des transactions en devises sont généralement incluses dans le compte de résultat.

Certains prêts et emprunts libellés en devises étrangères sont considérés, en substance, comme faisant partie intégrante de l'investissement net dans une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, lorsque leurs règlements ne sont ni planifiés, ni probables dans un avenir prévisible. Les différences de change relatives à ces prêts et emprunts sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, dans les écarts de conversion, pour leur montant net d'impôts. Ce traitement spécifique s'applique jusqu'à la date de sortie définitive de l'investissement net ou jusqu'au moment où le remboursement partiel ou total de ces emprunts ou prêts devient hautement probable.

À compter de la date de déqualification de l'investissement net, les écarts de conversion générés postérieurement sont comptabilisés en autres produits et charges financiers dans le compte de résultat consolidé. Les écarts de conversion comptabilisés antérieurement en autres éléments du résultat global ne sont recyclés en résultat qu'à la date de cession partielle ou totale de la filiale. Le Groupe examine au cas par cas si le remboursement partiel ou total des emprunts et prêts constitue une sortie partielle ou totale de la filiale.

### 2.3 Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition :

- le coût d'une acquisition est évalué à la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris tout ajustement de prix, à la date de prise de contrôle. Toute variation ultérieure de juste valeur d'un ajustement de prix est comptabilisée en résultat ou en autres éléments du résultat global, selon les normes applicables ;
- la différence entre la contrepartie transférée et la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs assumés à la date de prise de contrôle représente le goodwill, comptabilisé à l'actif.

Les ajustements de la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris enregistrés sur une base provisoire (en raison de travaux d'expertise en cours ou d'analyses complémentaires) sont comptabilisés comme des ajustements rétrospectifs du goodwill s'ils interviennent dans la période d'un an à compter de la date d'acquisition et s'ils résultent de faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Au-delà de ce délai, les effets sont constatés directement en résultat, comme tout changement d'estimation.

Pour chaque prise de contrôle impliquant une prise de participation inférieure à 100 %, la fraction d'intérêt non acquise est évaluée :

- soit à sa juste valeur : dans ce cas, un goodwill est comptabilisé pour la part relative aux participations ne donnant pas le contrôle (méthode du goodwill complet) ;

- soit à sa quote-part d'actif net identifiable de l'entité acquise : dans ce cas, seul un goodwill au titre de la part acquise est comptabilisé (méthode du goodwill partiel).

Les coûts directement attribuables à l'acquisition sont comptabilisés sur la ligne « Autres produits et charges » sur la période au cours de laquelle ils sont encourus. Les ajustements ou compléments de prix éventuels du regroupement d'entreprises sont valorisés à la juste valeur à la date de l'acquisition même si leur réalisation n'est pas considérée comme probable. Après la date d'acquisition, les changements d'estimation de la juste valeur des ajustements de prix entraînent un ajustement du goodwill uniquement s'ils interviennent dans le délai d'affectation (un an maximum à compter de la date d'acquisition) et s'ils résultent de faits et circonstances existant à la date d'acquisition. Dans tous les autres cas, le changement est constaté en résultat ou parmi les autres éléments du résultat global selon la norme IFRS appropriée.

Dans un regroupement d'entreprises réalisé par étapes, la participation que le Groupe détenait précédemment dans l'entreprise acquise est réévaluée, au moment de la prise de contrôle de cette entreprise, à la juste valeur par le compte de résultat. Pour la détermination du goodwill à la date d'obtention du contrôle, la juste valeur de la contrepartie transférée (par exemple le prix payé) est augmentée de la juste valeur de la participation précédemment détenue par le Groupe. Le montant des autres éléments du résultat global précédemment comptabilisé au titre de la participation détenue avant la prise de contrôle est recyclé en compte de résultat.

## 2.4 Evolution du périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend les sociétés :

- MEDICREA INTERNATIONAL (société mère du Groupe) ;
- MEDICREA USA ;
- MEDICREA TECHNOLOGIES UK ;
- MEDICREA GMBH ;
- MEDICREA POLAND ;
- MEDICREA BELGIUM ;
- MEDICREA AUSTRALIA.

S'agissant de MEDICREA BELGIUM, société anonyme de droit belge créée en février 2018 et dont MEDICREA INTERNATIONAL détient 63,25 % au 30 juin 2019, un pacte d'actionnaires encadre les engagements croisés d'achat et de vente de la participation résiduelle de 36,75 % détenue par l'actionnaire minoritaire et qui s'échelonnent sur la période 2020 – 2022 comme suit :

- En 2020, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 10 X l'EBITDA (\*) 2019 de MEDICREA BELGIUM ;
- En 2021, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 10 X l'EBITDA (\*) 2020 de MEDICREA BELGIUM ;
- En 2022, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 10 X l'EBITDA (\*) 2021 de MEDICREA BELGIUM ;



Au 30 juin 2019, la juste valeur de l'engagement de rachat des 36,75 % du capital de MEDICREA BELGIUM a été valorisée pour un montant de 7,5 millions d'euros sur la base des prévisionnels d'EBITDA (\*) 2019 à 2021.








S'agissant de MEDICREA AUSTRALIA, société de droit australien créée en juin 2018 et dont MEDICREA INTERNATIONAL détient 51 % au 30 juin 2019, un pacte d'actionnaires encadre les engagements croisés d'achat et de vente de la participation résiduelle de 49 % détenue par l'actionnaire minoritaire et qui s'échelonnent sur la période 2021 – 2024 comme suit :

- En 2021, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (\*) 2020 de MEDICREA AUSTRALIA ;
- En 2022, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (\*) 2021 de MEDICREA AUSTRALIA ;
- En 2023, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (\*) 2022 de MEDICREA AUSTRALIA ;
- En 2024, rachat de 12,25 % des titres sur la base de 7 X l'EBITDA (\*) 2023 de MEDICREA AUSTRALIA ;

Au 30 juin 2019, la juste valeur de l'engagement de rachat des 49 % du capital de MEDICREA AUSTRALIA a été revalorisée de 0,2 million d'euros par rapport au 31 décembre 2018 sur la base des prévisionnels d'EBITDA (\*) 2020 à 2023, soit un montant total de 1 million d'euros. Cette revalorisation a été comptabilisée comme un ajustement rétrospectif du goodwill, sans impact sur le résultat du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

(\*) Résultat opérationnel avant intérêts, amortissements et dépréciations.

Les pourcentages de contrôle et d'intérêts au 30 juin 2019 sont détaillés dans le tableau ci-dessous :

|                          |   | Siège social         | Pourcentage de contrôle | Pourcentage d'intérêts |
|--------------------------|---|----------------------|-------------------------|------------------------|
| MEDICREA INTERNATIONAL   |  | Rillieux-la-Pape, FR |                         | Société mère           |
| MEDICREA USA             |  | New-York, US         | 100 %                   | 100 %                  |
| MEDICREA TECHNOLOGIES UK |  | Preston, GB          | 100 %                   | 100 %                  |
| MEDICREA GMBH            |  | Köln, DE             | 100 %                   | 100 %                  |
| MEDICREA POLAND          |  | Łódź, PL             | 100 %                   | 100 %                  |
| MEDICREA BELGIUM         |  | Houwaart, BE         | 63 %                    | 100 %                  |
| MEDICREA AUSTRALIA       |  | Brisbane, AU         | 51 %                    | 100 %                  |

La participation majoritaire de MEDICREA INTERNATIONAL dans les sociétés MEDICREA BELGIUM et MEDICREA AUSTRALIA, et qui s'accompagnera comme évoquée ci-dessus, du rachat échelonné dans le temps de la totalité du capital détenu par les actionnaires minoritaires de ces deux sociétés, a été appréhendée comptablement comme une opération unique sur la base des éléments suivants :

- les deux transactions (participation majoritaire et engagement de rachat des minoritaires) ont été conclues simultanément ;

- l'effet économique de ces deux transactions doit être appréhendé comme celui d'une transaction unique ;
- la réalisation de l'une des transactions est conditionnée par la réalisation de l'autre ;
- l'une des transactions ne se justifie économiquement que considérée conjointement avec l'autre transaction.

Ainsi, dans les comptes annuels du Groupe au 30 juin 2019, 100 % des sociétés MEDICREA BELGIUM et MEDICREA AUSTRALIA ont été consolidés alors même que le pourcentage de contrôle de MEDICREA INTERNATIONAL dans ces filiales est respectivement de 63% et 51%. Les engagements de rachat des minoritaires des sociétés MEDICREA BELGIUM et MEDICREA AUSTRALIA ont été constatés en autres dettes financières.

### NOTE 3 : INFORMATION SECTORIELLE

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », l'information sectorielle présentée ci-après est basée sur le reporting interne utilisé par la Direction Générale pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs identifiés. La Direction Générale représente le principal décideur opérationnel au sens de la norme IFRS 8.






Le Groupe MEDICREA réalise l'essentiel de son activité dans un seul secteur d'activité, celui des implants pour la colonne vertébrale. Par conséquent, le Groupe ne présente qu'un seul niveau d'information sectorielle qui est la zone géographique qui correspond par ailleurs à l'organisation fonctionnelle du Groupe via ses entités de commercialisation.

Les différentes zones géographiques sont les suivantes :

- France ;
- Etats-Unis ;
- Pologne ;
- Belgique ;
- Australie ;
- Reste du monde.

#### 3.1 Répartition du chiffre d'affaires par zone géographique

Par zone géographique, le chiffre d'affaires se répartit comme suit :






|   | 30.06.2019        |              | 30.06.2018        |              |
|---|-------------------|--------------|-------------------|--------------|
|   | En euros          | En %         | En euros          | En %         |
|  | 3 360 982         | 21 %         | 3 154 727         | 19 %         |
|  | 8 710 602         | 54 %         | 7 608 376         | 45 %         |
|  | 1 870 787         | 12 %         | 3 321 066         | 20 %         |
|  | 153 598           | 1 %          | 124 929           | 1 %          |
|  | 199 714           | 1 %          | -                 | -            |
| Reste du monde  | 1 771 215         | 11 %         | 2 710 076         | 15 %         |
| <i>dont Europe</i>  | 781 329           |              | 1 416 949         |              |
| <i>dont Amérique du Sud</i>   | 375 354           |              | 664 044           |              |
| <i>dont Asie</i>  | 417 179           |              | 379 130           |              |
| <i>dont Océanie</i>   | 24 196            |              | 109 402           |              |
| <i>dont Moyen Orient et Afrique</i>   | 173 157           |              | 140 551           |              |
| <b>Total</b>  | <b>16 066 898</b> | <b>100 %</b> | <b>16 919 174</b> | <b>100 %</b> |

Le chiffre d'affaires du 1er semestre 2019 s'établit à 16,1 millions d'euros soit une progression de +10% (+6% à taux de change constant) par rapport à 2018, à périmètre comparable. La croissance aux États-Unis, marché prioritaire du Groupe, se poursuit et affiche une progression de 15% contre 6% pour le reste du monde (respectivement +7% et +6% à taux de change constant). MEDICREA a cessé le 1er juillet 2018 des activités non stratégiques essentiellement localisées en Belgique, qui ont représenté 2,3 millions d'euros de ventes sur le 1er semestre 2018, faisant apparaître une





décroissance globale du chiffre d'affaires de 5% sur la période, mais qui n'aura plus d'impact sur la 2ème partie de l'année 2019.

Le 1er semestre 2019 affiche une activité record pour l'utilisation des tiges sur mesure UNiD®. Un nouveau cap majeur a ainsi été franchi et le seuil des 4 000 chirurgies réalisées a été dépassé, avec notamment 423 chirurgies sur le 2ème trimestre 2019. Sur le seul mois de juin 2019, 171 chirurgies sur mesure UNiD® ont été réalisées.

### 3.2 Compte de résultat sectoriel du 1<sup>er</sup> semestre 2019

| En euros   |  |  |  |  |  | Reste du monde   | Total 30.06.2019   |
|--|---|---|---|---|---|------------------|--------------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>                              | <b>3 360 982</b>  | <b>8 710 602</b>  | <b>153 598</b>  | <b>1 870 787</b>  | <b>199 714</b>  | <b>1 771 215</b> | <b>16 066 898</b>  |
| Coût des ventes  | (1 290 141)   | (1 053 366)   | (61 782)  | (480 937)   | (28 918)  | (772 095)        | (3 687 239)        |
| <b>Marge brute</b>                                     | <b>2 070 841</b>  | <b>7 657 236</b>  | <b>91 816</b>   | <b>1 389 850</b>  | <b>170 796</b>  | <b>999 120</b>   | <b>12 379 659</b>  |
| Frais de recherche et développement                    | (1 099 713)   | (367 428)   | (437)   | (735)   | (630)   | (1 055)          | (1 469 998)        |
| Frais de commercialisation                             | (2 479 550)   | (4 391 397)   | (226 651)   | (439 028)   | (158 001)   | (504 199)        | (8 198 826)        |
| Commissions sur ventes                                 | (70 654)  | (2 457 474)   | -   | -   | -   | -                | (2 528 128)        |
| Frais administratifs                                   | (2 304 884)   | (1 127 776)   | (17 035)  | (69 419)  | (25 756)  | (69 962)         | (3 614 832)        |
| Autres produits et charges opérationnels               | (94 123)  | (289 273)   | (93 184)  | -   | -   | (350)            | (476 930)          |
| <b>Résultat opérationnel avant paiement en actions</b> | <b>(3 978 083)</b>  | <b>(976 112)</b>  | <b>(245 491)</b>  | <b>880 668</b>  | <b>(13 591)</b>   | <b>423 554</b>   | <b>(3 909 055)</b> |
| Charges de personnel liées aux paiements en actions    | (851 481)   | (151 519)   | -   | -   | -   | -                | (1 003 000)        |
| <b>Résultat opérationnel après paiement en actions</b> | <b>(4 829 564)</b>  | <b>(1 127 631)</b>  | <b>(245 491)</b>  | <b>880 668</b>  | <b>(13 591)</b>   | <b>423 554</b>   | <b>(4 912 055)</b> |
| Coût de l'endettement financier net                    | (1 677 396)   | (212 140)   | (2 978)   | (15 709)  | -   | (11 195)         | (1 919 418)        |
| Autres (charges) / produits financiers                 | (41 453)  | -   | -   | -   | -   | 652              | (40 801)           |
| (Charges) / produits d'impôts                          | -   | 113 470   | 5 245   | (282 848)   | 5 529   | -                | (158 604)          |
| <b>Résultat net consolidé</b>                          | <b>(6 548 413)</b>  | <b>(1 226 301)</b>  | <b>(243 224)</b>  | <b>582 111</b>  | <b>(8 062)</b>  | <b>413 011</b>   | <b>(7 030 878)</b> |






### 3.3 Compte de résultat sectoriel du 1<sup>er</sup> semestre 2018 retraité

| En euros   |  |  |  |  | Reste du monde   | Total 30.06.2018 Retraité (1) |
|--|---|---|---|---|------------------|-------------------------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>                              | <b>3 154 727</b>  | <b>7 608 376</b>  | <b>124 929</b>  | <b>3 321 066</b>  | <b>2 710 076</b> | <b>16 919 174</b>             |
| Coût des ventes  | (1 332 383)   | (1 613 076)   | (53 190)  | (1 145 949)   | (1 222 921)      | (5 367 519)                   |
| <b>Marge brute</b>                                     | <b>1 822 344</b>  | <b>5 995 300</b>  | <b>71 739</b>   | <b>2 175 117</b>  | <b>1 487 155</b> | <b>11 551 655</b>             |
| Frais de recherche et développement                    | (1 162 423)   | (288 496)   | (136)   | (32)  | (845)            | (1 451 932)                   |
| Frais de commercialisation                             | (2 482 178)   | (4 312 592)   | (253 486)   | (629 663)   | (1 122 457)      | (8 800 376)                   |
| Commissions sur ventes                                 | (53 619)  | (1 727 702)   | -   | -   | (18 431)         | (1 799 752)                   |
| Frais administratifs                                   | (2 450 449)   | (1 050 445)   | (19 023)  | (249 623)   | (186 279)        | (3 955 819)                   |
| Autres produits et charges opérationnels               | (75 989)  | (112 501)   | -   | -   | (258 615)        | (447 105)                     |
| <b>Résultat opérationnel avant paiement en actions</b> | <b>(4 402 314)</b>  | <b>(1 496 436)</b>  | <b>(200 906)</b>  | <b>1 295 799</b>  | <b>(99 472)</b>  | <b>(4 903 329)</b>            |
| Charges de personnel liées aux paiements en actions    | (157 132)   | (249 868)   | -   | -   | -                | (407 000)                     |
| <b>Résultat opérationnel après paiement en actions</b> | <b>(4 559 446)</b>  | <b>(1 746 304)</b>  | <b>(200 906)</b>  | <b>1 295 799</b>  | <b>(99 472)</b>  | <b>(5 310 329)</b>            |
| Coût de l'endettement financier net                    | (1 153 411)   | (188 339)   | (3 104)   | (12 298)  | (11 291)         | (1 368 443)                   |
| Autres (charges) / produits financiers                 | 5 132   | -   | (26)  | -   | (2 906)          | 2 200                         |
| (Charges) / produits d'impôts                          | -   | 461 339   | (2 792)   | (381 814)   | (15 699)         | 61 034                        |
| <b>Résultat net consolidé</b>                          | <b>(5 707 725)</b>  | <b>(1 473 304)</b>  | <b>(206 828)</b>  | <b>901 687</b>  | <b>(129 368)</b> | <b>(6 615 538)</b>            |





(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les dépenses des départements Recherche et Développement, Marketing, Distribution Export, Finance et Administration Générale engagées par le siège du Groupe sont toutes présentées sous le secteur « France », sans réallocation analytique sur les autres zones géographiques.

### 3.4 Bilan sectoriel du 1er semestre 2019

| En euros                                 |  |  |  |  |  | Reste du monde   | Total 30.06.2019  |
|--|---|---|---|---|---|------------------|-------------------|
| Ecarts d'acquisition                     | 12 354 470  | -   | -   | -   | -   | -                | 12 354 470        |
| Immobilisations incorporelles            | 7 138 619   | 1 073 957   | -   | -   | -   | -                | 8 212 576         |
| Immobilisations corporelles              | 16 801 396  | 6 768 063   | 204 546   | 393 037   | 164 200   | 218 826          | 24 550 068        |
| Immobilisations financières              | 342 921   | 300 959   | 6 692   | -   | -   | -                | 650 572           |
| Impôts différés                          | 1 067 243   | 1 801 757   | -   | (36 376)  | 3 826   | -                | 2 836 450         |
| <b>Total actifs non courants</b>         | <b>37 704 649</b>   | <b>9 944 736</b>  | <b>211 238</b>  | <b>356 661</b>  | <b>168 026</b>  | <b>218 826</b>   | <b>48 604 136</b> |
| Stocks et en-cours                       | 7 883 271   | 1 307 883   | 123 333   | 367 422   | 102 984   | -                | 9 784 893         |
| Clients et comptes rattachés             | 1 349 976   | 2 662 776   | 77 743  | 1 022 772   | 61 216  | 1 007 758        | 6 182 241         |
| Autres actifs courants                   | 1 901 519   | 270 436   | 11 451  | 97 444  | 5 787   | 1 832            | 2 288 469         |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 1 940 818   | 277 228   | 25 300  | 904 810   | 76 782  | 19 298           | 3 244 236         |
| <b>Total actifs courants</b>             | <b>13 075 584</b>   | <b>4 518 323</b>  | <b>237 827</b>  | <b>2 392 448</b>  | <b>246 769</b>  | <b>1 028 888</b> | <b>21 499 839</b> |
| <b>Total actif</b>                       | <b>50 780 233</b>   | <b>14 463 059</b>   | <b>449 065</b>  | <b>2 749 109</b>  | <b>414 795</b>  | <b>1 247 714</b> | <b>70 103 975</b> |
| Capital                                  | 2 595 176   | -   | -   | -   | -   | -                | 2 595 176         |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport   | 20 206 582  | -   | -   | -   | -   | -                | 20 206 582        |
| Réserves consolidées                     | (16 782 296)  | 6 788 780   | 518 118   | 52 025  | 402 025   | 797 056          | (8 224 292)       |
| Résultat Groupe de la période            | (6 548 413)   | (1 226 301)   | (243 224)   | 582 111   | (8 062)   | 413 011          | (7 030 878)       |
| <b>Total capitaux propres</b>            | <b>(528 951)</b>  | <b>5 562 479</b>  | <b>274 894</b>  | <b>634 136</b>  | <b>393 963</b>  | <b>1 210 067</b> | <b>7 546 588</b>  |
| Avances conditionnées                    | 50 000  | -   | -   | -   | -   | -                | 50 000            |
| Provisions non courantes                 | 680 368   | -   | -   | -   | -   | -                | 680 368           |
| Impôts différés                          | 1 067 236   | -   | -   | -   | -   | -                | 1 067 236         |
| Dettes financières long terme            | 38 354 067  | 5 490 084   | 6 232   | 86 413  | -   | -                | 43 936 796        |
| Autres passifs non courants              | -   | 175 746   | -   | -   | -   | -                | 175 746           |
| <b>Total passifs non courants</b>        | <b>40 151 671</b>   | <b>5 665 830</b>  | <b>6 232</b>  | <b>86 413</b>   | <b>-</b>  | <b>-</b>         | <b>45 910 146</b> |
| Provisions courantes                     | 147 799   | -   | 94 127  | -   | -   | -                | 241 926           |
| Autres passifs financiers courants       | 5 940 571   | 747 234   | 20 160  | 1 051 538   | -   | -                | 7 759 503         |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 180 482   | 2 020 394   | 1 894   | 239 068   | 16 093  | 37 647           | 5 495 578         |
| Autres passifs courants                  | 1 888 661   | 467 122   | 51 758  | 737 954   | 4 739   | -                | 3 150 234         |
| <b>Total passifs courants</b>            | <b>11 157 513</b>   | <b>3 234 750</b>  | <b>167 939</b>  | <b>2 028 560</b>  | <b>20 832</b>   | <b>37 647</b>    | <b>16 647 241</b> |
| <b>Total passif</b>                      | <b>50 780 233</b>   | <b>14 463 059</b>   | <b>449 065</b>  | <b>2 749 109</b>  | <b>414 795</b>  | <b>1 247 714</b> | <b>70 103 975</b> |

3.5 Bilan sectoriel du 1<sup>er</sup> semestre 2018 retraité

| En euros                                 |  |  |  |  | Reste du monde   | Total 30.06.2018 Retraité (1) |
|--|---|---|---|---|------------------|-------------------------------|
| Ecarts d'acquisition                     | 8 420 350   | -   | -   | -   | -                | 8 420 350                     |
| Immobilisations incorporelles            | 6 921 109   | 1 163 737   | -   | -   | -                | 8 084 846                     |
| Immobilisations corporelles              | 17 948 047  | 7 920 774   | 326 890   | 287 820   | 383 988          | 26 867 519                    |
| Immobilisations financières              | 359 990   | 293 782   | 5 710   | -   | 20 070           | 679 552                       |
| Impôts différés                          | 734 723   | 1 892 630   | (7 069)   | 1 958   | (21 152)         | 2 601 090                     |
| <b>Total actifs non courants</b>         | <b>34 384 219</b>   | <b>11 270 923</b>   | <b>325 531</b>  | <b>289 778</b>  | <b>382 906</b>   | <b>46 653 357</b>             |
| Stocks et en-cours                       | 8 637 549   | 1 054 628   | 197 931   | 279 169   | 157 716          | 10 326 993                    |
| Clients et comptes rattachés             | 1 409 063   | 2 565 918   | 59 409  | 2 037 114   | 1 098 077        | 7 169 581                     |
| Autres actifs courants                   | 1 520 946   | 164 497   | 9 879   | -   | 69 393           | 1 764 715                     |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie  | 3 759 845   | 708 169   | 8 591   | 670 093   | 10 678           | 5 157 376                     |
| <b>Total actifs courants</b>             | <b>15 327 403</b>   | <b>4 493 212</b>  | <b>275 810</b>  | <b>2 986 376</b>  | <b>1 335 864</b> | <b>24 418 665</b>             |
| <b>Total actif</b>                       | <b>49 711 622</b>   | <b>15 764 135</b>   | <b>601 341</b>  | <b>3 276 154</b>  | <b>1 718 770</b> | <b>71 072 022</b>             |
| Capital                                  | 2 413 266   | -   | -   | -   | -                | 2 413 266                     |
| Primes d'émission, de fusion, d'apport   | 60 454 729  | -   | -   | -   | -                | 60 454 729                    |
| Réserves consolidées                     | (51 272 838)  | 8 071 354   | 707 880   | (97 037)  | 1 215 166        | (41 375 475)                  |
| Résultat Groupe de la période            | (5 707 725)   | (1 473 304)   | (206 828)   | 901 687   | (129 368)        | (6 615 538)                   |
| <b>Total capitaux propres</b>            | <b>5 887 432</b>  | <b>6 598 050</b>  | <b>501 052</b>  | <b>804 650</b>  | <b>1 085 798</b> | <b>14 876 982</b>             |
| Avances conditionnées                    | 140 000   | -   | -   | -   | -                | 140 000                       |
| Provisions non courantes                 | 630 057   | -   | -   | -   | -                | 630 057                       |
| Impôts différés                          | 734 731   | -   | -   | -   | -                | 734 731                       |
| Dettes financières long terme            | 26 504 176  | 6 088 581   | 25 647  | 137 951   | -                | 32 756 355                    |
| Autres passifs non courants              | 5 900 500   | 257 334   | -   | -   | -                | 6 157 834                     |
| <b>Total passifs non courants</b>        | <b>33 909 464</b>   | <b>6 345 915</b>  | <b>25 647</b>   | <b>137 951</b>  | <b>-</b>         | <b>40 418 977</b>             |
| Provisions courantes                     | 234 261   | -   | -   | -   | 282 151          | 516 412                       |
| Autres passifs financiers courants       | 3 923 828   | 673 109   | 27 359  | 626 419   | 115              | 5 250 830                     |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 3 898 348   | 1 512 270   | 7 576   | 669 674   | 312 798          | 6 400 666                     |
| Autres passifs courants                  | 1 858 289   | 634 791   | 39 707  | 1 037 460   | 37 908           | 3 608 155                     |
| <b>Total passifs courants</b>            | <b>9 914 726</b>  | <b>2 820 170</b>  | <b>74 642</b>   | <b>2 333 553</b>  | <b>632 972</b>   | <b>15 776 063</b>             |
| <b>Total passif</b>                      | <b>49 711 622</b>   | <b>15 764 135</b>   | <b>601 341</b>  | <b>3 276 154</b>  | <b>1 718 770</b> | <b>71 072 022</b>             |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

## NOTE 4 : DONNEES OPERATIONNELLES

### 4.1 Indicateurs opérationnels de performance

Les indicateurs opérationnels de performance utilisés par le Groupe sont les suivants :

- le chiffre d'affaires ;
- le résultat opérationnel avant amortissements et dépréciations ;
- le résultat opérationnel après amortissements et dépréciations.

### 4.2 Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières sont évalués au prix moyen pondéré, incluant les frais d'approche.

Les stocks de produits finis et semi finis ainsi que les en-cours sont valorisés au coût de revient, hors frais de commercialisation.

Une dépréciation est constatée dès lors que la valeur probable de réalisation du stock est inférieure à sa valeur comptable.

Les stocks en valeurs brutes et nettes se répartissent comme suit :

| En euros               | 30.06.2019        |                    |                  | 31.12.2018       | 30.06.2018        |
|------------------------|-------------------|--------------------|------------------|------------------|-------------------|
|                        | Valeurs brutes    | Dépréciations      | Valeurs nettes   | Valeurs nettes   | Valeurs nettes    |
| Matières premières     | 379 068           | (46 798)           | 332 270          | 331 771          | 312 190           |
| En-cours de production | 369 438           | (75 900)           | 293 538          | 389 111          | 489 451           |
| Produits semi-finis    | 1 699 192         | (429 039)          | 1 270 153        | 1 230 788        | 1 335 677         |
| Produits finis         | 11 020 249        | (3 131 317)        | 7 888 932        | 7 710 475        | 8 189 675         |
| <b>Total</b>           | <b>13 467 947</b> | <b>(3 683 054)</b> | <b>9 784 893</b> | <b>9 662 145</b> | <b>10 326 993</b> |

En valeur brute, le stock augmente de 2 % par rapport au 31 décembre 2018. La hausse se concentre principalement sur la catégorie des produits finis, suite au lancement de la nouvelle gamme de vis et de fixation pédiculaire PASS TULIP™.

Les dépréciations représentent au 30 juin 2019 en moyenne 27 % des valeurs brutes, stable par rapport au 31 décembre 2018.

### 4.3 Créances clients et autres actifs

Les créances clients sont des actifs financiers courants, initialement enregistrées à la juste valeur et ultérieurement au coût amorti diminué des pertes de valeur éventuelles. La juste valeur des créances clients est assimilée à la valeur nominale compte tenu des échéances de paiement généralement inférieures à 3 mois.



Les créances clients peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une dépréciation. Suite à l'application de la norme IFRS 9, celles-ci font désormais l'objet d'une provision pour dépréciation dès leur comptabilisation initiale, basée sur une appréciation des pertes attendues à maturité. La dépréciation est ensuite revue en fonction de l'aggravation du risque de non recouvrement, le cas échéant. Les indices de perte de valeur qui conduisent le Groupe à s'interroger sur ce point sont : l'existence de litiges non résolus, l'ancienneté des créances ou les difficultés financières importantes du débiteur.

Dans le cadre d'opérations récurrentes ou ponctuelles, les créances clients peuvent faire l'objet d'escompte et être cédées à des établissements bancaires. Conformément aux principes posés par IAS 39 sur la décomptabilisation des actifs financiers, une analyse est alors menée lors de ces opérations pour évaluer le transfert des risques et avantages inhérents à la propriété de ces créances et notamment celui du risque de crédit, du risque de retard de paiement et du risque de dilution. Si cet examen met en évidence non seulement le transfert contractuel du droit à recevoir les flux de trésorerie liés aux créances cédées, mais aussi celui de la quasi-totalité des risques et avantages, les créances clients sont alors décomptabilisées de l'état de la situation financière consolidée et tous les droits créés ou conservés lors du transfert sont reconnus, le cas échéant.

Dans la situation inverse, ce qui est généralement le cas pour le Groupe, les créances clients continuent à être comptabilisées dans l'état de la situation financière consolidée et une dette financière est reconnue à hauteur du montant cédé.

Les créances clients et autres actifs s'analysent comme suit :

| En euros                            | 30.06.2019       |                 |                  | 31.12.2018       | 30.06.2018       |
|-------------------------------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|
|                                     | Valeurs brutes   | Dépréciations   | Valeurs nettes   | Valeurs nettes   | Valeurs nettes   |
| <b>Créances clients</b>             | <b>6 279 754</b> | <b>(97 513)</b> | <b>6 182 241</b> | <b>5 361 252</b> | <b>7 169 581</b> |
| Créances sociales                   | 7 869            | -               | 7 869            | 5 571            | 5 516            |
| Créances fiscales                   | 1 267 212        | -               | 1 267 212        | 1 537 202        | 1 229 026        |
| Autres créances                     | 222 848          | -               | 222 848          | 160 460          | 173 615          |
| Charges constatées d'avance         | 790 540          | -               | 790 540          | 777 695          | 356 558          |
| <b>Autres actifs</b>                | <b>2 288 469</b> | <b>-</b>        | <b>2 288 469</b> | <b>2 480 928</b> | <b>1 764 715</b> |
| <b>Total</b>                        | <b>8 568 223</b> | <b>(97 513)</b> | <b>8 470 710</b> | <b>7 842 180</b> | <b>8 934 296</b> |
| <i>dont part à moins d'un an</i>    | <i>8 568 223</i> | <i>(97 513)</i> | <i>8 470 710</i> | <i>7 842 180</i> | <i>8 934 296</i> |
| <b>Délais de recouvrement moyen</b> | <b>67 jours</b>  |                 |                  | <b>59 jours</b>  | <b>56 jours</b>  |

L'augmentation des créances clients nettes de 0,8 million d'euros par rapport à fin 2018 est directement liée à un effet de saisonnalité, avec un mois de juin 2019 qui représente environ 20 % des ventes du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

L'augmentation temporaire des délais de recouvrement est principalement liée à l'allongement conjoncturel, sur la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2019, des conditions de paiement de certains hôpitaux américains. Le Groupe devrait retrouver un délai de recouvrement des créances normatif sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2019.

Les créances fiscales comprennent essentiellement le crédit impôt recherche, le crédit d'impôt compétitivité pour l'emploi et la TVA à récupérer.

#### 4.4 Dettes fournisseurs et autres passifs

Les dettes fournisseurs et les autres passifs évoluent comme suit :

| En euros                         | 30.06.2019       | 31.12.2018       | 30.06.2018        |
|----------------------------------|------------------|------------------|-------------------|
| <b>Dettes fournisseurs</b>       | <b>5 495 578</b> | <b>4 803 155</b> | <b>6 400 666</b>  |
| Dettes sociales                  | 2 167 472        | 2 024 395        | 2 262 640         |
| Dettes fiscales                  | 803 063          | 712 937          | 592 628           |
| Autres dettes                    | 355 445          | 1 097 870        | 6 910 721         |
| <b>Autres passifs</b>            | <b>3 325 980</b> | <b>3 835 202</b> | <b>9 765 989</b>  |
| <b>Total</b>                     | <b>8 821 558</b> | <b>8 638 357</b> | <b>16 166 655</b> |
| <i>dont part à moins d'un an</i> | <i>8 645 812</i> | <i>8 463 685</i> | <i>10 008 821</i> |

L'augmentation des dettes fournisseurs de 0,7 million d'euros par rapport à fin 2018 s'explique essentiellement par le lancement des kits PASS TULIP et par le recours ponctuel à la sous traitance pour la fabrication de certains instruments.

La diminution des autres passifs de 0,7 millions d'euros s'explique principalement par le remboursement d'un compte courant d'associés au sein de MEDICREA BELGIUM dans la continuité de l'arrêt d'une activité non stratégique de distribution de substitut osseux et autres dispositifs médicaux évoqués au paragraphe 3.1.

La variation des autres dettes entre le 30 juin 2018 et le 31 décembre 2018 correspondait pour mémoire à un reclassement de la dette sur le rachat des titres minoritaires de MEDICREA BELGIUM, du poste « autres dettes » au poste « autres dettes financières ».

#### 4.5 Produits de l'activité

La norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » base la reconnaissance du chiffre d'affaires sur le transfert du contrôle, alors que la norme IAS 18 « produits des activités ordinaires » la basait sur le transfert des risques et des avantages. Dans la majorité des cas au sein du Groupe, le transfert du contrôle intervient au même moment que le transfert des risques, c'est-à-dire lors de l'expédition des produits. Dans certains cas, lorsque le Groupe livre directement les établissements de santé, les implants et instruments sont mis en dépôt. Ils ne sont alors pas facturés au moment de la livraison et restent comptabilisés dans les actifs du Groupe. Seuls les implants ayant fait l'objet d'une pose et/ou éventuellement les instruments perdus ou cassés sont par la suite facturés.

Des inventaires des actifs en dépôts sont réalisés de façon régulière, soit directement sur le terrain, soit après renvoi et examen des actifs dans les centres de distribution du Groupe et les ajustements comptables nécessaires sont enregistrés dans les états financiers.

Le chiffre d'affaires est composé de la valeur hors taxes des biens et services vendus par les sociétés intégrées dans le cadre normal de leur activité après élimination des ventes intra-groupe.

Le résultat issu du débouclage des couvertures de change portant sur les transactions commerciales est présenté en autres produits et charges opérationnels.

## 4.6 Frais de recherche et développement

### 4.6.1 Coûts de développement capitalisés

Le processus d'innovation peut s'analyser en une activité de recherche et une activité de développement. La recherche est l'activité qui permet d'acquérir des connaissances scientifiques ou des techniques nouvelles. Le développement est l'application des résultats de la recherche en vue de la réalisation des produits avant le commencement de leur production commerciale.

Les coûts liés à la recherche sont comptabilisés en charge durant l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Les frais de développement sont quant à eux immobilisés, dès lors que le Groupe est en mesure de démontrer :

- son intention ainsi que sa capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- que l'actif incorporel générera des avantages économiques futurs d'une valeur supérieure à sa valeur nette comptable ;
- et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement immobilisés sont amortis sur une durée de 5 ans maximum.

Les coûts de développement capitalisés sur l'exercice sont inscrits dans les postes bilantiels suivants :

| En euros                            | 30.06.2019       | 31.12.2018       | 30.06.2018       |
|-------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| Frais de recherche et développement | 793 950          | 1 471 093        | 883 296          |
| Frais de brevets                    | 148 095          | 219 004          | 104 972          |
| Logiciels                           | 65 237           | 230 964          | 108 414          |
| <b>Total</b>                        | <b>1 007 282</b> | <b>1 921 061</b> | <b>1 096 682</b> |

### 4.6.2 Frais de recherche et développement enregistrés dans le compte de résultat

Les frais de recherche et développement passés en charges sont constitués des dépenses de la période qui n'ont pas fait l'objet d'activation et des dotations aux amortissements des frais de R&D activés. Ils sont minorés du montant du crédit impôt recherche.

En France, le crédit impôt recherche dont le calcul est basé sur certaines dépenses de recherche relatives à des projets jugés « éligibles » est remboursé par l'État, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés : si la société bénéficiaire du crédit impôt recherche est

redevable de l'impôt, ce crédit est imputé sur l'impôt à payer ; à défaut, il est remboursé par l'État. Le crédit impôt recherche, ou tout autre dispositif fiscal similaire pouvant exister dans d'autres juridictions étrangères, n'entre donc pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » et est comptabilisé en diminution des frais de recherche et développement en résultat opérationnel au rythme où les coûts financés sont reconnus en charges. Aux États-Unis, il existe également un système de crédit impôt recherche, mais qui à la différence de la France, ne peut être imputé que sur l'impôt sur les résultats dont est redevable la société. En l'absence actuellement de résultats bénéficiaires aux États-Unis, le crédit impôt recherche n'est pas reconnu dans les états financiers de MEDICREA USA Corp.

Le montant total des frais de R&D inscrit en charges de l'exercice s'analyse de la manière suivante :

| En euros   | 30.06.2019       | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|------------------|----------------------------|----------------------------|
| Frais de recherche et développement                            | 1 625 436        | 3 322 548                  | 1 764 642                  |
| Frais de recherche et développement activés                    | (1 007 282)      | (1 921 061)                | (1 096 682)                |
| Amortissements des frais de recherche et développement activés | 1 356 844        | 2 547 648                  | 1 291 972                  |
| Crédit impôt recherche   | (505 000)        | (887 701)                  | (508 000)                  |
| <b>Total</b>   | <b>1 469 998</b> | <b>3 061 434</b>           | <b>1 451 932</b>           |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

#### 4.7 Charges d'amortissement et de dépréciation

Les dotations et reprises d'amortissements et de dépréciations incluses dans le résultat concernent les actifs suivants :

| Amortissements   | 30.06.2019       | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|------------------|----------------------------|
| Droits de propriété industrielle et commerciale              | 148 527          | 180 861                    |
| Autres immobilisations incorporelles                         | 1 207 959        | 1 118 833                  |
| Constructions  | 894 288          | 857 706                    |
| Installations techniques, matériel et outillage, instruments | 1 190 370        | 1 316 172                  |
| Autres immobilisations corporelles                           | 460 769          | 469 161                    |
| <b>Total</b>   | <b>3 901 913</b> | <b>3 942 733</b>           |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les règles et principes relatifs à la comptabilisation des immobilisations et des amortissements et dépréciations les concernant sont examinés en détail en note 6.

| Dépréciations | 30.06.2019     | 30.06.2018     |
|---------------|----------------|----------------|
| Stocks        | 111 666        | 76 157         |
| Clients       | (6 210)        | 95 983         |
| <b>Total</b>  | <b>105 456</b> | <b>172 140</b> |

Les dotations aux amortissements se ventilent de la manière suivante :

| En euros                                       | 30.06.2019       | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|------------------|----------------------------|
| Coût des ventes                                | 556 406          | 555 440                    |
| Frais de recherche et développement et brevets | 1 356 844        | 1 291 972                  |
| Frais de commercialisation                     | 970 144          | 1 081 751                  |
| Frais administratifs                           | 1 018 519        | 995 322                    |
| Autres produits et charges opérationnels       | -                | 18 248                     |
| <b>Total</b>                                   | <b>3 901 913</b> | <b>3 942 733</b>           |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

## 4.8 Redevances

Les redevances versées à certains chirurgiens concepteurs liées aux rachats par contrat de leurs droits d'inventeur sont calculées et payées trimestriellement sur la base du chiffre d'affaires généré par le Groupe sur chacun des produits concernés. Ces redevances sont enregistrées en charges d'exploitation.

Les redevances éventuelles perçues sur les brevets dont le Groupe est propriétaire et qui sont utilisés dans d'autres applications médicales par d'autres sociétés sont enregistrées en produits d'exploitation.

## 4.9 Résultat opérationnel et autres produits et charges opérationnels

### 4.9.1 Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel inclut l'ensemble des produits et des charges autres que :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les autres produits et charges financiers ;
- les impôts sur les résultats.

### 4.9.2 Autres produits et charges

Afin de faciliter la lecture du compte de résultat et de la performance financière du Groupe, les éléments inhabituels et significatifs à l'échelle de l'ensemble consolidé sont identifiés sur la ligne du résultat opérationnel intitulée « autres produits et charges ».

Les autres produits et charges se ventilent de la manière suivante :

| En euros                             | 30.06.2019       | 30.06.2018       |
|--------------------------------------|------------------|------------------|
| Frais d'avocats                      | (279 693)        | (70 128)         |
| Frais sur recherches de financements | (107 465)        | (50 000)         |
| Fermeture de filiales                | (93 184)         | (302 242)        |
| Autres                               | 3 412            | (24 735)         |
| <b>Total</b>                         | <b>(476 930)</b> | <b>(447 105)</b> |

Les coûts de fermeture de filiales correspondent aux frais de licenciement du personnel, de dénonciation du bail des locaux et de résiliation des principaux contrats en-cours.

Les frais d'avocats sont liés aux frais de défense dans le cadre d'une investigation diligentée par le département de la Justice américaine (DOJ) comme expliqué au point 7.2.

Les frais sur recherches de financements sont liés à des projets qui n'ont pas été menés jusqu'à leur terme.

#### 4.10 Incidences des variations de change sur le chiffre d'affaires et le résultat opérationnel

Les taux moyens de change ont évolué comme suit :

| Taux moyen de conversion | 30.06.2019 | 31.12.2018 | 30.06.2018 |
|--------------------------|------------|------------|------------|
| USD / EUR                | 1,13263    | 1,18384    | 1,21272    |
| GBP / EUR                | 0,87273    | 0,88535    | 0,88030    |
| PLN / EUR                | 4,29260    | 4,25803    | 4,20803    |
| AUD / EUR                | 1,59772    | 1,5817     | 1,56338    |







L'incidence des variations de change sur la comparabilité des états financiers semestriels 2018 et 2019 se traduit de la manière suivante :

| En euros  | 30.06.2019<br>au taux 30.06.2019 | 30.06.2019<br>au taux 30.06.2018 | Impact de change |
|---|----------------------------------|----------------------------------|------------------|
| Chiffre d'affaires                              | 16 066 898                       | 15 516 564                       | 550 334          |
| Résultat opérationnel après paiement en actions | (4 912 055)                      | (4 909 313)                      | (2 742)          |

## NOTE 5 : CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

### 5.1 Effectif

L'effectif par collègue, sexe et par zone géographique se répartit comme suit :

|   | 30.06.2019 |           |            | 31.12.2018 |           |            | 30.06.2018 |           |            |
|---|------------|-----------|------------|------------|-----------|------------|------------|-----------|------------|
|   | Hommes     | Femmes    | Total      | Hommes     | Femmes    | Total      | Hommes     | Femmes    | Total      |
| Cadres  | 66         | 37        | 103        | 56         | 37        | 93         | 60         | 38        | 98         |
| Agents de maîtrise - Employés   | 36         | 41        | 86         | 42         | 44        | 86         | 53         | 43        | 96         |
| <b>Total</b>  | <b>102</b> | <b>78</b> | <b>180</b> | <b>98</b>  | <b>81</b> | <b>179</b> | <b>113</b> | <b>81</b> | <b>194</b> |
|  | 72         | 56        | 128        | 69         | 56        | 125        | 75         | 57        | 132        |
|  | 21         | 15        | 36         | 20         | 17        | 37         | 24         | 15        | 39         |
|  | -          | -         | -          | -          | -         | -          | 3          | 2         | 5          |
|  | -          | 5         | 5          | -          | 5         | 5          | -          | 5         | 5          |
|  | 9          | 2         | 11         | 9          | 2         | 11         | 11         | 2         | 13         |
|  | -          | -         | -          | -          | 1         | 1          | -          | -         | -          |

### 5.2 Avantages du personnel

Les avantages du personnel sont évalués conformément à la norme IAS 19 révisée, applicable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Ils se décomposent entre avantages à court terme et avantages à long terme.

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme tels que les congés payés, primes et autres avantages (autres que les indemnités de fin de contrat) payables dans les douze mois suivant la fin de la période pendant laquelle ils ont rendu les services correspondants.

Ces avantages sont comptabilisés dans les dettes courantes et enregistrés en charges sur l'exercice lorsque le service est rendu par le salarié.

Les avantages à long terme couvrent deux catégories d'avantages au personnel :

- les avantages postérieurs à l'emploi qui incluent notamment les indemnités de départ à la retraite, les compléments de retraite ainsi que la couverture de certains frais médicaux pour les retraités et préretraités ;
- les autres avantages à long terme (pendant l'emploi) qui recouvrent principalement les médailles du travail.

Les différents avantages offerts à chaque employé dépendent des législations locales, conventions ou accords en vigueur dans chaque société du Groupe. Ces avantages se caractérisent de deux manières :

- les régimes dits à cotisations définies qui ne sont pas porteurs d'engagement futur puisque l'obligation de l'employeur est limitée au versement régulier de cotisations ; ils sont enregistrés en charge sur la base des appels à cotisation ;

- les régimes dits à prestations définies par lesquels l'employeur garantit un niveau futur de prestations. Une obligation (cf. note 6.3) est alors comptabilisée au passif de la situation financière.

Le compte de résultat présente les frais de personnel par destination. Ils comprennent notamment les éléments suivants :

| En euros   | 30.06.2019       | 30.06.2018       |
|--|------------------|------------------|
| Traitements et salaires, intérimaires                  | 6 219 314        | 6 690 033        |
| Charges sociales                                       | 1 911 440        | 2 017 203        |
| Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi       | -                | (78 244)         |
| Charges de retraite des régimes à cotisations définies | 53 500           | 51 672           |
| Activation des frais de recherche et développement (1) | (665 985)        | (727 253)        |
| <b>Total</b>   | <b>7 518 269</b> | <b>7 953 411</b> |

(1) : pour la composante salaires et charges uniquement

En France, le Groupe bénéficiait jusqu'au 31 décembre 2018 du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) dont le calcul était basé sur une partie des rémunérations versées aux salariés. Ce crédit d'impôt était remboursé par l'État, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés : Il n'entrait donc pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ». Le CICE était comptabilisé en diminution des charges de personnel dans le résultat opérationnel. Il n'a pas été reconduit au-delà de l'exercice 2018.

Ces charges de personnel se ventilent comme suit :

| En euros                                 | 30.06.2019       | 30.06.2018       |
|--|------------------|------------------|
| Coût des ventes                          | 1 486 027        | 1 630 990        |
| Frais de recherche et développement (1)  | 232 729          | 241 064          |
| <i>dont salaires et charges</i>          | <i>898 714</i>   | <i>968 317</i>   |
| <i>dont quote part des frais activés</i> | <i>(665 985)</i> | <i>(727 253)</i> |
| Frais de commercialisation               | 4 371 162        | 4 362 201        |
| Frais administratifs                     | 1 428 351        | 1 719 156        |
| <b>Total</b>                             | <b>7 518 269</b> | <b>7 953 411</b> |

(1) : correspond aux frais de personnel non activés

### 5.3 Régime de retraites et engagements assimilés

Les régimes à cotisations définies (régimes de retraites légales et complémentaires) se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leurs sont dus. De par leur nature, les régimes à cotisations définies ne donnent pas lieu à comptabilisation de provisions, les cotisations étant enregistrées lorsqu'elles sont dues.

Conformément à la norme IAS 19 révisée, dans le cadre des régimes à prestations définies, les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages à long terme sont évalués selon la méthode actuarielle des unités de crédits projetées à partir de paramètres propres à chaque salarié (âge,



catégorie socioprofessionnelle), et d'hypothèses spécifiques à l'entreprise (convention collective, taux de rotation du personnel, projection de salaires futurs, table de mortalité).

Des écarts actuariels sont générés lorsque des différences sont constatées entre les données réelles et les prévisions effectuées antérieurement, ou suite à des changements d'hypothèses actuarielles. Dans le cas d'avantages postérieurs à l'emploi, les écarts actuariels générés sont comptabilisés dans le résultat global, nets d'impôts différés.

Les coûts des services passés, résultant de l'adoption d'un nouveau régime ou de la modification d'un régime existant à prestations définies, sont immédiatement comptabilisés en résultat. La charge comprend :

- le coût des services rendus au cours de l'exercice, le coût des services passés ainsi que les éventuels effets de toute réduction ou liquidation de régime qui sont comptabilisés en résultat opérationnel ;
- la charge nette d'intérêts sur les obligations et les actifs de couverture comptabilisée en résultat financier.

Le Groupe ne finance pas ses engagements par le versement de cotisations à des fonds externes. La couverture des indemnités de fin de carrière telles que prévue par la convention collective dont dépend la société MEDICREA INTERNATIONAL (Import / Export) fait l'objet d'une provision enregistrée en passif courant pour la part à moins d'un an et non courant pour le reste. L'engagement correspondant est évalué sur une base annuelle à partir des caractéristiques propres et de facteurs d'évolution externe résumés comme suit :

- âge de départ à la retraite : âge auquel le salarié obtient le nombre de trimestres nécessaires pour liquider sa rente sécurité sociale sans abattement ;
- taux de charges sociales : ajusté en fonction du statut du salarié et de la société. En moyenne, les taux sont de 44,5 % pour les cadres et 37 % pour les non cadres ;
- taux de revalorisation des salaires : 2 % ;
- mode de départ : à l'initiative du salarié ;
- table de mortalité : INSEE 2012-2014 par sexe ;
- mobilité annuelle : en fonction du collègue (cadres et non cadres) et en fonction de l'âge, avec un taux de rotation nul au-delà de 50 ans ;
- taux d'actualisation : 1,60 %, basé, à la date de l'évaluation, sur les taux des obligations à long terme du secteur privé de grande qualité en euros (Corporate bonds AA10+) pour une durée équivalente à celle des engagements, en application de la norme IAS19 révisée et de la recommandation de l'ANC.

Le montant des droits acquis provisionnés au 30 juin 2019 s'élève à 697 867 euros, comparé à 639 367 euros au 31 décembre 2018. Les variations s'analysent comme suit :

| En euros  | 30.06.2019     | 31.12.2018     | 30.06.2018     |
|---|----------------|----------------|----------------|
| Dette actuarielle en début de période                                   | 639 367        | 600 328        | 600 328        |
| <i>Coût des services en résultat opérationnel</i>                       | 53 500         | 103 343        | 51 672         |
| <i>Coût financier net</i>   | 5 000          | 7 637          | 3 818          |
| <b>Charge de l'exercice au titre des régimes à prestations définies</b> | <b>58 500</b>  | <b>110 980</b> | <b>55 490</b>  |
| Ecart actuariels  | -              | (71 941)       | -              |
| <b>Dette actuarielle à la clôture</b>                                   | <b>697 867</b> | <b>639 367</b> | <b>655 818</b> |

Les membres du Conseil d'Administration et les cadres dirigeants ne bénéficient pas de régime de retraite supplémentaire.

Pour les filiales étrangères, une revue détaillée des obligations en matière d'engagements de retraite est réalisée sur la base des règles applicables à chaque pays et des provisions sont comptabilisées si nécessaires.

#### 5.4 Médailles de travail

Les engagements au titre des médailles de travail ne font pas l'objet de provision, la convention collective applicable ne prévoyant pas de disposition particulière en la matière.

#### 5.5 Paiements fondés sur des actions

Certains salariés et/ou dirigeants du groupe MEDICREA reçoivent une rémunération en instruments de capitaux propres dont le paiement est fondé sur des actions. Cette rémunération prend la forme de plans d'attribution d'actions gratuites ou de plans d'options d'achat d'actions. La quasi-totalité des coûts relatifs à ces plans est comptabilisée en charges.

Les plans d'options de souscription et d'actions gratuites sont des plans dits « equity settled » selon la classification définie dans la norme IFRS 2. Le Groupe évalue à la date d'attribution à leur juste valeur les instruments des plans dont le paiement est fondé sur des actions. La juste valeur des actions est déterminée selon le modèle de Black & Scholes qui satisfait aux critères de la norme IFRS 2.

La juste valeur est comptabilisée en charges de personnel sur la période d'acquisition des droits, avec pour contrepartie un compte de réserve spécifique. Le montant comptabilisé tient compte du nombre de bénéficiaires, de la probabilité d'acquisition des droits ajustée des hypothèses de départ, du prix du sous-jacent, de la maturité des options, du taux de dividendes, de la volatilité du titre MEDICREA et du taux sans risque. Ces charges sont reconnues sur la durée d'acquisition des droits. Pour les options de souscription d'actions, conformément aux conditions de vesting, un tiers de la juste valeur est reconnue l'année de l'attribution des options, un tiers l'année suivante et le solde deux ans plus tard.

Pour les actions gratuites, la juste valeur des instruments accordés aux bénéficiaires est reconnue sur un an hormis pour les salariés américains pour lesquels la durée est de deux ans.

La volatilité retenue a été déterminée sur la base d'une observation de l'historique du titre MEDICREA et a été comparée à celle des titres d'un échantillon de sociétés comparables. Le taux sans risque correspond au taux zéro coupon Eurozone 6 ans à la date d'attribution. Les titres annulés ont été pris en compte pour ne valoriser que les instruments restant en circulation.

A l'échéance de la période d'acquisition, le montant des avantages cumulés comptabilisés est maintenu en réserves, que les options aient été levées ou non.

Les Assemblées Générales des 10 mars 2006, 25 juin 2009, 14 juin 2012, 25 juin 2014, 3 juin 2015, 18 décembre 2015, 7 juin 2016, 15 juin 2017, 8 novembre 2017 et 17 mai 2018 ont délégué au Conseil d'Administration la compétence d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions et d'attribution d'actions gratuites. Les Conseils d'Administration des 5 juin 2008, 25 juin 2009, 17 décembre 2009, 17 juin 2010, 16 juin 2011, 17 décembre 2013, 27 mars 2014, 3 septembre 2015, 25 juillet 2016, 19 septembre 2016, 14 septembre 2017, 22 décembre 2017, 8 février 2018, 27 juillet 2018 et 20 décembre 2018 ont attribué des options de souscription d'actions et/ou des actions gratuites.

### 5.5.1 Plans d'options d'achat d'actions

Les caractéristiques des plans d'achat d'actions en faveur du personnel du groupe MEDICREA, autorisés par l'assemblée générale des actionnaires, sont les suivantes au 30 juin 2019 :

| Année de mise en place du plan | Nombre d'options autorisées | Nombre d'options annulées / expirées | Nombre d'options exercées | Nombre d'options restant à acquérir | Prix d'exercice en euros | Année limite de levée des options |
|--------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|
| 2008                           | 20 723                      | 16 556                               | 4 167                     | -                                   | -                        | -                                 |
| 2009                           | 53 480                      | 33 000                               | 20 480                    | -                                   | -                        | -                                 |
| 2010                           | 112 800                     | 99 926                               | 12 874                    | -                                   | -                        | -                                 |
| 2011                           | 95 500                      | 95 500                               | -                         | -                                   | -                        | -                                 |
| 2013                           | 10 000                      | 10 000                               | -                         | -                                   | -                        | -                                 |
| 2014                           | 30 000                      | -                                    | -                         | 30 000                              | 9,10                     | 2021                              |
| 2015                           | 12 000                      | 12 000                               | -                         | -                                   | -                        | -                                 |
| 2016                           | 406 500                     | 406 500                              | -                         | -                                   | -                        | -                                 |
| 2017                           | 210 000                     | 50 000                               | -                         | 160 000                             | 3,95 / 4,11 *            | 2024                              |
| 2017                           | 450 000                     | 25 000                               | -                         | 425 000                             | 2,85 *                   | 2024                              |
| 2018                           | 570 000                     | -                                    | -                         | 570 000                             | 2,96 / 3,21 *            | 2025                              |
| 2018                           | 100 000                     | -                                    | -                         | 100 000                             | 2,73                     | 2025                              |
| 2018                           | 65 000                      | -                                    | -                         | 65 000                              | 2,38                     | 2025                              |
| <b>Total</b>                   | <b>2 136 003</b>            | <b>748 482</b>                       | <b>37 521</b>             | <b>1 350 000</b>                    |                          |                                   |

\* Le prix d'exercice est différent pour les salariés américains car les dates d'attribution définitives sont effectives 20 jours de bourse après la date du Conseil d'Administration décidant de l'attribution.

## 5.5.2 Plans d'actions gratuites

Les caractéristiques des plans d'actions gratuites autorisés par l'assemblée générale des actionnaires, sont les suivantes au 30 juin 2019 :

| Année de mise en place du plan | Nombre d'actions gratuites autorisées | Nombre d'actions gratuites annulées | Nombre d'actions gratuites acquises | Nombre d'actions restant à remettre | Année d'acquisition (1) |
|--------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------|
| 2008                           | 18 099                                | 936                                 | 17 163                              | -                                   | 2010 / 2012             |
| 2009                           | 45 800                                | 8 100                               | 37 700                              | -                                   | 2011 / 2013             |
| 2010                           | 45 885                                | 9 965                               | 35 920                              | -                                   | 2012 / 2014             |
| 2011                           | 3 500                                 | -                                   | 3 500                               | -                                   | 2013                    |
| 2016                           | 72 990                                | 31 000                              | 41 990                              | -                                   | 2017 / 2018             |
| 2018                           | 5 000                                 | -                                   | -                                   | 5 000                               | 2019                    |
| 2018                           | 787 000                               | 3 000                               | -                                   | 784 000                             | 2019 / 2020             |
| <b>Total</b>                   | <b>978 274</b>                        | <b>53 001</b>                       | <b>136 273</b>                      | <b>789 000</b>                      |                         |

(1) L'année d'acquisition varie selon les pays où sont salariés les bénéficiaires du plan

## 5.5.3 Variations des plans d'options d'achat d'actions et d'actions gratuites

Les opérations intervenues sur les instruments de paiements sur base d'actions se résument comme suit pour le 1<sup>er</sup> semestre 2019 :

|                            | Options de souscription |   |                                  | Actions gratuites |   |             |
|----------------------------|-------------------------|---|----------------------------------|-------------------|---|-------------|
|                            | Nombre d'options        | Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne | Prix d'exercice moyen (en euros) | Nombre d'actions  | Durée de vie contractuelle résiduelle moyenne |             |
|                            |                         |   |                                  |                   | France  | Etats-Unis  |
| <b>Solde au 31.12.2017</b> | <b>706 592</b>          | <b>6,58</b>                                   | <b>3,67</b>                      | <b>31 000</b>     | <b>-</b>                                      | <b>0,72</b> |
| - attribuées               | 735 000                 | 3,40  | 2,93                             | 792 000           | 0,97  | 1,97        |
| - annulées                 | (75 000)                | 3,97  | 3,69                             | (22 000)          | -   | -           |
| - expirées                 | (16 592)                | -   | 8,06                             | -                 | -   | -           |
| - exercées                 | -                       | -   | -                                | (9 000)           | -   | 0,72        |
| <b>Solde au 31.12.2018</b> | <b>1 350 000</b>        | <b>6,01</b>                                   | <b>3,16</b>                      | <b>792 000</b>    | <b>0,97</b>                                   | <b>1,97</b> |
| - attribuées               | -                       | -   | -                                | -                 | -   | -           |
| - annulées                 | -                       | -   | -                                | (3 000)           | -   | -           |
| - expirées                 | -                       | -   | -                                | -                 | -   | -           |
| - exercées                 | -                       | -   | -                                | -                 | -   | -           |
| <b>Solde au 30.06.2019</b> | <b>1 350 000</b>        | <b>5,51</b>                                   | <b>3,16</b>                      | <b>789 000</b>    | <b>0,47</b>                                   | <b>1,48</b> |

### 5.5.4 Traductions comptables des instruments attribués

Les charges relatives aux instruments attribués depuis l'origine s'analysent comme suit :

| Date d'attribution | Type   | Nombre d'instruments en circulation | Prix d'exercice (en €) | Prix de l'action à la date d'attribution (en €) | Taux de dividende | Volatilité attendue | Taux sans risque | Juste valeur (en €) | Charge comptable S1 2019 (en K€) | Charge des plans depuis l'origine (en K€) |
|--------------------|--------|-------------------------------------|------------------------|---|-------------------|---------------------|------------------|---------------------|----------------------------------|---|
| 05.06.2008         | Option | 4 167                               | 6,00                   | 5,73  | 0%                | 40%                 | 4,44%            | 2,74                | -                                | 69  |
| 05.06.2008         | Action | 17 163                              | Gratuit                | 5,73  | 0%                | -                   | -                | 5,73                | -                                | 97  |
| 25.06.2009         | Option | 7 480                               | 6,16                   | 6,55  | 0%                | 40%                 | 2,89%            | 2,63                | -                                | 262                                       |
| 25.06.2009         | Action | 35 700                              | Gratuit                | 6,55  | 0%                | -                   | -                | 6,55                | -                                | 267                                       |
| 17.12.2009         | Option | 13 000                              | 6,32                   | 5,96  | 0%                | 40%                 | 2,54%            | 2,31                | -                                | 33  |
| 17.12.2009         | Action | 2 000                               | Gratuit                | 5,96  | 0%                | -                   | -                | 5,96                | -                                | 12  |
| 17.06.2010         | Option | 12 874                              | 6,14                   | 6,22  | 0%                | 40%                 | 1,83%            | 2,44                | -                                | 247                                       |
| 17.06.2010         | Action | 35 920                              | Gratuit                | 6,22  | 0%                | -                   | -                | 6,22                | -                                | 263                                       |
| 16.06.2011         | Option | -                                   | 9,10                   | 9,40  | 0%                | 33%                 | 2,37%            | 3,06                | -                                | 244                                       |
| 16.06.2011         | Action | 3 500                               | Gratuit                | 9,40  | 0%                | -                   | -                | 9,40                | -                                | 33  |
| 17.12.2013         | Option | -                                   | 8,77                   | 8,88  | 0%                | 36%                 | 2,69%            | 3,05                | -                                | 30  |
| 27.03.2014         | Option | 30 000                              | 9,10                   | 9,14  | 0%                | 35%                 | 2,33%            | 3,01                | -                                | 91  |
| 03.09.2015         | Option | -                                   | 6,67                   | 6,48  | 0%                | 33%                 | 0,37%            | 1,77                | -                                | 15  |
| 25.07.2016         | Option | -                                   | 5,43                   | 5,87  | 0%                | 35%                 | -0,24%           | 1,85                | -                                | 160                                       |
| 22.08.2016         | Action | -                                   | Gratuit                | 5,87  | 0%                | -                   | -                | 5,87                | -                                | 83  |
| 19.09.2016         | Option | -                                   | 5,74                   | 5,71  | 0%                | 36%                 | -0,25%           | 1,66                | -                                | 7   |
| 19.09.2016         | Action | 41 990                              | Gratuit                | 5,85  | 0%                | -                   | -                | 5,85                | -                                | 260                                       |
| 14.09.2017         | Option | 160 000                             | 3,95                   | 3,86  | 0%                | 34%                 | -0,01%           | 1,07                | 20                               | 134                                       |
| 14.09.2017         | Option | -                                   | 4,11                   | 4,61  | 0%                | 34%                 | -0,01%           | 1,50                | -                                | 13  |
| 22.12.2017         | Option | 425 000                             | 2,85                   | 2,79  | 0%                | 35%                 | 0,11%            | 0,78                | 47                               | 252                                       |
| 08.02.2018         | Option | 410 000                             | 2,96                   | 3,19  | 0%                | 35%                 | 0,37%            | 1,03                | 67                               | 337                                       |
| 08.02.2018         | Option | 160 000                             | 3,21                   | 3,18  | 0%                | 35%                 | 0,37%            | 0,93                | 24                               | 104                                       |
| 27.07.2018         | Action | 5 000                               | Gratuit                | 2,99  | 0%                | -                   | -                | 2,99                | 4                                | 10  |
| 27.07.2018         | Option | 100 000                             | 2,73                   | 2,56  | 0%                | 35%                 | 0,19%            | 0,70                | 17                               | 35  |
| 20.12.2018         | Action | 694 000                             | Gratuit                | 2,26  | 0%                | -                   | -                | 2,26                | 759                              | 807                                       |
| 20.12.2018         | Action | 90 000                              | Gratuit                | 2,26  | 0%                | -                   | -                | 2,26                | 51                               | 54  |
| 20.12.2018         | Option | 65 000                              | 2,38                   | 2,38  | 0%                | 37%                 | 0,15%            | 0,74                | 14                               | 15  |
| <b>Total</b>       |        | <b>2 312 794</b>                    |                        |   |                   |                     |                  |                     | <b>1 003</b>                     | <b>3 934</b>                              |

Ce tableau ne tient pas compte des 37 521 stocks options qui ont été exercées en 2014 et 2015.

### 5.6 Employee Stock Purchase Plan (ESPP) - Plan d'achat d'actions des salariés aux Etats-Unis

Un plan d'achat d'actions réservé aux salariés de MEDICREA USA est en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Il leur permet d'acquérir des actions de la société mère MEDICREA INTERNATIONAL, dans un cadre fiscal et juridique strictement défini par la réglementation américaine, et dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Seuls les salariés ayant au minimum une ancienneté de 3 mois lors de la souscription annuelle (en décembre) peuvent participer au plan en versant mensuellement une somme forfaitaire sur un compte dédié ;

- Les sommes ainsi accumulées leur permettent, chaque fin d'année, d'acheter des actions MEDICREA INTERNATIONAL sur la base de 85 % du prix de l'action calculé par référence à la plus faible valeur des cours du 1<sup>er</sup> janvier ou du 30 novembre ;
- Ces actions doivent être conservées 12 mois avant de pouvoir être vendues ou transférées.

Depuis la mise en place de ce plan, 35 628 actions ont été souscrites par les salariés (18 147 actions en 2018 au cours de 2,67 dollars, 3 303 actions en 2017 à un cours de 3,45 dollars, 7 879 actions en 2016 à un cours de 4,32 dollars et 6 299 actions en 2015 à un cours de 6,41 dollars). La différence entre le prix effectivement versé par la société pour acquérir les titres et le prix payé par les salariés est passée en charge de l'exercice (environ 5 000 dollars au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2019). Les frais liés à l'administration de ce plan, (6 500 dollars sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019) sont supportés par MEDICREA USA.

### **5.7 Compte Personnel de Formation (CPF)**

Seules les dépenses de formation effectivement engagées suite à une décision mutuelle entre le salarié et la Société sont comptabilisées en charges au cours de l'exercice. Une dotation aux provisions est enregistrée uniquement dans les deux cas suivants :

- désaccord persistant sur deux exercices successifs entre le salarié et la Société, si le salarié demande à bénéficier d'un congé individuel de formation auprès du Fongecif ;
- démission ou licenciement du salarié si celui-ci demande à bénéficier de son droit individuel à la formation avant la fin de sa période de préavis.

La contribution annuelle du Groupe au titre du CPF (0,2 % de la masse salariale des sociétés françaises) est versée aux Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA) qui assurent par conséquent le financement des futures formations réalisées dans ce cadre.

### **5.8 Rémunération des dirigeants et des mandataires sociaux**

MEDICREA INTERNATIONAL compte quatre dirigeants mandataires sociaux. Il s'agit de Monsieur Denys SOURNAC, Président et Directeur Général de MEDICREA INTERNATIONAL et de Messieurs Fabrice KILFIGER et David RYAN, Directeurs Généraux Délégués de MEDICREA INTERNATIONAL. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, Monsieur CAFFIERO n'exerce plus de fonctions opérationnelles au sein du Groupe mais reste administrateur de MEDICREA INTERNATIONAL.

Monsieur SOURNAC n'est pas salarié de MEDICREA INTERNATIONAL et n'est pas rémunéré pour son mandat par la Société. La holding d'animation ORCHARD INTERNATIONAL, perçoit des honoraires notamment pour les prestations assurées par Monsieur SOURNAC pour le Groupe MEDICREA. Ces honoraires sont versés via un contrat de prestations entre ORCHARD INTERNATIONAL et MEDICREA INTERNATIONAL.

### 5.8.1 Rémunérations versées ou attribuées au titre du 1er semestre 2019

Les rémunérations versées ou attribuées au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2019 sont les suivantes :

#### Denys SOURNAC – Président Directeur Général

| Rémunérations (en euros)    | 1 <sup>er</sup> semestre 2019 |                 | 1 <sup>er</sup> semestre 2018 |                 |
|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
|                             | Montants dus                  | Montants versés | Montants dus                  | Montants versés |
| Rémunération brute fixe (1) | 150 000                       | 150 000         | 150 000                       | 150 000         |
| Rémunération brute variable | -                             | -               | -                             | -               |
| Jetons de présence          | -                             | -               | -                             | -               |
| Avantages en nature         | -                             | -               | -                             | -               |
| <b>Total</b>                | <b>150 000</b>                | <b>150 000</b>  | <b>150 000</b>                | <b>150 000</b>  |

(1) Prestations facturées par ORCHARD INTERNATIONAL

#### Fabrice KILFIGER – Directeur Général Délégué Finances

| Rémunérations (en euros)    | 1 <sup>er</sup> semestre 2019 |                 | 1 <sup>er</sup> semestre 2018 |                 |
|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
|                             | Montants dus                  | Montants versés | Montants dus                  | Montants versés |
| Rémunération brute fixe     | 98 582                        | 98 582          | 98 582                        | 98 582          |
| Rémunération brute variable | 3 750                         | -               | 7 500                         | 15 000 (1)      |
| Jetons de présence          | -                             | -               | -                             | -               |
| Avantages en nature (2)     | 5 885                         | 5 885           | 5 730                         | 5 730           |
| <b>Total</b>                | <b>108 217</b>                | <b>104 467</b>  | <b>111 812</b>                | <b>119 312</b>  |

(1) Montant versé au titre de l'exercice précédent

(2) Avantage en nature : voiture de fonction

#### David RYAN – Directeur Général Délégué Opérations

| Rémunérations (en euros)    | 1 <sup>er</sup> semestre 2019 |                 | 1 <sup>er</sup> semestre 2018 |                 |
|-----------------------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|
|                             | Montants dus                  | Montants versés | Montants dus                  | Montants versés |
| Rémunération brute fixe     | 99 750                        | 99 750          | 99 750                        | 99 750          |
| Rémunération brute variable | 3 750                         | -               | 15 000                        | 30 000 (1)      |
| Jetons de présence          | -                             | -               | -                             | -               |
| Avantages en nature (2)     | 3 987                         | 3 987           | 4 002                         | 4 002           |
| <b>Total</b>                | <b>107 487</b>                | <b>103 737</b>  | <b>118 752</b>                | <b>133 752</b>  |

(1) Montant versé au titre de l'exercice précédent

(2) Avantage en nature : voiture de fonction

### 5.8.2 Options d'achat d'actions attribuées et levées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019

Il n'y a pas eu d'options attribuées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

Les options attribuées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018 étaient les suivantes :

| Bénéficiaires    | Société ayant attribué les options | Date du Conseil<br>d'Administration ayant<br>attribué les options | Nombre d'options | Prix d'exercice<br>(en euros) |
|------------------|------------------------------------|---|------------------|-------------------------------|
| Fabrice KILFIGER | MEDICREA INTERNATIONAL             | 08/02/2018  | 160 000          | 2,96                          |
| David RYAN       | MEDICREA INTERNATIONAL             | 08/02/2018  | 60 000           | 2,96                          |

Il n'y a pas eu d'options levées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019 par les dirigeants mandataires sociaux de la Société. Il en était de même au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018.

Au 30 juin 2019, l'historique des options attribuées est le suivant :

| Fabrice KILFIGER                      |            |            |            |            |  |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|------------|--|
| Date du Conseil d'administration      | 05/06/2008 | 25/06/2009 | 17/06/2010 | 08/02/2018 |  |
| Nombre d'options attribuées           | 4 167      | 20 000     | 10 000     | 160 000    |  |
| Echéance des options                  | 2018       | 2016       | 2017       | 2025       |  |
| Prix d'exercice en euros              | 6,00       | 6,16       | 6,14       | 2,96       |  |
| Nombre d'options exercées             | 4 167      | 11 354     | -          | -          |  |
| Nombre d'options annulées ou caduques | -          | 8 646      | 10 000     | -          |  |
| Nombre d'options restant à acquérir   | -          | -          | -          | 160 000    |  |

| David RYAN                            |            |            |            |            |            |
|---------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Date du Conseil d'administration      | 05/06/2008 | 25/06/2009 | 17/06/2010 | 14/09/2017 | 08/02/2018 |
| Nombre d'options attribuées           | 3 542      | 15 000     | 5 000      | 100 000    | 60 000     |
| Echéance des options                  | 2018       | 2016       | 2017       | 2024       | 2025       |
| Prix d'exercice en euros              | 6,00       | 6,16       | 6,14       | 3,95       | 2,96       |
| Nombre d'options exercées             | -          | -          | -          | -          | -          |
| Nombre d'options annulées ou caduques | 3 542      | 15 000     | 5 000      | -          | -          |
| Nombre d'options restant à acquérir   | -          | -          | -          | 100 000    | 60 000     |

### 5.8.3 Actions gratuites attribuées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019

Il n'y a pas eu d'actions gratuites attribuées au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019 aux dirigeants mandataires sociaux de la Société. Il en était de même au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018.



Au 30 juin 2019, l'historique des actions gratuites attribuées est le suivant :

**Denys SOURNAC**

**Date du Conseil d'administration** **20/12/2018**

|   |         |
|---|---------|
| Nombre d'actions attribuées                     | 300 000 |
| Date de livraison des actions gratuites         | 2019    |
| Valorisation des actions gratuites en euros (1) | 2,26    |

(1) Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés

**Fabrice KILFIGER**

**Date du Conseil d'administration** **05/06/2008** **25/06/2009** **17/06/2010** **19/09/2016** **20/12/2018**

|   |       |       |       |       |        |
|---|-------|-------|-------|-------|--------|
| Nombre d'actions attribuées                 | 2 778 | 7 500 | 2 500 | 9 000 | 90 000 |
| Date de livraison des actions gratuites     | 2010  | 2011  | 2012  | 2018  | 2019   |
| Valorisation des actions gratuites en euros | 5,73  | 6,55  | 6,22  | 5,85  | 2,26   |

(1) Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés

**David RYAN**

**Date du Conseil d'administration** **05/06/2008** **25/06/2009** **17/06/2010** **16/06/2011** **19/09/2016** **20/12/2018**

|   |       |       |       |       |       |        |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|--------|
| Nombre d'actions attribuées                 | 2 361 | 6 000 | 2 500 | 3 000 | 9 000 | 90 000 |
| Date de livraison des actions gratuites     | 2010  | 2011  | 2012  | 2013  | 2018  | 2019   |
| Valorisation des actions gratuites en euros | 5,73  | 6,55  | 6,22  | 9,40  | 5,85  | 2,26   |

(1) Selon la méthode retenue pour les comptes consolidés

## NOTE 6 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, CORPORELLES ET FINANCIERES

### 6.1 Ecarts d'acquisition ou goodwill

Lors d'un regroupement d'entreprises, les paiements effectués par le Groupe, ou ceux à venir, en prévision d'avantages économiques futurs générés par des actifs qui ne peuvent être identifiés individuellement et enregistrés séparément sont comptabilisés comme écart d'acquisition à l'actif du bilan.

Les écarts d'acquisition s'analysent comme suit :

| En euros                                       | 30.06.2019        | 31.12.2018        |
|--|-------------------|-------------------|
| Acquisition de MEDICREA BELGIUM                | 8 758 164         | 8 758 164         |
| Acquisition de MEDICREA TECHNOLOGIES (*)       | 2 364 277         | 2 364 277         |
| Acquisition de MEDICREA AUSTRALIA              | 970 204           | 747 226           |
| Acquisition de MEDICREA EUROPE FRANCOPHONE (*) | 212 573           | 212 573           |
| Acquisition de MEDICREA TECHNOLOGIES UK        | 49 252            | 49 363            |
| <b>Total</b>                                   | <b>12 354 470</b> | <b>12 131 603</b> |

(\*) : fusionnées dans MEDICREA INNTERNATIONAL

En application de la norme IAS 36, ces écarts ne sont pas amortis, et font l'objet de tests de dépréciation effectués au moins à chaque clôture d'exercice en comparant l'ensemble des actifs (regroupés dans une seule UGT) à leur valeur de marché, représentée par la capitalisation boursière.

L'écart d'acquisition relatif à la prise de participation dans MEDICREA BELGIUM tient compte d'un engagement de rachat des titres des minoritaires de 8,9 millions d'euros calculé sur la base des prévisionnels d'EBITDA disponibles au 31 décembre 2018 et en tenant compte d'un taux d'actualisation de 1,6 %. Celui relatif à la prise de participation dans MEDICREA AUSTRALIA tient compte d'un engagement de rachat des titres des minoritaires de 1 million d'euros calculé sur la base des prévisionnels d'EBITDA disponibles au 30 juin 2019, réévalué en ajustement rétrospectif du goodwill de 0,2 million d'euros par rapport au 31 décembre 2018, et en tenant compte d'un taux d'actualisation de 1,6 %.

Sur la base du cours de l'action MEDICREA au 30 juin 2019, la capitalisation boursière était de 53,5 millions d'euros à comparer à une situation nette consolidée de 7,5 millions d'euros à la même date.

### 6.2 Tests de perte de valeur des actifs immobilisés

Des tests de perte de valeur sont réalisés pour les actifs immobilisés corporels et incorporels dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît, et au moins une fois par an, pour les actifs incorporels à durée de vie indéfinie. En application de la norme IAS 36, lorsque la valeur nette comptable de ces actifs à durée de vie indéfinie devient supérieure au montant le plus élevé de leur valeur d'utilité ou de marché, une dépréciation est enregistrée, du montant de la différence. La valeur d'utilité est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés qui seront générés par ces

actifs. La valeur de marché de l'actif est déterminée par référence à des transactions similaires récentes ou à des évaluations réalisées par des experts indépendants dans une perspective de cession.

Pour ces tests, les actifs sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) qui correspondent à des ensembles homogènes de génération de trésorerie. Au regard de l'organisation en place dans le Groupe et des flux entre les différentes sociétés, une seule UGT a été identifiée.

### 6.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les frais de recherche et développement, les brevets et marques et les logiciels. Les frais de recherche et développement, lorsqu'ils satisfont à l'ensemble des critères selon la norme IAS 38, sont inscrits à l'actif du bilan. Les frais activés reposent sur un suivi analytique précis permettant une ventilation des coûts engagés par type et par projet. Ces frais sont maintenus à l'actif tant que la société conserve l'essentiel des avantages et des risques liés aux actifs. Les frais de recherche et développement sont amortis linéairement sur la durée d'utilisation attendue, qui correspond à la durée des avantages économiques futurs attendus. Cette durée est généralement de 5 ans.

En application de la norme IAS 23, les coûts d'emprunts, attribués au financement des dépenses de recherche et développement faisant l'objet d'une inscription en immobilisations incorporelles, sont considérés comme un élément du coût de ces actifs et donc capitalisés.

Les brevets, licences et marques sont amortis sur 5 à 10 ans, en fonction de leur durée d'utilisation.

Les logiciels sont amortis sur des durées allant de un à cinq ans.

### 6.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles acquises séparément sont évaluées initialement à leur coût historique conformément à la norme IAS 16. Ce coût inclut les dépenses qui sont directement liées à l'acquisition du bien et le coût estimé de l'obligation de remise en état d'une partie de l'actif le cas échéant.

Les immobilisations corporelles sont décomposées si leurs composantes ont des durées d'utilité différentes ou qu'elles procurent des avantages au Groupe selon un rythme différent nécessitant l'utilisation de taux et de mode d'amortissement différents.

Les dépenses ultérieures sur immobilisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues, sauf celles engagées pour prolonger la durée de vie du bien.

Les ancillaires faisant partie des kits mis à disposition des établissements de santé sont immobilisés jusqu'à leur retour ou leur remplacement pour cause de casse, de perte ou d'obsolescence.

Les immobilisations corporelles font l'objet d'un test de dépréciation selon la méthode exposée dans la note 6.2.

Les amortissements sont calculés en fonction de la durée d'utilité estimée des immobilisations :

- installations techniques et matériels : de 3 à 10 ans ;
- matériel de démonstration : 3 ans ;
- kits d'instruments : 3 ans ;
- matériel de bureau et informatique, et mobilier : de 3 à 10 ans ;
- installations générales et agencements : de 10 à 12 ans ;
- véhicules : 4 ans.

S'agissant des installations et agencements du siège de Rillieux-la-Pape ou des locaux de New-York, la durée d'utilité estimée correspond à la durée totale du bail.

### **6.5 Immobilisations financières**

Elles sont constituées essentiellement des dépôts et cautionnements. Ceux-ci ne sont pas actualisés en l'absence de date d'échéance connue, et compte tenu de leur faible valeur. Une dépréciation est constatée, le cas échéant, lorsque leur valeur comptable est supérieure à leur valeur recouvrable.

### **6.6 Immobilisations et amortissements relatifs aux deux derniers exercices**

Les immobilisations (hors écarts d'acquisition) se décomposent comme suit :

| Immobilisations – En euros            | 30.06.2019        | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---------------------------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|
| Frais de recherche & développement    | 14 924 199        | 14 086 800                 | 13 335 407                 |
| Brevets et droits similaires          | 4 835 660         | 4 687 565                  | 4 573 533                  |
| Licences et logiciels                 | 3 762 130         | 3 274 269                  | 2 877 733                  |
| Marques                               | 25 133            | 25 133                     | 25 133                     |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>  | <b>23 547 122</b> | <b>22 073 767</b>          | <b>20 811 806</b>          |
| Constructions                         | 19 652 706        | 19 603 930                 | 19 280 235                 |
| Installations techniques et matériels | 6 155 381         | 6 123 091                  | 6 305 316                  |
| Matériel de démonstration             | 869 799           | 836 436                    | 697 884                    |
| Kits d'instruments                    | 8 418 483         | 7 821 310                  | 6 976 274                  |
| Matériel informatique et de bureau    | 2 334 377         | 2 349 734                  | 2 417 468                  |
| Autres immobilisations                | 5 003 453         | 4 920 995                  | 4 918 028                  |
| <b>Immobilisations corporelles</b>    | <b>42 434 199</b> | <b>41 655 496</b>          | <b>40 595 205</b>          |
| Dépôts et cautionnements              | 650 572           | 650 629                    | 679 552                    |
| <b>Immobilisations financières</b>    | <b>650 572</b>    | <b>650 629</b>             | <b>679 552</b>             |
| <b>Total valeurs brutes</b>           | <b>66 631 893</b> | <b>64 379 892</b>          | <b>62 086 563</b>          |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

| Amortissements et provisions – En euros      | 30.06.2019        | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|-------------------|----------------------------|----------------------------|
| Amortissements immobilisations incorporelles | 15 334 546        | 13 975 055                 | 12 726 960                 |
| Amortissements immobilisations corporelles   | 17 884 131        | 15 782 174                 | 13 727 686                 |
| <b>Total amortissements et provisions</b>    | <b>33 218 677</b> | <b>29 757 229</b>          | <b>26 454 646</b>          |
| <b>Total valeurs nettes</b>                  | <b>33 413 216</b> | <b>34 622 663</b>          | <b>35 631 917</b>          |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Sur les 3 dernières périodes, les variations (hors écarts d'acquisition) des immobilisations se présentent comme suit :

| Immobilisations nettes – En euros          | 30.06.2019        | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|-------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>Au début</b>                            | <b>34 622 663</b> | <b>36 036 621</b>          | <b>36 036 621</b>          |
| Investissements de la période              | 2 682 930         | 6 350 511                  | 3 278 765                  |
| Cessions de la période                     | (71 802)          | (523 686)                  | (298 723)                  |
| Dotations aux amortissements et provisions | (3 901 913)       | (8 007 516)                | (3 942 733)                |
| Variation de périmètre                     | -                 | 301 463                    | 278 449                    |
| Variation des taux de change               | 81 338            | 465 270                    | 279 538                    |
| <b>A la clôture</b>                        | <b>33 413 216</b> | <b>34 622 663</b>          | <b>35 631 917</b>          |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

## 6.7 Variation des immobilisations et amortissements au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019

La variation des immobilisations hors écart d'acquisition se présente comme suit :

| Valeurs brutes – En euros             | 01.01.2019<br>Retraité (1) | Variation taux<br>de change | Acquisitions     | Cessions       | 30.06.2019        |
|---------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|------------------|----------------|-------------------|
| Frais de recherche & développement    | 14 086 800                 | 3 387                       | 834 012          | -              | 14 924 199        |
| Brevets et droits similaires          | 4 687 565                  | -                           | 148 095          | -              | 4 835 660         |
| Licences et logiciels                 | 3 274 269                  | 7 496                       | 480 365          | -              | 3 762 130         |
| Marques                               | 25 133                     | -                           | -                | -              | 25 133            |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>  | <b>22 073 767</b>          | <b>10 883</b>               | <b>1 462 472</b> | <b>-</b>       | <b>23 547 122</b> |
| Constructions                         | 19 603 930                 | 48 776                      | -                | -              | 19 652 706        |
| Installations techniques et matériels | 6 123 091                  | 45                          | 34 154           | 1 909          | 6 155 381         |
| Matériel de démonstration             | 836 436                    | 2 348                       | 86 645           | 55 630         | 869 799           |
| Kits d'instruments                    | 7 821 310                  | 25 446                      | 902 124          | 330 397        | 8 418 483         |
| Matériel informatique et de bureau    | 2 349 734                  | 1 597                       | 17 769           | 34 723         | 2 334 377         |
| Autres immobilisations                | 4 920 995                  | 7 598                       | 177 342          | 102 482        | 5 003 453         |
| <b>Immobilisations corporelles</b>    | <b>41 655 496</b>          | <b>85 810</b>               | <b>1 218 034</b> | <b>525 141</b> | <b>42 434 199</b> |
| Dépôts et cautionnements              | 650 629                    | 1 944                       | 2 424            | 4 425          | 650 572           |
| <b>Immobilisations financières</b>    | <b>650 629</b>             | <b>1 944</b>                | <b>2 424</b>     | <b>4 425</b>   | <b>650 572</b>    |
| <b>Total valeurs brutes</b>           | <b>64 379 892</b>          | <b>98 637</b>               | <b>2 682 930</b> | <b>529 566</b> | <b>66 631 893</b> |

| Amortissements – En euros             | 01.01.2019<br>Retraité (1) | Variation taux<br>de change | Dotations        | Reprises       | 30.06.2019        |
|---------------------------------------|----------------------------|-----------------------------|------------------|----------------|-------------------|
| Frais de recherche & développement    | 9 380 046                  | 1 847                       | 874 430          | -              | 10 256 323        |
| Brevets et droits similaires          | 3 472 521                  | -                           | 148 527          | -              | 3 621 048         |
| Licences et logiciels                 | 1 097 355                  | 1 158                       | 333 529          | -              | 1 432 042         |
| Marques                               | 25 133                     | -                           | -                | -              | 25 133            |
| <b>Immobilisations incorporelles</b>  | <b>13 975 055</b>          | <b>3 005</b>                | <b>1 356 486</b> | <b>-</b>       | <b>15 334 546</b> |
| Constructions                         | 4 360 211                  | 11 744                      | 894 288          | -              | 5 266 243         |
| Installations techniques et matériels | 2 946 895                  | 45                          | 335 900          | 165            | 3 282 675         |
| Matériel de démonstration             | 489 631                    | (184)                       | 125 415          | 49 433         | 565 429           |
| Kits d'instruments                    | 5 048 687                  | (1 030)                     | 729 055          | 295 656        | 5 481 056         |
| Matériel informatique et de bureau    | 1 417 825                  | 994                         | 157 811          | 34 545         | 1 542 085         |
| Autres immobilisations                | 1 518 925                  | 2 725                       | 302 958          | 77 965         | 1 746 643         |
| <b>Immobilisations corporelles</b>    | <b>15 782 174</b>          | <b>14 294</b>               | <b>2 545 427</b> | <b>457 764</b> | <b>17 884 131</b> |
| <b>Total amortissements</b>           | <b>29 757 229</b>          | <b>17 299</b>               | <b>3 901 913</b> | <b>457 764</b> | <b>33 218 677</b> |

| Valeurs nettes – En euros     | 01.01.2019<br>Retraité (1) | Variation taux<br>de change | Augmentations      | Diminutions   | 30.06.2019        |
|-------------------------------|----------------------------|-----------------------------|--------------------|---------------|-------------------|
| Immobilisations incorporelles | 8 098 712                  | 7 878                       | 105 986            | -             | 8 212 576         |
| Immobilisations corporelles   | 25 873 322                 | 71 516                      | (1 327 393)        | 67 377        | 24 550 068        |
| Immobilisations financières   | 650 629                    | 1 944                       | 2 424              | 4 425         | 650 572           |
| <b>Total valeurs nettes</b>   | <b>34 622 663</b>          | <b>81 338</b>               | <b>(1 218 983)</b> | <b>71 802</b> | <b>33 413 216</b> |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les principales variations des postes d'immobilisations s'analysent comme suit :

1/ L'activité en matière de recherche et développement est structurellement importante et constitue un facteur de différenciation clef pour le Groupe. Les principaux frais engagés sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019 portent sur :

- la poursuite du développement de la plateforme et de l'offre de services UNiD™ incluant plusieurs applications logicielles et une cellule d'assistance et de planification opératoire permettant de proposer des implants sur-mesure aux patients ;
- le développement d'implants de corporectomie sur mesure ;
- la finalisation de la mise au point du procédé de fabrication d'impression 3D par couches additives de titane ;
- l'intégration de nouveaux services d'exploitation de données pré, per et post-opératoire et d'apprentissage analytique.

Le montant des frais de R&D ainsi capitalisés au 1<sup>er</sup> semestre 2019 s'élève à 834 012 euros contre 883 296 euros au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

2/ Les dépenses de brevets activées sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019 s'élèvent à 148 095 euros, pour 104 972 euros au titre du 1<sup>er</sup> semestre 2018. Elles concernent majoritairement la protection de la propriété intellectuelle des tiges d'ostéosynthèse du rachis sur-mesure (tiges UNiD®).

3/ L'augmentation du poste licences et logiciels est essentiellement liée au développement du UNiD™ HUB, logiciel propriétaire de planification chirurgicale qui s'appuie sur les technologies de big data.

4/ Le matériel de démonstration fait l'objet d'un inventaire exhaustif chaque année. Il comprend l'ensemble des produits, aux sérigraphies propres et non revendables en l'état, utilisé par la force commerciale pour former les clients aux manipulations des implants et instruments. Ce matériel est régulièrement mis à jour en fonction des entrées / sorties de nouveaux / anciens produits.

5/ Pour la réalisation des chirurgies, le Groupe met à disposition de ses clients des kits composés d'instruments et d'implants. Ces matériels sont consignés dans les établissements de santé ou disponibles sous forme de prêts. Les instruments sont comptabilisés en immobilisations corporelles et amortis sur une durée de 3 ans. Le développement de l'activité du Groupe le conduit à augmenter et renouveler les actifs utilisés par ses clients, notamment aux Etats-Unis et dans les autres filiales de distribution. Les instruments complètement amortis sont régulièrement sortis des livres comptables.

6/ L'augmentation des autres immobilisations corporelles est liée principalement à des dépenses d'aménagement du siège social.

## 6.8 Location financement et location financière

Les contrats de location financement et de location financière qui transfèrent au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif loué sont comptabilisés comme suit :

- les actifs correspondants sont inscrits dès la conclusion du contrat de location en immobilisations corporelles ou incorporelles pour un montant égal à la juste valeur du bien loué et amortis sur leur durée probable d'utilisation ;
- les engagements financiers qui en découlent figurent en dettes financières ;
- les paiements au titre de la location sont ventilés entre la charge financière et l'amortissement de la dette.

Les immobilisations acquises par voie de location financement et location financière se décomposent comme suit :

| En euros                             | 30.06.2019       |                    |                  |                    | 31.12.2018       |                    | 30.06.2018       |                    |
|--------------------------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|------------------|--------------------|
|                                      | Valeur brute     | Amort.             | Valeur nette     | Dettes financières | Valeur nette     | Dettes financières | Valeur nette     | Dettes financières |
| Logiciels                            | 21 700           | (21 700)           | -                | -                  | -                | -                  | 3 195            | 3 261              |
| Installations techniques / matériels | 3 374 252        | (1 836 174)        | 1 538 078        | 727 982            | 1 732 427        | 930 028            | 1 496 951        | 688 053            |
| Equipements informatiques            | 885 232          | (463 617)          | 421 615          | 382 269            | 492 584          | 464 804            | 503 659          | 481 990            |
| <b>Total</b>                         | <b>4 281 184</b> | <b>(2 321 491)</b> | <b>1 959 693</b> | <b>1 110 251</b>   | <b>2 225 011</b> | <b>1 394 832</b>   | <b>2 003 805</b> | <b>1 173 304</b>   |

Les acquisitions du 1<sup>er</sup> semestre 2019 financées par voie de location financement et de location financière comprennent essentiellement du matériel informatique.

Les engagements de locations financement et de locations financières s'analysent comme suit :

| En euros                           | 30.06.2019       | 31.12.2018       | 30.06.2018       |
|------------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| <b>Redevances payées</b>           |                  |                  |                  |
| Cumul sur exercices antérieurs (1) | 1 720 233        | 1 164 129        | 1 950 418        |
| Redevances de l'exercice (1)       | 302 640          | 556 104          | 258 066          |
| <b>Total</b>                       | <b>2 022 873</b> | <b>1 720 233</b> | <b>2 208 484</b> |
| <b>Redevances restant à payer</b>  |                  |                  |                  |
| A un an au plus                    | 493 299          | 586 675          | 479 002          |
| Entre 1 et 5 ans                   | 614 959          | 822 581          | 723 379          |
| Au-delà de 5 ans                   | -                | -                | -                |
| <b>Total</b>                       | <b>1 108 258</b> | <b>1 409 256</b> | <b>1 202 381</b> |
| <b>Valeurs résiduelles</b>         | <b>21 847</b>    | <b>21 846</b>    | <b>19 532</b>    |

(1) Cumul sur exercices antérieurs et redevances de l'exercice ne concernent que les redevances payées au titre des contrats toujours en cours à la clôture de l'exercice / semestre.



## 6.9 Location simple





Le Groupe est preneur dans un grand nombre de contrats de location portant sur différentes natures d'actifs tels que son siège social, les bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité des filiales, des véhicules et des équipements informatiques.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'application d'IFRS 16 conduit le Groupe à comptabiliser tous les contrats de location selon les modalités actuellement prévues pour les contrats de location financés par IAS 17. Ainsi un actif représentatif du droit d'utilisation d'un bien loué est comptabilisé en contrepartie d'une dette représentative de l'obligation de payer ce droit.

Le Groupe a opté pour les exemptions concernant les contrats à court terme de 12 mois et moins, et ceux dont le bien sous-jacent est de faible valeur (valeur individuelle à neuf inférieure à 5 000 euros). Les paiements de loyers associés à ces contrats sont enregistrés en charges dans le compte de résultat sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

Les modalités de transition se sont faites en « full rétrospectif ».

Les retraitements liés à l'application d'IFRS 16 concernent principalement les bâtiments utilisés dans le cadre de l'activité du Groupe qui se répartissent comme suit :

| Sociétés   | Montant du loyer semestriel | Durée du bail                                     |
|--|-----------------------------|---|
|  MEDICREA INTERNATIONAL, Rillieux-la-Pape, FR | 573 848 euros               | 12 ans à compter du 23 septembre 2016             |
|  MEDICREA USA, New-York, US                   | 508 452 dollars             | 10 ans à compter du 1 <sup>er</sup> avril 2016    |
|  MEDICREA POLAND, Łódź, PL                    | 24 600 zlotys               | 3 ans à compter du 1 <sup>er</sup> mars 2017      |
|  MEDICREA BELGIUM, Houwaart, BE               | 7 200 euros                 | 9 ans à compter du 1 <sup>er</sup> septembre 2015 |

### 6.9.1 Informations relatives au bilan

La composition et la variation des actifs comptabilisés au titre de droits d'utilisation s'analysent comme suit :

| En euros  | Constructions     | Matériels informatiques | Autres immobilisations | Total             |
|---|-------------------|-------------------------|------------------------|-------------------|
| <b>Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, valeur nette</b> | <b>16 444 953</b> | <b>9 561</b>            | <b>241 088</b>         | <b>16 695 602</b> |
| Variation de périmètre                              | 83 303            | -                       | 158 846                | 242 149           |
| Nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation    | -                 | 2 690                   | 79 924                 | 82 614            |
| Dotations aux amortissements                        | (1 739 143)       | (10 234)                | (224 482)              | (1 973 859)       |
| Variation des taux de change                        | 267 239           | -                       | (444)                  | 266 795           |
| Réévaluation  | 187 367           | -                       | 18 865                 | 206 232           |
| <b>Au 31 décembre 2018, valeur nette</b>            | <b>15 243 719</b> | <b>2 017</b>            | <b>273 797</b>         | <b>15 519 533</b> |
| Nouveaux actifs au titre de droits d'utilisation    | -                 | -                       | 12 691                 | 12 691            |
| Dotations aux amortissements                        | (894 288)         | (448)                   | (111 372)              | (1 006 108)       |
| Variation des taux de change                        | 37 031            | -                       | 238                    | 37 269            |
| Réévaluation  | -                 | -                       | 16 309                 | 16 309            |
| <b>Au 30 juin 2019, valeur nette</b>                | <b>14 386 462</b> | <b>1 569</b>            | <b>191 663</b>         | <b>14 579 694</b> |

En contrepartie de ces actifs, les passifs de loyers suivants ont été comptabilisés :

| En euros                                     | 30.06.2019        | 31.12.2018        | 30.06.2018        |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|
| Part courante                                | 1 780 482         | 1 783 525         | 1 759 164         |
| Part non courante                            | 13 985 813        | 14 821 785        | 15 425 536        |
| <b>Total passifs de loyers</b>               | <b>15 766 295</b> | <b>16 605 310</b> | <b>17 184 700</b> |
| <i>dont liés aux constructions</i>           | <i>15 568 342</i> | <i>16 323 950</i> | <i>16 781 382</i> |
| <i>dont liés aux matériels informatiques</i> | <i>1 597</i>      | <i>2 040</i>      | <i>6 457</i>      |
| <i>dont liés aux autres immobilisations</i>  | <i>196 356</i>    | <i>279 320</i>    | <i>396 861</i>    |

L'analyse des échéances des passifs de loyers est présentée en note 8.1.3.

### 6.9.2 Informations relatives au compte de résultat

Les montants suivants ont été reconnus au compte de résultat sur l'exercice :

| En euros                                      | 30.06.2019 | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---|------------|----------------------------|
| Charge de loyer non retraits (2)              | 6 443      | 42 498                     |
| Dotations aux amortissements                  | 1 006 108  | 967 532                    |
| Intérêts financiers sur les passifs de loyers | 241 596    | 256 163                    |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location

(2) Contrats exclus des passifs de loyers enregistrés au bilan

### 6.9.3 Informations relatives au tableau des flux de trésorerie

Le montant total décaissé sur le 1<sup>er</sup> semestre 2019 au titre des contrats de location s'élève à 1 151 915 euros contre 1 096 635 euros au 1<sup>er</sup> semestre 2018.

## NOTE 7 : PROVISIONS ET PASSIFS EVENTUELS

### 7.1 Provisions

Une provision est constituée dès lors que :

- le Groupe à une obligation juridique, contractuelle ou implicite résultant d'un élément passé ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation ;
- le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Les provisions sont évaluées en application de la norme IAS 37 en tenant compte des hypothèses les plus probables à la date de clôture.

Les provisions sont ventilées entre passif courant et passif non courant en fonction de l'échéance attendue. Lorsque la date d'exécution de cette obligation est supérieure à un an, le montant de la provision fait l'objet d'un calcul d'actualisation, dont les effets sont enregistrés en résultat financier seulement si l'impact est significatif.

Les provisions courantes et non courantes sont formées des provisions pour risques et se décomposent comme suit :

| En euros   | Provisions pour pensions | Provisions pour litiges | Autres provisions | Total          |
|--|--------------------------|-------------------------|-------------------|----------------|
| <b>Provisions au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b> | <b>639 367</b>           | <b>100 000</b>          | <b>4 800</b>      | <b>744 167</b> |
| Dotations  | 58 500                   | 32 000                  | 93 184            | 183 684        |
| Utilisations de l'année                          | -                        | -                       | -                 | -              |
| Reprises   | -                        | (6 500)                 | -                 | (6 500)        |
| Variation des taux de change                     | -                        | -                       | 943               | 943            |
| <b>Provisions au 30 juin 2019</b>                | <b>697 867</b>           | <b>125 500</b>          | <b>98 927</b>     | <b>922 294</b> |
| <i>dont part à moins d'un an</i>                 | <i>17 499</i>            | <i>125 500</i>          | <i>98 927</i>     | <i>241 926</i> |
| <i>dont part de un an à cinq ans</i>             | <i>21 015</i>            | <i>-</i>                | <i>-</i>          | <i>21 015</i>  |
| <i>dont part à plus de cinq ans</i>              | <i>659 353</i>           | <i>-</i>                | <i>-</i>          | <i>659 353</i> |

Les provisions pour litiges concernent des litiges salariaux non débouclés au 30 juin 2019.

Les autres provisions concernent pour l'essentiel les frais de fermeture potentiels de la société MEDICREA POLAND dont les couts, appréhendés dès le 30 juin 2019, correspondent aux frais de licenciement du personnel, de dénonciation du bail des locaux et de résiliation des principaux contrats en-cours.

## 7.2 Passifs éventuels

Un passif éventuel représente :

- une obligation potentielle résultant d'un évènement passé dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance ou non d'un évènement incertain qui n'est pas sous le contrôle du Groupe ;
- une obligation actuelle résultant d'un évènement passé pour lequel soit le montant de l'obligation ne peut être estimé de manière fiable, soit il n'est pas probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation.

Ces passifs éventuels ne font l'objet d'aucune comptabilisation dans les comptes du Groupe au 30 juin 2019.

Les passifs éventuels identifiés au 30 juin 2019 se présentent comme suit :

- Le Groupe a mis en place depuis novembre 2016 et uniquement pour les ventes aux Etats-Unis, une garantie à vie portant sur sa technologie sur mesure UNiD™. Celle-ci couvre toutes les chirurgies réalisées avec des tiges thoraco-lombaires et cervicales sur mesure UNiD™ ainsi que l'ensemble des implants MEDICREA utilisés en combinaison avec ces tiges. La garantie proposée couvre l'intégralité des coûts liés à l'utilisation des services d'analyses de la cellule UNiD™ Lab, ainsi que le remplacement à titre gratuit des tiges sur mesure UNiD™ et de tous les implants MEDICREA nécessaires pour traiter les patients devant subir une chirurgie de révision.

Depuis le lancement de cette garantie, aucune demande de prise en charge n'a été enregistrée. Sur cette base, le Groupe n'a pas constaté de provision dans ses comptes au 30 juin 2019 et évaluera, en fonction de l'ensemble des données collectées sur l'exercice 2019, la nécessité ou non de revoir cette position au 31 décembre 2019.

- Le contrat qui a encadré l'acquisition auprès du Docteur Paul McAfee de trois brevets qui protègent une technique innovante permettant de déterminer la hauteur physiologique de l'espace intervertébral en s'appuyant sur l'anatomie du patient pour sélectionner précisément le dispositif intersomatique approprié, stipule qu'en cas de rachat de MEDICREA INTERNATIONAL par une autre société, suivi d'une dénonciation du dit contrat, une indemnité serait accordée au Docteur McAfee à hauteur de 1 million de dollars minorée de toutes les redevances perçues jusqu'à la date du rachat.
- Deux contrats de droit d'inventeurs conclus avec deux chirurgiens américains prévoient la possibilité pour ces derniers de dénoncer les contrats en cas de changement de contrôle du Groupe MEDICREA et d'exiger le paiement d'une indemnité d'un million de dollars chacun.
- MEDICREA USA fait depuis juillet 2017 l'objet d'une investigation civile menée par le Département de la Justice Américaine (DOJ) dans le cadre du Sunshine Act définissant les règles de déclarations des avantages accordés aux professionnels de santé à l'occasion notamment de leurs participations à des congrès, expositions, réunions. Assistée par un

cabinet d'avocats spécialisé, la société a fourni les éléments permettant de démontrer qu'elle était en conformité avec les obligations auxquelles elle était tenue hormis quelques erreurs de déclarations qui ont été régularisées à posteriori. Le DOJ a communiqué au cours du dernier trimestre 2018 le résultat de ses premières investigations et demandé des compléments d'informations et des documents additionnels que la Société a intégralement fournis au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019 par l'intermédiaire de ses avocats. Ces réponses sont actuellement en cours d'examen par les autorités américaines. A ce stade de l'investigation et dans la mesure où la société collabore pleinement avec le DOJ, il n'est pas possible de déterminer quels seront les résultats de l'enquête en cours.

## NOTE 8 : FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### 8.1 Endettement financier net

L'endettement financier net comprend l'ensemble des dettes financières à long terme, les crédits à court terme et découverts bancaires, sous déduction de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Au 30 juin 2019, l'endettement financier net du Groupe s'analyse comme suit :

| En euros                          | 30.06.2019        |                  |                   | 31.12.2018 Retraité (1) |                    |                   |
|-----------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------------|--------------------|-------------------|
|                                   | Non courant       | Courant          | Total             | Non courant             | Courant            | Total             |
| Dettes financières long terme     | 43 936 796        | 6 077 470        | 50 014 266        | 46 552 124              | 5 847 211          | 52 399 335        |
| Crédit à court terme et banques   | -                 | 1 682 033        | 1 682 033         | -                       | 790 645            | 790 645           |
| <b>Endettement financier brut</b> | <b>43 936 796</b> | <b>7 759 503</b> | <b>51 696 299</b> | <b>46 552 124</b>       | <b>6 637 856</b>   | <b>53 189 980</b> |
| Trésorerie et équivalents         | -                 | (3 244 236)      | (3 244 236)       | -                       | (10 802 725)       | (10 802 725)      |
| <b>Endettement financier net</b>  | <b>43 936 796</b> | <b>4 515 267</b> | <b>48 452 063</b> | <b>46 552 124</b>       | <b>(4 164 869)</b> | <b>42 387 255</b> |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

| En euros                          | 30.06.2018 retraité (1) |                  |                   |
|-----------------------------------|-------------------------|------------------|-------------------|
|                                   | Non courant             | Courant          | Total             |
| Dettes financières long terme     | 32 756 355              | 3 960 991        | 36 717 346        |
| Crédit à court terme et banques   | -                       | 1 289 839        | 1 289 839         |
| <b>Endettement financier brut</b> | <b>32 756 355</b>       | <b>5 250 830</b> | <b>38 007 185</b> |
| Trésorerie et équivalents         | -                       | (5 157 376)      | (5 157 376)       |
| <b>Endettement financier net</b>  | <b>32 756 355</b>       | <b>93 454</b>    | <b>32 849 809</b> |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

#### 8.1.1 Analyse des dettes financières à long terme

Les dettes financières sont comptabilisées au coût amorti, c'est-à-dire à leur valeur nominale nette des primes et frais d'émission qui sont enregistrés progressivement en résultat financier jusqu'à l'échéance, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Au 30 juin 2019, l'ensemble des dettes financières à long terme s'analyse comme suit :

| En euros                                       | 30.06.2019        | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|-------------------|----------------------------|----------------------------|
| Emprunts obligataires                          | 23 540 351        | 23 458 680                 | 14 756 406                 |
| Emprunts auprès des établissements de crédit   | 1 133 359         | 1 315 997                  | 3 578 731                  |
| Crédit-bail                                    | 851 820           | 1 077 989                  | 850 225                    |
| Locations financières                          | 258 431           | 316 843                    | 323 079                    |
| Locations simples                              | 15 766 295        | 16 605 310                 | 17 184 700                 |
| Intérêts courus sur emprunts                   | 565               | 591                        | 12 506                     |
| Autres dettes financières                      | 8 463 445         | 9 623 925                  | 11 699                     |
| <b>Total</b>                                   | <b>50 014 266</b> | <b>52 399 335</b>          | <b>36 717 346</b>          |
| <i>dont dettes financières à taux fixe</i>     | <i>26 841 548</i> | <i>29 521 989</i>          | <i>36 717 346</i>          |
| <i>dont dettes financières à taux variable</i> | <i>23 172 718</i> | <i>22 877 346</i>          | <i>-</i>                   |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Le détail des emprunts obligataires est le suivant :

| En euros                                    | 30.06.2019        | 31.12.2018        | 30.06.2018        |
|---|-------------------|-------------------|-------------------|
| Emprunt obligataire – Novembre 2018         | 23 172 718        | 22 877 346        | -                 |
| Emprunt obligataire convertible – Août 2016 | -                 | -                 | 13 966 420        |
| Emprunt obligataire – Avril 2015            | 367 633           | 581 334           | 789 986           |
| <b>Total</b>                                | <b>23 540 351</b> | <b>23 458 680</b> | <b>14 756 406</b> |

Le Groupe a émis des obligations pour un total de 30 millions de dollars qui converties au cours du 30 juin 2019 s'élèvent à 26 361 900 euros. Cette opération s'est accompagnée de l'émission de 1 million de bons de souscription d'actions (BSA) qui ont été souscrits à titre gratuit par Perceptive Advisors et donnant le droit de souscrire 1 million d'actions nouvelles MEDICREA à un prix d'exercice de 2,19 euros. Conformément à la norme IAS 32 qui traite des instruments de capitaux propres, les bons de souscription d'actions ont été évalués à leur juste valeur pour un montant de 2 millions d'euros et comptabilisés en moins de la dette financière sous-jacente.

L'évolution des retraitements IFRS liés se résume comme suit :

| En euros   | 30.06.2019        | 31.12.2018        |
|--|-------------------|-------------------|
| <b>En début de période</b>   | 22 877 346        | -                 |
| Emission de l'emprunt obligataire  | -                 | 26 200 800        |
| Retraitement IFRS des BSA  | -                 | (2 043 983)       |
| Retraitement IFRS des frais d'émission d'emprunt                           | -                 | (1 301 596)       |
| Amortissement de la période du retraitement des frais d'émission d'emprunt | 134 272           | 22 125            |
| Variation des taux de change   | 161 100           | -                 |
| <b>En fin de période</b>   | <b>23 172 718</b> | <b>22 877 346</b> |

Au 30 juin 2019, l'emprunt de 30 millions d'euros ne fait pas l'objet d'une couverture de change, ni d'une couverture de taux, le Groupe rencontrant des difficultés pour mettre en place avec ses partenaires bancaires une opération de type « cross currency swap ».

### 8.1.2 Evolution des dettes financières à long terme

L'évolution des dettes financières à long terme s'analyse comme suit :

| En euros                                     | 01.01.2019<br>Retraité (2) | Variations « cash » |                    | Variations<br>« non cash » | 30.06.2019        |
|--|----------------------------|---------------------|--------------------|----------------------------|-------------------|
|  |                            | Emissions           | Remboursements     |                            |                   |
| Emprunts obligataires                        | 23 458 680                 | -                   | (213 701)          | 295 372                    | 23 540 351        |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 1 315 997                  | -                   | (182 638)          | -                          | 1 133 359         |
| Crédit bail                                  | 1 077 989                  | -                   | (227 811)          | 1 642                      | 851 820           |
| Locations financières                        | 316 843                    | -                   | (58 412)           | -                          | 258 431           |
| Locations simples                            | 16 605 310                 | -                   | (892 480)          | 53 465                     | 15 766 295        |
| Intérêts courus sur emprunts                 | 591                        | -                   | -                  | (26)                       | 565               |
| Autres                                       | 9 623 925                  | -                   | (1 384 562)        | 224 082                    | 8 463 445         |
| <b>Emprunts long terme</b>                   | <b>52 399 335</b>          | <b>-</b>            | <b>(2 959 604)</b> | <b>574 535</b>             | <b>50 014 266</b> |
| <b>Emprunts court terme (1)</b>              | <b>790 645</b>             | <b>1 000 000</b>    | <b>-</b>           | <b>(108 612)</b>           | <b>1 682 033</b>  |
| <b>Total</b>                                 | <b>53 189 980</b>          | <b>1 000 000</b>    | <b>(2 959 604)</b> | <b>465 923</b>             | <b>51 696 299</b> |

(1) Les emprunts court terme correspondent aux concours bancaires courants, au factoring ainsi qu'aux intérêts courus bancaires comme détaillé au point 8.1.4.

(2) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Cette évolution est liée aux remboursements effectués au cours du premier semestre 2019 dans le cadre des plans d'amortissement existants.

Les variations « non cash » comprennent principalement l'évolution des retraitements IFRS de l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars comme expliqué précédemment, la comptabilisation des créances clients cédées dont le transfert des risques et avantages n'est pas encore effectué, l'activation de nouveaux contrats de crédit-bail et locations simples et la revalorisation en ajustement rétrospectif du goodwill de l'engagement de rachat des titres minoritaires de MEDICREA AUSTRALIA.

### 8.1.3 Maturité des dettes financières à long terme

Les échéances des dettes financières à long terme se ventilent comme suit :

| En euros                                     | 30.06.2019        | A 1 an au plus   | De 1 à 5 ans      | A plus de 5 ans  |
|--|-------------------|------------------|-------------------|------------------|
| Emprunts obligataires                        | 23 540 351        | 367 633          | 23 172 718        | -                |
| Emprunts auprès des établissements de crédit | 1 133 359         | 353 393          | 704 966           | 75 000           |
| Crédit bail                                  | 851 820           | 379 174          | 472 646           | -                |
| Locations financières                        | 258 431           | 110 681          | 147 750           | -                |
| Locations simples                            | 15 766 295        | 1 780 482        | 7 486 055         | 6 499 758        |
| Intérêts courus sur emprunts                 | 565               | 565              | -                 | -                |
| Autres                                       | 8 463 445         | 3 085 542        | 5 366 204         | 11 699           |
| <b>Total</b>                                 | <b>50 014 266</b> | <b>6 077 470</b> | <b>37 350 339</b> | <b>6 586 457</b> |

Les sûretés données sur certains actifs du Groupe pour garantir les emprunts ainsi que les clauses ou covenants d'exigibilité sont détaillés en note 8.5.3 « Risques de liquidité ».



### 8.1.4 Analyse des dettes financières à court terme

Un contrat de factoring relatif aux créances clients export a été mis en place en 2016. En France, le Groupe finance son poste clients en mobilisant une facilité de caisse court terme comptabilisée en concours bancaires courants.

Au 30 juin 2019, l'ensemble des dettes financières à court terme est contracté en euros et à taux fixe et s'analyse comme suit :

| En euros                    | 30.06.2019       | 31.12.2018     | 30.06.2018       |
|-----------------------------|------------------|----------------|------------------|
| Concours bancaires courants | 1 500 000        | 500 000        | 1 050 000        |
| Factoring                   | 177 637          | 284 057        | 236 014          |
| Intérêts courus bancaires   | 4 396            | 6 588          | 3 825            |
| <b>Total</b>                | <b>1 682 033</b> | <b>790 645</b> | <b>1 289 839</b> |

### 8.1.5 Analyse de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités ainsi que les placements monétaires immédiatement disponibles dont la valeur dans le temps présente un risque de variation négligeable.

Une dépréciation est constituée lorsque la valeur probable de réalisation de ces placements est inférieure à la valeur d'achat. Les gains et pertes latents ou réalisés sont comptabilisés en résultat financier. La juste valeur est déterminée par référence au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

La trésorerie évolue comme suit :

| En euros                         | 30.06.2019       | 31.12.2018        | 30.06.2018       |
|----------------------------------|------------------|-------------------|------------------|
| Disponibilités                   | 3 244 236        | 10 802 725        | 5 157 376        |
| <b>Trésorerie et équivalents</b> | <b>3 244 236</b> | <b>10 802 725</b> | <b>5 157 376</b> |

### 8.1.6 Tableaux des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi conformément à la norme IAS 7 en partant du résultat net consolidé. Il distingue ainsi les flux issus de l'activité de ceux provenant des opérations d'investissement et de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan suivantes : trésorerie et équivalents de trésorerie, concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques.

Le tableau des flux de trésorerie sur les deux dernières périodes est détaillé en point 3.4 des états financiers semestriels au 30 juin 2019.

Concernant les flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement, les autres variations se détaillent comme suit :

| En euros  | 30.06.2019         | 31.12.2018         | 30.06.2018       |
|---|--------------------|--------------------|------------------|
| Frais d'émission de l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars | -                  | (1 410 486)        | -                |
| Frais d'augmentation de capital imputés en prime d'émission         | -                  | (391 973)          | (112 624)        |
| Frais d'émission d'emprunts   | -                  | 5 306              | 2 997            |
| Autres emprunts financiers  | (1 383 458)        | -                  | -                |
| <b>Total</b>  | <b>(1 383 458)</b> | <b>(1 797 153)</b> | <b>(109 627)</b> |

La variation des autres emprunts financiers est relative au rachat aux minoritaires de 12,25 % des titres de MEDICREA BELGIUM conformément au pacte d'actionnaires expliqué au point 2.4.

### 8.1.7 Taux moyen de la dette

Le taux moyen de la dette évolue comme suit :

|            | 30.06.2019 | 31.12.2018 | 30.06.2018 |
|------------|------------|------------|------------|
| Euro (EUR) | 7,97 %     | 6,86 %     | 5,89 %     |

Le niveau élevé du taux moyen de la dette s'explique principalement par la rémunération des emprunts obligataires dont les taux sont supérieurs à ceux pratiqués dans des financements bancaires classiques. Hors emprunts obligataires, le taux moyen de la dette ressort à 2,97 %.

### 8.2 Avances conditionnées

Les avances conditionnées émanent principalement d'attributions par BPI d'aides à l'innovation sous forme d'avances remboursables.

Leur variation par rapport à l'exercice précédent résulte des plans de remboursement en cours. Il n'y a pas eu d'aide nouvelle allouée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

### 8.3 Produits et charges financiers

Les produits et charges financiers se composent d'une part des produits et charges d'intérêts liés au coût de l'endettement financier net et, d'autre part, des autres produits et charges financiers.

#### 8.3.1 Coût de l'endettement financier net

Le coût de l'endettement financier net correspond aux intérêts payés sur les dettes financières minorés des intérêts reçus sur les placements de trésorerie.

Ces éléments s'analysent comme suit :

| En euros                                   | 30.06.2019         | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|--------------------|----------------------------|
| Intérêts sur obligations                   | (1 660 679)        | (1 056 836)                |
| Intérêts sur emprunts                      | 14 807             | (22 674)                   |
| Intérêts sur location financement          | (16 544)           | (23 704)                   |
| Intérêts sur location simple               | (241 596)          | (256 163)                  |
| Intérêts sur découverts                    | (19)               | (6 224)                    |
| Garantie BPI sur emprunts                  | -                  | (5 658)                    |
| Intérêts sur factoring                     | (5 892)            | (1 324)                    |
| Autres                                     | (9 495)            | 4 140                      |
| <b>Coût de l'endettement financier net</b> | <b>(1 919 418)</b> | <b>(1 368 443)</b>         |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

### 8.3.2 Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers comprennent principalement les résultats des opérations de change.

Ces éléments s'analysent comme suit :

| En euros  | 30.06.2019      | 30.06.2018   |
|---|-----------------|--------------|
| Gains / (pertes) de change                      | (90 120)        | 2 200        |
| Produits financiers sur placement de trésorerie | 49 319          | -            |
| <b>Autres produits / (charges) financiers</b>   | <b>(40 801)</b> | <b>2 200</b> |

### 8.4 Juste valeur des instruments financiers

Les instruments financiers sont constitués des actifs financiers, des passifs financiers et des dérivés. Les instruments financiers sont présentés dans différentes rubriques du bilan. En application de la norme IAS 39, les instruments financiers sont affectés à 5 catégories qui ne correspondent pas à des rubriques du bilan IFRS. L'affectation détermine les règles de comptabilisation et d'évaluation applicables, décrites ci-après :

- placements détenus jusqu'à l'échéance : aucun instrument de valeur significative ne répond à ce jour à cette définition ;
- actifs désignés en tant que juste valeur par le résultat : cette rubrique concerne les placements de trésorerie éventuels dont les variations de juste valeur sont constatées en résultat ;
- actifs et passifs constatés au coût amorti : cette rubrique comprend essentiellement les dépôts et cautionnements, prêts au personnel, créances clients, dettes fournisseurs et dettes financières. Ces actifs et passifs sont comptabilisés au bilan à l'origine à leur juste valeur, qui est en pratique proche de la valeur nominale contractuelle. Ils sont évalués au coût amorti et ajustés le cas échéant de dépréciations en cas de perte de valeur ;
- actifs disponibles à la vente : aucun instrument détenu ne répond à cette définition ;
- instruments dérivés : le Groupe est amené occasionnellement à utiliser des instruments financiers de couverture afin de limiter son exposition aux risques. Il s'agit essentiellement

d'instruments de couverture de change et de taux, tels que les opérations de change à terme et les options de change à primes.

Le Groupe n'ayant pas mis en place la documentation permettant de démontrer l'efficacité de ces couvertures au sens d'IAS 39, la contrepartie des variations de juste valeur de ces instruments dérivés est constatée directement en autres produits et charges financiers et les instruments dérivés sont présentés parmi les autres actifs courants ou les autres passifs courants.

#### 8.4.1 Informations relatives au bilan

Le tableau suivant présente pour les actifs et passifs leur ventilation selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

| Rubriques   | Au 30.06.2019                          |                        |                                   | Au 31.12.2018 Retraité (5)             |                        |                                   |
|---|--|------------------------|-----------------------------------|--|------------------------|-----------------------------------|
|   | Désignation des instruments financiers | Valeur nette comptable | Dont évalué à la juste valeur (1) | Désignation des instruments financiers | Valeur nette comptable | Dont évalué à la juste valeur (1) |
| <b>Actif en euros</b>   |  |                        |                                   |  |                        |                                   |
| Clients et comptes rattachés  | C                                      | 6 182 241              | 6 182 241                         | C                                      | 5 361 252              | 5 361 252                         |
| Autres actifs courants (2)  | C                                      | 222 848                | 222 848                           | C                                      | 160 460                | 160 460                           |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                               | A                                      | 3 244 236              | 3 244 236                         | A                                      | 10 802 725             | 10 802 725                        |
| <b>Passif en euros</b>  |  |                        |                                   |  |                        |                                   |
| Trésorerie passive (3)  | A                                      | 1 682 033              | 1 682 033                         | A                                      | 790 645                | 790 645                           |
| Dettes financières courantes et non courantes hors trésorerie passive | B                                      | 50 014 266             | 50 014 266                        | B                                      | 52 399 335             | 52 399 335                        |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés                              | C                                      | 5 495 578              | 5 495 578                         | C                                      | 4 803 155              | 4 803 155                         |
| Autres passifs courants et non courants (4)                           | C                                      | 355 455                | 355 455                           | C                                      | 1 097 870              | 1 097 870                         |

(1) la valeur nette comptable des actifs et passifs évalués au coût ou au coût amorti est proche de leur juste valeur

(2) hors créances fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(3) incluant les concours bancaires courants et le factoring

(4) hors dettes fiscales et sociales, et comptes de régularisation

(5) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

A : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

B : actifs et passifs évalués au coût amorti

C : actifs et passifs évalués au coût

Les variations de juste valeur et les dépréciations ont été constatées uniquement en résultat. Aucun montant n'a été directement imputé sur les capitaux propres.

#### 8.4.2 Informations relatives au compte de résultat

Le tableau suivant présente les impacts en compte de résultat sur les 1ers semestres 2019 et 2018 des actifs et passifs financiers, et la ventilation de ces impacts selon les catégories prévues par la norme IAS 39.

|   | Désignation des instruments financiers | Au 30.06.2019      | Au 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---|--|--------------------|-------------------------------|
| <b>Charges de financement</b>                   |  | <b>(1 919 418)</b> | <b>(1 368 443)</b>            |
| Charges d'intérêt                               | B                                      | (1 919 418)        | (1 368 443)                   |
| <b>Autres produits financiers</b>               |  | <b>49 319</b>      | <b>2 200</b>                  |
| Gains de change                                 |  | -                  | 2 200                         |
| Produits financiers sur placement de trésorerie | A                                      | 49 319             | -                             |
| <b>Autres charges financières</b>               |  | <b>(90 120)</b>    | <b>-</b>                      |
| Pertes de change                                | A                                      | (90 120)           | -                             |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

A : actifs et passifs à la juste valeur par le résultat

B : actifs et passifs évalués au coût amorti

## 8.5 Politique de gestion des risques

La politique de gestion des risques de marché du Groupe se caractérise par :

- une centralisation des risques au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- un objectif de couverture ;
- une évaluation des risques effectuée grâce à des prévisions détaillées sur un an ;
- un suivi des écarts entre prévisions et réalisations.

### 8.5.1 Risques sur l'évolution du cours des matières premières

La fabrication des implants nécessite l'achat de matériaux, titane et chrome-cobalt et de polymères tolérés par le corps humain, principalement Peek (PolyEtherEtherKetone). Les fournisseurs de ces matières premières étant peu nombreux, le Groupe est soumis à des variations de prix de marché difficilement prévisibles et contrôlables qui pourraient avoir un impact négatif sur les résultats. Les achats de ces matériaux ne font pas l'objet de contrat de couverture. Ils interviennent pour une faible part dans le prix de revient des produits fabriqués (entre 5 et 10%).

### 8.5.2 Risques de crédit

Le Groupe suit mensuellement le délai moyen de règlement de ses clients. Ce ratio s'élève à 67 jours au 30 juin 2019. Pour les clients internationaux ne réglant pas d'avance, le Groupe met en place des mécanismes de couverture, tels que :

- demande de garantie auprès de la Coface. A fin juin 2019, le montant maximum des encours clients potentiellement garantissables par la Coface s'élève à 583 000 euros ;
- crédits documentaires (aucun crédit documentaire en cours au 30 juin 2019).

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de crédit significatif comme le montre le tableau ci-dessous.

| En Euros                                       | 30.06.2019 | 31.12.2018 | 30.06.2018 |
|--|------------|------------|------------|
| Créances clients brutes                        | 6 279 754  | 5 464 975  | 7 295 710  |
| Montant des impayés de plus de 6 mois          | 97 513     | 107 981    | 140 168    |
| % du poste client                              | 1,55 %     | 1,98 %     | 1,92 %     |
| Montant des provisions clients                 | 97 513     | 103 723    | 126 129    |
| % du poste client                              | 1,55 %     | 1,90 %     | 1,73 %     |
| Montant des pertes sur créances irrécouvrables | 7 445      | 22 751     | 0          |

### 8.5.3 Risques de liquidité

Le Groupe a pu faire face au cours des exercices précédents à des crises de liquidités passagères qui ont ralenti la progression de son développement.

Les ressources financières obtenues à l'issue d'opérations de levées de fonds ont totalisé un montant global de 76 millions en euros et 30 millions en dollars américains comme le détaille le tableau ci-dessous :

| Date          | Nature  | Montant en euros  | Montant en US dollars |
|---------------|---|-------------------|-----------------------|
| Juin 2006     | Augmentation de capital par appel public à l'épargne          | 11 587 604        |                       |
| Décembre 2007 | Augmentation de capital                                       | 7 000 002         |                       |
| Novembre 2008 | Augmentation de capital                                       | 1 155 928         |                       |
| Avril 2009    | Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions | 1 176 000         |                       |
| Mai 2009      | Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions | 767 621           |                       |
| Juin 2009     | Augmentation de capital                                       | 621 942           |                       |
| Décembre 2009 | Augmentation de capital                                       | 1 395 608         |                       |
| Décembre 2009 | Exercice de bons de souscription d'actions                    | 582 831           |                       |
| Mai 2010      | Emission d'obligations remboursables en actions nouvelles     | 1 928 624         |                       |
| Juin 2010     | Augmentation de capital                                       | 594 740           |                       |
| Novembre 2011 | Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions | 1 534 500         |                       |
| Aout 2012     | Augmentation de capital                                       | 762 000           |                       |
| Juin 2015     | Augmentation de capital par placement privé                   | 3 543 697         |                       |
| Aout 2016     | Emission d'obligations convertibles en actions                | 15 000 000        |                       |
| Aout 2016     | Augmentation de capital par placement privé                   | 4 999 983         |                       |
| Juin 2017     | Augmentation de capital par placement privé                   | 13 000 003        |                       |
| Décembre 2017 | Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions | 7 216 957         |                       |
| Juillet 2018  | Emission d'actions nouvelles à bons de souscription d'actions | 3 083 777         |                       |
| Novembre 2018 | Emission d'obligations et de bons de souscription d'actions   |                   | 30 000 000            |
| <b>Total</b>  |   | <b>75 951 817</b> | <b>30 000 000</b>     |

Ces levées de fonds ont permis de réduire de façon significative ce risque de liquidité et ont donné les moyens au Groupe de mettre en œuvre sa stratégie d'expansion, de créer de nouvelles filiales, de lancer de nouveaux produits et de développer des technologies innovantes notamment en matière de médecine personnalisée.

#### 8.5.4 Risques de change

L'essentiel des approvisionnements du Groupe est réalisé en euros. Les ventes aux filiales américaine, australienne et polonaise sont réalisées en devises, les produits étant ensuite écoulés sur ces marchés dans la devise fonctionnelle du pays. Les filiales n'ont donc pas de risque de variation de taux de change sur leurs achats mais MEDICREA INTERNATIONAL a un risque de change sur ses ventes en devises qu'elle gère par des enveloppes annuelles de couverture.

Au 30 juin 2019, le Groupe n'a pas de couverture sur devises en cours.

#### 8.5.5 Risques de taux

Au 30 juin 2019, tous les emprunts contractés sont à taux fixe exceptée la dette obligataire de 30 millions de dollars émise en novembre 2018, d'une maturité de 4 ans et portant intérêt au taux de 8,5% augmenté du taux le plus élevé entre le LIBOR USD 3 mois et 2,5 %. Le Groupe souhaite couvrir de façon concomitante par une opération de « cross currency swap » les risques de change et de taux relatifs à cet emprunt et mène des discussions en ce sens avec l'ensemble de ses partenaires bancaires mais celles-ci ne se sont pas encore concrétisées par un accord définitif de couverture.

#### 8.5.6 Risques de variation de cours

Le Groupe a réalisé au 1<sup>er</sup> semestre 2019, 54 % de son chiffre d'affaires consolidé en dollars, par l'intermédiaire de sa filiale MEDICREA USA (45 % au 1<sup>er</sup> semestre 2018).

Les filiales américaine, anglaise, polonaise et australienne sont facturées dans leur devise fonctionnelle et dès lors que celles-ci sont en mesure d'honorer leurs créances commerciales sur la société mère, des couvertures de change sont opportunément mises en place pour couvrir le risque de fluctuation des devises correspondantes (dollars principalement).

Intrinsèquement, les fluctuations du dollar par rapport à l'euro, à la hausse comme à la baisse, sont donc susceptibles de modifier sensiblement les indicateurs de performance du Groupe, notamment en matière de progression de chiffre d'affaires.

Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, le dollar s'est apprécié de plus de 7 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2018 générant un impact positif de 0,6 million d'euros sur le chiffre d'affaires entre le 1<sup>er</sup> semestre 2019 et le 1<sup>er</sup> semestre 2018. L'analyse de ces variations est décrite en note 4.10.

Une appréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données du 1<sup>er</sup> semestre 2019, se traduirait par une hausse du chiffre d'affaires du Groupe de 1,3 millions d'euros, mais sans impact significatif sur le résultat opérationnel.

A l'inverse, une dépréciation de 15 % du dollar par rapport à l'euro, appliquée aux données du 1<sup>er</sup> semestre 2019 se traduirait par une baisse du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel du Groupe dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

## 8.6 Engagements hors bilan liés aux financements du Groupe

### 8.6.1 Engagements donnés dans le cadre de crédits moyen terme

| En euros                               | 30.06.2019 | 31.12.2018 | 30.06.2018 |
|--|------------|------------|------------|
| Nantissements de fonds de commerce (1) | 26 483 051 | 26 483 051 | 6 620 000  |
| Nantissement de matériel               | 1 098 976  | 1 098 976  | 1 158 776  |
| Gages espèces (2)                      | 55 000     | 55 000     | 70 000     |

(1) Nantissements sur fonds de commerce en garantie de l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars émis en novembre 2018

(2) Retenues de garantie conservées par BPI comme gage espèces lors de la mise en place de prêts pour un total de 1 250 000 euros

Le contrat lié à l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars souscrit en novembre 2018 par Perceptive Advisors stipule que le Groupe doit veiller à ce que sa trésorerie disponible soit toujours au moins de 2,5 millions de dollars et qu'à la fin de chaque trimestre civil le revenu des 12 derniers mois respecte des critères de revenu minimum. Ces deux conditions étaient bien satisfaites au 30 juin 2019. Ce covenant fait l'objet, au cours du 2<sup>ème</sup> semestre 2019, de l'octroi d'un « waiver » qui libère le Groupe de la contrainte de trésorerie disponible minimum.

En complément de ces engagements, Perceptive Advisors bénéficie d'un nantissement du fonds de commerce de MEDICREA INTERNATIONAL à hauteur de 26 483 051 euros ainsi que des garanties sur certains actifs de MEDICREA INTERNATIONAL et de sa filiale MEDICREA USA, détaillées comme suit :

- accord de subordination de dettes entre les différentes filiales du Groupe ;
- nantissement de l'intégralité des titres de MEDICREA USA Corp détenus par MEDICREA INTERNATIONAL ;
- garantie de paiement de l'emprunt par MEDICREA USA Corp en cas de défaut de MEDICREA INTERNATIONAL ;
- nantissement des brevets, marques et autres propriétés intellectuelles détenus par MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors ;
- nantissement de 1er rang de l'ensemble des comptes bancaires détenus par MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors ;
- nantissement de 1er rang de l'ensemble des créances clients et inter-companies de MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors ;
- nantissement de 1er rang des stocks de produits finis détenus par MEDICREA INTERNATIONAL au profit de Perceptive Advisors.



### 8.6.2 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place de découverts autorisés et de crédits court terme

| En euros                          | 30.06.2019 | 31.12.2018 | 30.06.2018 |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|
| Cessions de créances commerciales | 500 000    | 500 000    | 500 000    |
| Contre garanties BPI (1)          | -          | -          | 1 520 220  |

(1) contre-garanties accordées par BPI à MEDICREA INTERNATIONAL en faveur de ses partenaires bancaires lors de la mise en place de certains financements moyens terme

Le montant total des découverts autorisés mais non confirmés au 30 juin 2019 s'élève à 245 000 euros.

## NOTE 9 : IMPOTS SUR LES RESULTATS

La charge d'impôts sur les bénéfices correspond à l'impôt exigible corrigé des impôts différés. Ceux-ci résultent de retraitements apportés aux comptes sociaux, ainsi que de certains décalages d'imposition dans le temps qui existent entre le résultat comptable et le résultat fiscal, conformément à IAS 12.

Les impôts différés sont calculés selon l'approche bilantielle de la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles résultant de l'écart entre la base fiscale et la base comptable des actifs et passifs, ainsi que pour les pertes fiscales reportables. Les actifs et passifs d'impôts différés sont calculés en tenant compte des taux d'impôts votés ou quasi adoptés qui seront applicables lors du reversement des différences temporelles. Les actifs d'impôts différés ne sont pris en compte que si leur récupération est probable du fait d'un bénéfice imposable attendu dans un futur proche.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont comptabilisés en actifs et passifs non courants.

Les crédits d'impôt et rappels de crédits d'impôt sont comptabilisés en résultat opérationnel, conformément à la norme IAS 20.

Le crédit impôt recherche est constaté en diminution des frais de recherche et développement pour 505 000 euros au 30 juin 2019 (508 000 euros au 30 juin 2018).

### 9.1 Détail des impôts sur les résultats

| En euros   | 30.06.2019       | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--|------------------|----------------------------|
| Impôts courants  | (276 711)        | -                          |
| Impôts différés  | 118 107          | 61 034                     |
| <b>(Charges) / produits d'impôts sur les résultats</b> | <b>(158 604)</b> | <b>61 034</b>              |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

## 9.2 Analyse du taux d'imposition

Au 30 juin 2019, la charge d'impôt du Groupe s'analyse comme suit :

| En euros  | 30.06.2019         | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|---|--------------------|----------------------------|
| <b>Résultat net consolidé</b>                             | <b>(7 030 878)</b> | <b>(6 615 538)</b>         |
| Impôts sur les résultats                                  | (158 604)          | 61 034                     |
| <b>Résultat avant impôts</b>                              | <b>(6 872 274)</b> | <b>(6 676 572)</b>         |
| Paieement en actions                                      | (1 003 000)        | (407 000)                  |
| <b>Résultat imposable</b>                                 | <b>(5 869 274)</b> | <b>(6 269 572)</b>         |
| Ajustement crédit impôt recherche et compétitivité emploi | (505 000)          | (586 244)                  |
| <b>Résultat imposable hors ajustements</b>                | <b>(6 374 274)</b> | <b>(6 855 816)</b>         |
| <b>Profit / (charge) d'impôt théorique @ 28 %</b>         | <b>1 784 797</b>   | <b>1 919 628</b>           |
| Ecart de taux sociétés étrangères                         | (296 279)          | (314 984)                  |
| Impôts sur différences permanentes                        | (40 782)           | (15 227)                   |
| Déficits reportables non activés                          | (1 388 551)        | (1 178 390)                |
| Correction de taux d'imposition                           | -                  | (23 629)                   |
| Plafonnement des impôts différés actifs                   | (297 621)          | (339 525)                  |
| Autres  | 79 832             | 13 161                     |
| <b>Profit / (charge) d'impôt comptabilisé</b>             | <b>(158 604)</b>   | <b>61 034</b>              |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

## 9.3 Analyse des impôts différés

Les impôts différés actifs et passifs s'analysent comme suit :

| En euros                             | 30.06.2019       | 31.12.2018<br>Retraité (1) | 30.06.2018<br>Retraité (1) |
|--------------------------------------|------------------|----------------------------|----------------------------|
| Déficits fiscaux reportables         | 1 612 559        | 1 593 004                  | 1 995 483                  |
| Différences temporaires fiscales     | 99 394           | 74 121                     | 39 693                     |
| Retraitements de consolidation       | 1 124 497        | 635 695                    | 565 914                    |
| <b>Total impôts différés actifs</b>  | <b>2 836 450</b> | <b>2 302 820</b>           | <b>2 601 090</b>           |
| Différences temporaires fiscales     | -                | 163 828                    | 171 873                    |
| Retraitements de consolidation       | 1 067 236        | 505 873                    | 562 858                    |
| <b>Total impôts différés passifs</b> | <b>1 067 236</b> | <b>669 701</b>             | <b>734 731</b>             |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

Les tests de récupération des déficits reportables effectués filiale par filiale conduisent à ne pas activer les déficits fiscaux du 1<sup>er</sup> semestre 2019 générés par les sociétés du Groupe, excepté pour MEDICREA AUSTRALIA. Par ailleurs, pour la société mère, les impôts différés actifs liés aux retraitements de consolidation sont limités aux impôts différés passifs.

Le montant des impôts différés non reconnus à l'actif du bilan s'élèvent à 15,6 millions d'euros au 30 juin 2019 dont 14,7 millions de pertes reportables non constatées et 0,9 million lié à des retraitements de consolidation.

Les déficits fiscaux dont dispose le Groupe sont les suivants :

| En euros                                      | 30.06.2019        | dont activés     | impôts différés correspondants |
|---|-------------------|------------------|--------------------------------|
| MEDICREA INTERNATIONAL                        | 44 249 688        | -                | -                              |
| MEDICREA UK                                   | 2 570 061         | -                | -                              |
| MEDICREA USA                                  | 13 647 245        | 7 632 392        | 1 602 802                      |
| MEDICREA GMBH                                 | 1 352 763         | -                | -                              |
| MEDICREA POLAND                               | 946 836           | -                | -                              |
| MEDICREA AUSTRALIA                            | 35 477            | 35 477           | 9 757                          |
| <b>Total des déficits fiscaux disponibles</b> | <b>62 802 070</b> | <b>7 667 869</b> | <b>1 612 559</b>               |

Les mouvements intervenus sur les impôts différés actifs concernant les déficits fiscaux reportables s'analysent comme suit :

| En euros   | 30.06.2019       |
|--|------------------|
| <b>Déficits fiscaux reportables au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b> | <b>1 593 004</b> |
| Pertes reportables activés – MEDICREA AUSTRALIA                    | 9 757            |
| Variation des taux de change                                       | 9 798            |
| <b>Déficits fiscaux reportables au 30 juin 2019</b>                | <b>1 612 559</b> |

Les variations des impôts différés résultent principalement des retraitements de consolidation et des mécanismes de plafonnement des impôts différés actifs.

## NOTE 10 : CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

### 10.1 Capitaux propres

#### 10.1.1 Evolution du capital

Le capital social est composé au 30 juin 2019 de 16 219 847 actions d'une valeur nominale de 0,16 euros chacune, pour un montant total de 2 595 175,52 euros. Le nombre d'actions autorisées et en circulation a évolué comme suit :

| En euros  | 30.06.2019 | 31.12.2018 | 30.06.2018 |
|---|------------|------------|------------|
| Nombre d'actions autorisées                       | 16 219 847 | 16 219 847 | 15 082 811 |
| Nombre d'actions de préférence                    | -          | -          | 100        |
| Nombre d'actions émises et entièrement libérées   | 16 219 847 | 16 219 847 | 15 082 911 |
| Valeur nominale en euros                          | 0,16       | 0,16       | 0,16       |
| Nombre d'actions en circulation en fin de période | 16 219 847 | 16 219 847 | 15 082 811 |
| Nombre d'actions à droit de vote double           | 2 788 415  | 2 785 108  | 2 597 579  |
| Nombre d'actions détenues en auto-détention       | 844        | 4 756      | 5 470      |

Il n'y a pas eu d'opération sur le capital de la Société au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019.

#### 10.1.2 Bons de souscription d'actions (BSA)

Au 30 juin 2019, les caractéristiques des BSA en circulation et pouvant être exercés sont récapitulées dans le tableau suivant :

| Date d'attribution   | 22.12.2017 | 09.07.2018 | 27.11.2018 |
|--|------------|------------|------------|
| Durée de vie   | 3 ans      | 3 ans      | 7 ans      |
| Nombre de BSA  | 2 336 341  | 1 127 936  | 1 000 000  |
| Nombre d'actions ordinaires obtenues en cas d'exercice de tous les BSA | 1 168 170  | 563 968    | 1 000 000  |
| Prix d'exercice  | 3,15 €     | 3 €        | 2,19 €     |

Conformément à la norme IAS 32, les BSA de décembre 2017 et juillet 2018, créés concomitamment à des augmentations de capital n'ont donné lieu à aucune comptabilisation supplémentaire dans les comptes consolidés du Groupe. Ceux de novembre 2018, créés à l'occasion d'une émission obligataire ont été valorisés pour un montant de 2 millions d'euros et comptabilisés en diminution de la dette financière sous-jacente.

#### 10.1.3 Actions auto-détenues

Les actions MEDICREA détenues par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, en déduction des capitaux propres consolidés, quel que soit l'objet de leur détention.

En cas de cession, le prix de revient des actions cédées est établi selon la méthode premier entré-premier sorti (FIFO) à l'exception des actions détenues dans le cadre de plans d'options pour lesquels le calcul est effectué par plan, selon la méthode du prix moyen pondéré.

Les résultats de cession sont inscrits directement en capitaux propres, pour leur montant net d'impôt.

#### 10.1.4 Variation des capitaux propres

La variation des capitaux propres sur les deux derniers exercices est détaillée en note 3.5 des états financiers au 30 juin 2019. Les écarts de conversion liés à la consolidation en euros des comptes des filiales étrangères sont présentés dans la colonne réserves, leurs montants n'ayant pas d'impact matériel sur les états financiers au 30 juin 2019.

Au 30 juin 2019, les autres variations s'analysent de la façon suivante :

| En euros  | 30.06.2019    | 31.12.2018<br>Retraité (1) |
|---|---------------|----------------------------|
| BSA dont le sous-jacent est l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars         | -             | 2 043 983                  |
| Frais d'émission de l'emprunt obligataire de 30 millions de dollars                 | -             | (108 890)                  |
| Débouclage du retraitement IFRS lié à l'emprunt obligataire convertible d'août 2016 | -             | (560 728)                  |
| Écarts actuariels des indemnités de départ à la retraite                            | -             | 71 941                     |
| IFRS 16 – variation de périmètre  | -             | (3 422)                    |
| Actions propres   | 14 582        | 669                        |
| Autres  | (3)           | 37                         |
| <b>Total</b>  | <b>14 579</b> | <b>1 443 590</b>           |

(1) Retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location (voir note 6.9)

#### 10.1.5 Emission, rachat et remboursement de titres d'emprunt et de capitaux propres

##### Emprunts obligataires convertibles

Le Groupe a remboursé en cumul au 30 juin 2019, 163 des 200 obligations convertibles émises en avril 2015 auprès d'un investisseur institutionnel, soit la somme de 1,6 million d'euros sur l'emprunt initial de 2 millions d'euros, à échéance avril 2020.

#### 10.1.6 Dividendes payés au cours de l'exercice

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019, MEDICREA BELGIUM a versé 1 million d'euros de dividendes au titre de l'exercice 2018, dont 0,5 million d'euros à MEDICREA INTERNATIONAL.

## 10.2 Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, le résultat par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice, sous déduction du nombre moyen d'actions auto-détenues.

Le résultat par action après dilution est établi sur la base du résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen d'actions composant le capital social ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires et tenant compte des variations potentielles du nombre d'actions. Il intègre :

- les futures levées des options de souscription d'actions ;
- les attributions gratuites d'actions ;
- le nombre d'actions auto-détenues à la date d'arrêté de l'exercice ;
- tout autre instrument donnant droit à un accès différé au capital de la société.

Les actions ordinaires potentielles sont traitées comme dilutives si, et seulement si, leur conversion en actions ordinaires a pour effet de réduire le résultat par action ou d'augmenter la perte par action.

Au 30 juin 2019, conformément à la norme IAS 33 et pour éviter un effet relatif, il n'a pas été pris en considération dans la détermination de l'effet de dilution les actions ordinaires potentielles résultant des plans d'options et d'actions gratuites attribuées (2 139 000 actions) ainsi que des bons de souscription d'actions (2 732 138 actions).

## NOTE 11 : AUTRES INFORMATIONS

### 11.1 Intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de la société

Les intérêts des dirigeants et mandataires sociaux dans le capital de MEDICREA INTERNATIONAL ont évolué comme suit :

|                               | 30.06.2019       |                |                      | 31.12.2018       |                |                      |
|-------------------------------|------------------|----------------|----------------------|------------------|----------------|----------------------|
|                               | Nombre d'actions | % du capital   | % des droits de vote | Nombre d'actions | % du capital   | % des droits de vote |
| ORCHARD INTERNATIONAL (1)     | 1 727 490        | 10,65          | 18,18                | 1 727 490        | 10,65          | 18,17                |
| Denys SOURNAC (2)             | 615 533          | 3,79           | 4,23                 | 607 533          | 3,75           | 4,18                 |
| Jean Philippe CAFFIERO        | 216 089          | 1,33           | 2,19                 | 216 089          | 1,33           | 2,19                 |
| David RYAN                    | 24 148           | 0,15           | 0,21                 | 24 148           | 0,15           | 0,21                 |
| Fabrice KILFIGER              | 6 000            | 0,04           | 0,03                 | 6 000            | 0,04           | 0,03                 |
| <b>Autres Administrateurs</b> |                  |                |                      |                  |                |                      |
| Pierre BUREL (2)              | 194 587          | 1,20           | 1,02                 | 194 587          | 1,20           | 1,02                 |
| Patrick BERTRAND (2)          | 113 968          | 0,70           | 0,69                 | 113 968          | 0,70           | 0,69                 |
| François Régis ORY (2)        | 108 652          | 0,67           | 0,57                 | 108 652          | 0,67           | 0,57                 |
| Rick KIENZLE                  | 102 880          | 0,63           | 0,54                 | 102 880          | 0,63           | 0,54                 |
| Marc RECTON                   | 77 402           | 0,48           | 0,47                 | 76 952           | 0,47           | 0,47                 |
| Christophe BONNET             | 52 128           | 0,32           | 0,44                 | 52 128           | 0,32           | 0,44                 |
| Pierre OLIVIER                | 27 000           | 0,17           | 0,14                 | 27 000           | 0,17           | 0,14                 |
| Jean Joseph MORENO            | 26 450           | 0,16           | 0,25                 | 22 000           | 0,14           | 0,23                 |
| <b>Total</b>                  | <b>3 292 327</b> | <b>20,29 %</b> | <b>28,96 %</b>       | <b>3 279 427</b> | <b>20,22 %</b> | <b>28,88 %</b>       |

(1) : Actions détenues par la holding ORCHARD INTERNATIONAL. Au 30 juin 2019 le capital social d'ORCHARD INTERNATIONAL se répartit comme suit :

|  |         |
|--|---------|
| - Société civile IDS CO                              | 59,66 % |
| - Société civile PLG INVEST (Jean Philippe CAFFIERO) | 35,46 % |
| - AMELIANE SAS                                       | 4,72 %  |
| - Christelle LYONNET                                 | 0,13 %  |
| - Denys SOURNAC                                      | 0,03 %  |

(2) : Cumul des actions détenues directement en propre et via une holding

### 11.2 Informations relatives aux parties liées

Comme mentionné au point 5.8 précédent, la société ORCHARD INTERNATIONAL facture différentes prestations à la société MEDICREA INTERNATIONAL dont les montants ont évolué comme suit au cours des deux dernières périodes :

| En euros                   | Montant Ht facturé | Montant Ht facturé |
|----------------------------|--------------------|--------------------|
|                            | S1 2019            | S1 2018            |
| Prestations management     | 150 000            | 150 000            |
| Loyer et charges locatives | 17 336             | 37 529             |
| Quote part sur frais       | 3 000              | 6 780              |
| Refacturation personnel    | -                  | 47 490             |
| <b>Total</b>               | <b>170 336</b>     | <b>241 799</b>     |



La refacturation des frais de personnel de deux salariés ainsi que les frais d'utilisation de bureaux a cessé à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2018, les couts correspondants étant désormais générés directement au niveau de MEDICREA INTERNATIONAL.

### **11.3 Evènements postérieurs à la clôture**

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

# 4

## VIE BOURSIERE



**MEDICREA**  
(IM)PROVE

MEDICREA INTERNATIONAL est cotée sur Alternext Paris depuis le 26 juin 2006, sous le code ISIN FR0004178572 et le mnémonique ALMED. L'action a été introduite à 7,94 euros et est cotée en continu depuis février 2007.

L'action MEDICREA est éligible au PEA-PME 2015/2016 conformément au décret n°2014-283 du 4 mars 2014 publié dans le cadre de l'application de l'article 70 de la loi de finances 2014 n° 2013-1278 du 29 décembre 2013, et fixant les conditions d'éligibilité des entreprises au PEA-PME.

Depuis août 2018, la Société est cotée le marché OTCQX Best Market aux États-Unis sous les symboles (« tickers ») MRNTY et MRNTF, afin de permettre à des actionnaires américains qui ne souhaitent pas acquérir des titres sur un marché européen de le faire directement aux États-Unis. Le ticker MRNTY représente les ADR (American Depositary Receipts) et le ticker MRNTF représente les actions ordinaires de la Société. Chaque ADR correspond à une action ordinaire négociée sur Euronext-Growth. Cette cotation sur une place de marché américaine permet à des investisseurs institutionnels et individuels aux États-Unis d'acheter et de vendre en dollars soit des ADR, soit des actions ordinaires de la Société.

## 1. EVOLUTION DU COURS DE BOURSE

Le cours de bourse a évolué de la manière suivante depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 :



## 2. STATISTIQUES BOURSIERES

Les chiffres clés relatifs à l'action MEDICREA sur les trois dernières périodes sont récapitulés dans les tableaux ci-après.

|                             | 30.06.2019<br>6 mois | 31.12.2018<br>12 mois | 31.12.2017<br>12 mois |
|-----------------------------|----------------------|-----------------------|-----------------------|
| Cours de l'action           | 3,30€                | 2,29 €                | 3,00 €                |
| Capitalisation boursière    | 53 M€                | 37 M€                 | 45 M€                 |
| Cours le plus haut          | 3,39 €               | 3,46 €                | 6,37 €                |
| Cours le plus bas           | 2,04 €               | 1,65 €                | 2,86 €                |
| Cours moyen                 | 2,53 €               | 2,67 €                | 4,51 €                |
| Variation sur la période    | +44%                 | (24)%                 | (44)%                 |
| Nombre de titres échangés   | 1 747 410            | 7 544 505             | 3 000 160             |
| Capitaux échangés           | 4,4 M€               | 20,1M€                | 13,5 M€               |
| Taux de rotation du capital | 10.8%                | 46.5%                 | 19.9%                 |

## 3. ACTIONNARIAT

Le flottant représente plus des deux tiers du capital du Groupe et l'actionnariat se répartit comme suit au 30 juin 2019, en pourcentage du capital et des droits de vote :

|  | % du capital   | % droits de vote |
|--|----------------|------------------|
| Fonds d'investissements                    | 58,8%          | 52,2%            |
| Fondateurs                                 | 15,8%          | 24,6%            |
| <i>Dont Denys Sournac et IDS KAP/IDSCO</i> | 3,8%           | 4,2%             |
| <i>Dont Jean Philippe Caffiero</i>         | 1,3%           | 2,2%             |
| <i>Dont ORCHARD</i>                        | 10,7%          | 18,2%            |
| Business Angels                            | 10,5%          | 10,1%            |
| Salariés                                   | 0,9%           | 1,0%             |
| Public                                     | 14,0%          | 12,1%            |
| <b>TOTAL</b>                               | <b>100,00%</b> | <b>100,00%</b>   |

## 4. ANALYSE FINANCIERE ET SOURCES D'INFORMATIONS

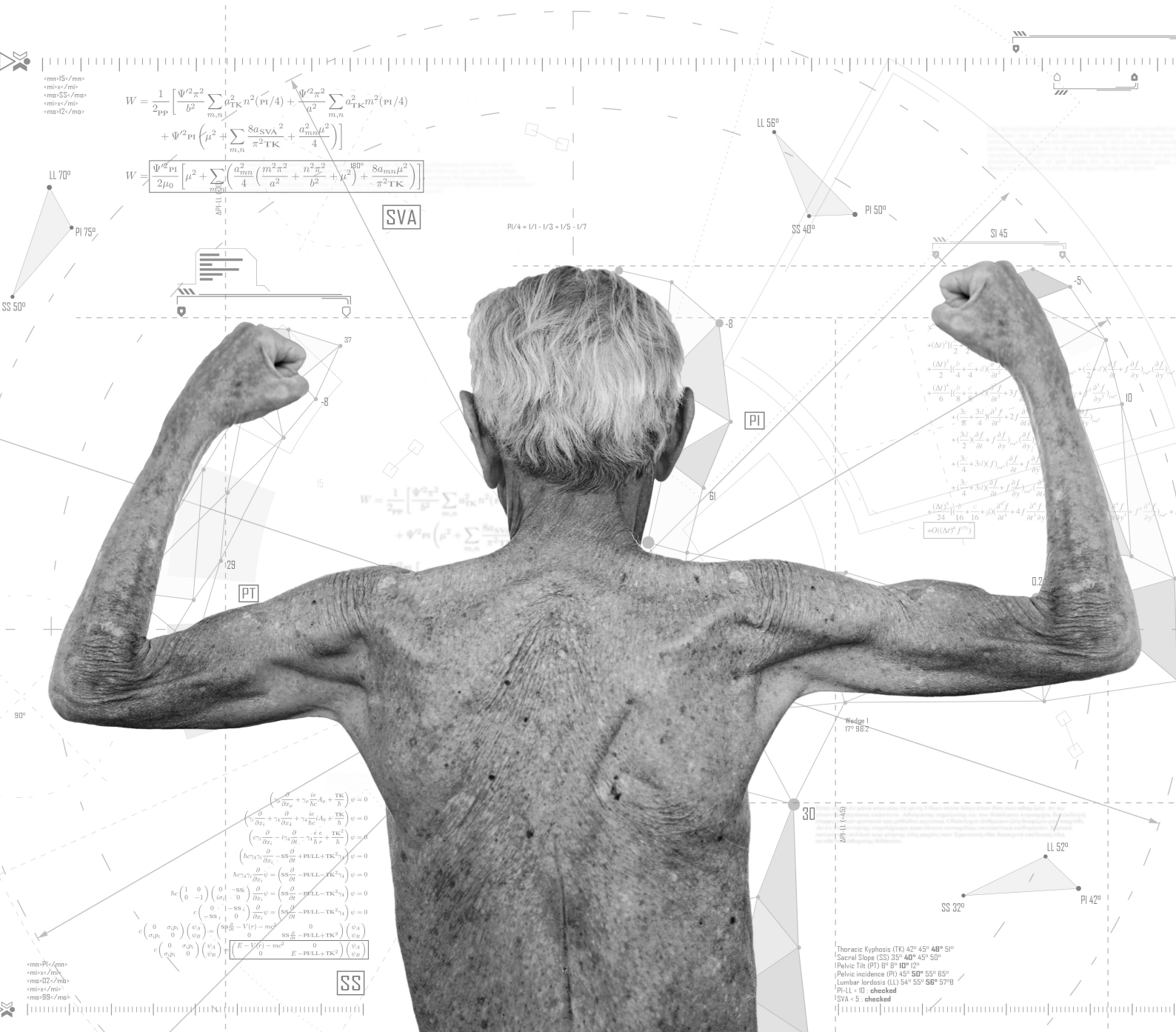
Les sociétés de bourse Kepler Cheuvreux et Euroland suivent la valeur, ainsi que la société de conseils IDMidcaps.

L'ensemble des communiqués et documents financiers est disponible sur le site internet du Groupe à l'adresse url suivante : [www.medicrea.com](http://www.medicrea.com), ainsi que sur le site d'Euronext Growth: [www.euronext.com](http://www.euronext.com).

## 5. CALENDRIER DE COMMUNICATION FINANCIERE

Les publications suivantes ont été ou seront diffusées en 2019 / 2020 :

|   |                            |
|---|----------------------------|
| Chiffres d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2019 | Mardi 9 avril 2019         |
| Résultats du 1 <sup>er</sup> trimestre 2019           | Jeudi 16 mai 2019          |
| Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> semestre 2019   | Lundi 8 juillet 2019       |
| Résultats du 1 <sup>er</sup> semestre 2019            | Mercredi 18 septembre 2019 |
| Chiffre d'affaires du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2019 | Jeudi 10 octobre 2019      |
| Résultats du 3 <sup>ème</sup> trimestre 2019          | Mardi 19 novembre 2019     |
| Chiffre d'affaires annuel 2019                        | Mardi 14 janvier 2020      |



$$W = \frac{1}{2} \frac{\Psi^2 \pi^2}{b^2} \sum_{m,n} \theta_{TK}^2 n^2 (\pi/4) + \frac{\Psi^2 \pi^2}{a^2} \sum_{m,n} a_{TK}^2 m^2 (\pi/4) + \Psi^2 \pi \left( \mu^2 + \sum_{m,n} \frac{8a_{SVA}^2}{\pi^2 TK} + \frac{a_{mm}^2}{4} \right)$$

$$W = \frac{\Psi^2 \pi}{2\mu_0} \left[ \mu^2 + \sum_{m,n} \left( \frac{a_{mm}^2}{4} \left( \frac{m^2 \pi^2}{a^2} + \frac{n^2 \pi^2}{b^2} + \mu^2 \right) + \frac{8a_{mn} \mu^2}{\pi^2 TK} \right) \right]$$

Thoracic Kyphosis (TK) 42° 45° 48° 51°  
 Sacral Slope (SS) 35° 40° 45° 50°  
 Pelvic Tilt (PI) 6° 8° 10° 12°  
 Pelvic Incidence (PI) 45° 50° 55° 60°  
 Lumbar lordosis (LL) 54° 55° 56° 57°  
 PI x LL = 10° checked  
 SVA = 5° checked